

Amnesty International

Points

Les assassinats politiques

Rapport sur la responsabilité
des Etats



Inédit Politique

Les assassinats politiques

Les assassinats politiques

Malawi (1977)	Roumanie (1980)
MLA (1981)	Tchécoslovaquie (1981)
Série « documents »	
Israël (document), 1980	
Irak (document), 1981	
Guinée (RM), 1982	
Guatemala (document), 1981	
Espagne (RM), 1981	
Égypte (document), 1980	
Corée du Sud (document), 1981	
Bolivie (RM), 1981	
Laos (document), 1980	
Viet Nam (RM), 1981	
Taiwan (document), 1981	
R.F.A. (document), 1980	
Philippines (document), 1982	
Guatemala (document), 1982	
Maroc (RM), 1982	

Rapports de mission (RM) ou documents spécifiques

Série (Les violations des droits de l'homme au), 1980
 Yougoslavie (Les prisonniers d'opinion en), 1982
 URSS (Les prisonniers d'opinion en), 1980
 Iran (Arrestations et jugements en Rép. islamique d'), 1981
 Chine (L'emprisonnement politique en), 1981
 Chili (Rapport sur la torture et les prisonniers politiques), 1981
 Argentine (Enlèvements et les autres violations des droits de l'homme), 1980
 Afrique du Sud (L'emprisonnement politique en), 1978 - mise à jour 1980

Études par pays

Chronique d'événements internationaux, 1980-1981

Pourquoi Amnesty International? (1981)

Amnesty International. Pour quel faire? Comment agir? (1981)

Un acte « officiel » de la République (document), 1980

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (document), 1980

Les « disparus » (document), 1980

Rapport sur la torture (document), 1980

Rapport sur le procès de 1979. Ed. Martine - épuisé

Rapport annuel 1981 (rapports annuels précédents également disponibles)

Guaragar à caractère général

Publications d'Amnesty International (en français)

Éditions du Seuil

Publications d'Amnesty International

(en français)

Ouvrages à caractère général

Rapport annuel 1982

Rapport annuel 1981 (rapports annuels précédents également disponibles)

Rapport sur la peine de mort (1979), *Ed. Mazarine* - épuisé

Rapport sur la torture - 2^e édition (1978), *Ed. Gallimard* - épuisé

Les « disparus » (1981), *Ed. du Seuil*

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (dessins) (1982)

Un « cas » dans l'histoire du droit : procès de tortionnaires en Grèce (1977)

Amnesty International. Pour quoi faire ? Comment agir ?

Pourquoi Amnesty International ? (1981)

Chronique d'informations internationales. Bulletin mensuel (20/24 p.)

Études par pays

Afrique du Sud (L'emprisonnement politique en), 1978 - mise à jour 1982

Argentine (Témoignages sur les camps de détention secrets), 1980

Chili (Rapport sur la torture et sur les prisonniers disparus), 1981

Chine (L'emprisonnement politique en), 1981

Iran (Arrestations et jugements en Rép. islamique d'), 1981

URSS (Les prisonniers d'opinion en), 1980

Yougoslavie (Les prisonniers d'opinion en), 1982

Zaïre (Les violations des droits de l'homme au), 1980

Rapports de mission (RM) ou dossiers spécifiques

Bolivie (RM), 1981

Corée du Sud (*dossier*), 1981

Égypte (*dossier*), 1980

Espagne (RM), 1981

Guatemala (*dossier*), 1981

Guinée (RM), 1982

Irak (*dossier*), 1981

Israël (*dossier*), 1980

Laos (*dossier*), 1980

Maroc (RM), 1982

Ouganda (*dossier*), 1982

Philippines (*dossier*), 1982

R.F.A. (*dossier*), 1980

Taiwan (*dossier*), 1981

Viet Nam (RM), 1981

Série « documents »

Malawi (1977)

RDA (1981)

Roumanie (1980)

Tchécoslovaquie (1981)

Circulaires (offset) disponibles sur d'autres pays (auprès des sièges nationaux).

Les titres pour lesquels il n'est pas précisé d'éditeurs sont édités par EFAI.

Amnesty International

Les assassinats politiques

Rapport sur la responsabilité
des États

Éditions du Seuil

EN COUVERTURE : illustration Cuadrado, 1983.

ISBN 2-02-006464-2.

© Amnesty International Publications, mars 1983.
© Éditions du Seuil, pour l'édition française, mars 1983.

Index AI : SF 83/Act 03

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

AMNESTY INTERNATIONAL, mouvement mondial indépendant de tout gouvernement, tout groupement politique, toute idéologie, tout intérêt économique et toute croyance religieuse, joue un rôle nettement déterminé dans la défense des droits de l'homme. C'est une organisation dont les activités sont centrées sur les prisonniers.

Elle s'efforce d'obtenir *la libération* des personnes détenues, où que ce soit, du fait de leurs convictions, de leur couleur, de leur sexe, de leur origine ethnique, de leur langue ou de leur religion, à condition qu'elles n'aient pas usé de violence ni préconisé son usage. Ces personnes sont dénommées « *prisonniers d'opinion* ».

Elle demande un *jugement équitable et dans un délai raisonnable* pour tous les prisonniers politiques et intervient en faveur des personnes détenues sans inculpation ni jugement.

Elle s'oppose sans réserve, pour tous les prisonniers, à la *peine de mort* et à la *torture* ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

AMNESTY INTERNATIONAL fonde son action sur la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations unies et sur d'autres instruments internationaux. Par son action concrète en faveur des prisonniers qui relèvent de son mandat, Amnesty International contribue à promouvoir le respect et la protection des droits de l'homme dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel.

AMNESTY INTERNATIONAL compte plus de 2 000 groupes d'adoption et des sections nationales dans 39 pays

d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Océanie, ainsi que des membres à titre individuel dans 86 autres pays et territoires. Chaque groupe d'adoption s'occupe d'au moins deux prisonniers d'opinion détenus dans des pays autres que le sien. Pour garantir l'impartialité, ces pays sont choisis de telle sorte qu'ils s'équilibrent géographiquement et politiquement. Le service de la recherche d'Amnesty International, à Londres, centralise, vérifie et fournit les renseignements relatifs aux prisonniers et aux violations des droits de l'homme.

AMNESTY INTERNATIONAL est dotée du statut consultatif, auprès de l'ONU (Conseil économique et social), de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe ; elle coopère avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains et elle est membre du Comité de coordination du bureau de l'Organisation de l'unité africaine pour le placement et l'éducation des réfugiés africains.

AMNESTY INTERNATIONAL est financée par les cotisations et les dons de ses membres dans le monde entier. Afin de garantir l'indépendance de l'organisation, toutes les contributions font l'objet d'un contrôle strict, suivant les directives fixées par le Conseil international d'AI, et les recettes et dépenses sont publiées dans un rapport financier annuel.

Préface

de Theo C. van Boven

ancien directeur de la Division des droits
de l'homme des Nations unies

L'importance et la gravité des procédés inhumains utilisés dans le monde, tant par des gouvernements que par d'autres formes d'autorité établie, pour porter atteinte à la vie d'un très grand nombre de personnes, provoquent une prise de conscience de plus en plus profonde de la part de nombreuses organisations, de groupes ou d'individus s'intéressant aux droits de l'homme. La préméditation et la brutalité marquent ces assassinats commis dans le but d'exterminer des opposants politiques, des personnes ou des groupes soupçonnés de représenter une menace pour les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir.

Chaque jour, en ma qualité de directeur de la division des droits de l'homme des Nations unies, ces graves et flagrantes violations du droit à la vie dans différentes régions du monde étaient portées à ma connaissance par des sources dignes de foi ou des témoins directs ; elles sont vite devenues un sujet prioritaire et urgent pour celui qui avait la responsabilité de la promotion et de la protection des droits de l'homme. J'ai senti que je n'avais pas d'autre choix que celui de présenter à la Commission des droits de l'homme, lors de l'ouverture de sa 38^e session, le 1^{er} février 1982, la question fondamentale de la protection de la vie et de lui demander instamment de prendre des mesures immédiates et efficaces. Globalement, la communauté internationale est confrontée, en matière de

droits de l'homme, à une multitude de problèmes complexes ; pour les résoudre, on pourrait établir une liste de priorités. J'ose affirmer que le nombre et la gravité des exécutions arbitraires exigent que les stratégies et les programmes de lutte contre ces pratiques bénéficient d'une priorité absolue.

Un sentiment est largement partagé dans de nombreux milieux, selon lequel la privation arbitraire de la vie pose une question urgente et inéluctable au mouvement des droits de l'homme et, en fait, à toute la communauté internationale. L'initiative prise par Amnesty International est fondée sur sa propre expérience et sur ses constatations ; elle reflète une prise de conscience qui est également évidente au sein d'autres organisations et instances telles que la Commission des droits de l'homme des Nations unies et ses organes subsidiaires, de même qu'au sein de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Il est donc possible d'espérer que la campagne que lance Amnesty International sur la question des exécutions arbitraires aura un effet tangible, dans la mesure où elle répond à une conviction profonde quant à son urgence et à un sentiment largement répandu de compassion et de solidarité. C'est pour cette même raison que, dans le passé, d'autres campagnes qu'Amnesty International avait lancées contre la torture, contre la peine de mort et contre les disparitions forcées et involontaires, ont pu, à des degrés divers, mobiliser de nombreuses forces parmi les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que dans le grand public.

L'action entreprise jusqu'ici par la communauté internationale contre les assassinats politiques pêche sur deux points importants. En premier lieu, elle est sélective et fragmentaire, en ce sens que l'attention est largement portée sur certaines situations alors que d'autres, dignes du même intérêt, sont cachées ou ignorées. Il est donc urgent de généraliser et de systématiser la réprobation de la pratique des exécutions arbitraires. En deuxième lieu, la méthode suivie pour aborder a posteriori la question des violations des droits de l'homme est déficiente. C'est pourquoi il convient d'élaborer des

mécanismes de prévention permettant une détection dès la première alerte et une protection des personnes qu'un danger imminent menace. Il est vrai que la plupart des programmes des Nations unies dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier ceux qui font connaître et dénoncent toute atteinte arbitraire, délibérée et massive à la vie humaine, s'attaquent à ces problèmes. Pleinement consciente de la gravité et de l'étendue alarmante des exécutions arbitraires, la Commission des droits de l'homme des Nations unies, lors de sa récente session en février-mars 1982, s'est efforcée d'adopter une approche plus systématique en envisageant non seulement les remèdes et les réparations, mais également l'action préventive. La Commission a décidé de nommer un rapporteur spécial chargé d'examiner les questions liées aux exécutions sommaires et arbitraires et elle a prié le rapporteur de lui présenter, à sa prochaine session, un rapport complet sur l'existence et l'étendue de la pratique de telles exécutions avec ses conclusions et ses recommandations. Il semblerait que le rapporteur spécial ne devrait pas limiter ses efforts à la mission déjà très importante de réunir des renseignements et des dossiers aussi complets que possible. Le rapporteur devrait aussi pouvoir s'adresser, directement ou par l'intermédiaire du secrétaire général, aux gouvernements concernés si l'urgence de la situation l'exige et si ces démarches préventives peuvent contribuer à sauver des vies directement menacées. La décision de la Commission des droits de l'homme de nommer ce rapporteur et l'organisation, par la section néerlandaise d'Amnesty International, d'une conférence sur les exécutions arbitraires ont été conçues parallèlement ; ceci est une heureuse et encourageante coïncidence. Ces deux initiatives de secteurs importants s'occupant des droits de l'homme, l'un intergouvernemental, l'autre non gouvernemental, se sont mutuellement étayées.

Devant les violations flagrantes et persistantes des droits de l'homme, devant les cas d'extrême détresse, lorsque la vie est en jeu, on se doit de comprendre où est la responsabilité. Qui sont les auteurs de ces violations flagrantes des droits de

l'homme ? Des autorités politiques sont-elles directement ou indirectement impliquées ? Lesquelles ? Qui sont leurs complices ? Ceux qui détiennent le pouvoir doivent être tenus pour responsables des conséquences de l'exercice de ce pouvoir. Il faut concevoir un dispositif permettant d'établir cette responsabilité. La Commission des droits de l'homme des Nations unies et le rapporteur spécial nous fournissent ce dispositif. Cependant la Commission et son rapporteur ne peuvent, à eux seuls, veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et, en même temps, à la mise en application de voies de recours et de mesures coercitives. Les organes des Nations unies appartiennent à une entité plus vaste dont les parties constituantes sont les peuples de la terre. Amnesty International représente un autre secteur de ce tout, et elle est devenue un acteur dont la force morale est considérable. Il est naturel que la campagne mondiale sur le problème des exécutions extrajudiciaires soit motivée par une profonde inquiétude pour les victimes de ces horribles crimes. Ces derniers doivent être dénoncés comme des crimes contre l'humanité et, de ce fait, soumis à une juridiction universelle. Nous devons aussi considérer le fait qu'il ne s'agit pas seulement de l'exécution d'instructions perpétrées au travers de systèmes abstraits, mais que, dans ces systèmes, des individus sont politiquement responsables et pénalement redevables de ces actes. L'établissement de la responsabilité et les sanctions ont, jusqu'ici, été entièrement et délibérément laissés de côté en raison d'intérêts politiques. Ceci est moralement intolérable et indéfendable sur le plan des principes et celui du droit.

Nombreux sont ceux qui ont besoin de notre solidarité et de notre soutien dans leur lutte pour la justice et la vie. Ils crient au secours dans le désert. Nos oreilles resteront-elles sourdes à leurs appels ? Ou peuvent-ils conserver l'espoir que tous ceux que leur sort émeut montreront plus d'audace et de courage ?

Introduction

Ce rapport est publié dans le cadre d'une campagne menée par les groupes d'Amnesty International dans le monde entier pour obtenir la fin des assassinats politiques commis sous l'égide de l'État.

Mouvement mondial indépendant, Amnesty International s'efforce d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion, demande un jugement équitable et dans un délai raisonnable pour tous les prisonniers politiques, ainsi que l'abolition de la torture et de la peine de mort. Elle s'oppose inconditionnellement à l'exécution, tant judiciaire qu'extrajudiciaire, de tout prisonnier. Elle agit contre ces dernières « lorsqu'on a de bonnes raisons de penser qu'elles résultent d'une politique gouvernementale systématique d'élimination de certains individus, groupes ou catégories de personnes, par exécution immédiate, sans arrestation ni emprisonnement ». Amnesty International prend la position de principe que la torture et/ou l'exécution de prisonniers par qui que ce soit (y compris des groupes d'opposition) sont inacceptables. Les gouvernements ont le devoir de réprimer de tels abus conformément aux normes internationales relatives à la protection des droits de l'homme.

Depuis un certain nombre d'années, Amnesty International tente de s'opposer aux exécutions extrajudiciaires. Elle a fait appel aux États, elle a pris l'opinion publique à témoin, elle a fourni des informations aux organismes spécialisés des Nations unies et à d'autres

organisations intergouvernementales. En avril 1979, elle a fait appel au secrétaire général des Nations unies, lui demandant de convoquer le Conseil de sécurité en session extraordinaire, en vue de mettre fin à la vague d'exécutions et d'assassinats politiques constatée dans le monde entier.

Début 1982, la section néerlandaise d'Amnesty International a organisé une conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires. La conférence a réuni environ 120 participants venus de trente pays : juristes indépendants, membres d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, représentants du personnel et des sections d'Amnesty International et militants d'autres groupements de défense des droits de l'homme. La conférence avait pour but d'examiner ce qui pouvait être fait pour s'opposer à ces assassinats, d'une manière plus concrète et sans délai.

On trouvera dans ce rapport l'essentiel des communications présentées à la conférence (voir, au chapitre 4, le compte rendu de la conférence et les recommandations des groupes de travail).

Étant donné que les exécutions extrajudiciaires sont très souvent passées sous silence, et que des recherches approfondies nécessitent parfois un temps considérable, il faudra peut-être attendre des années pour que le problème soit perçu avec la précision voulue. C'est parfois seulement quand de telles pratiques cessent — à la faveur d'un changement de gouvernement ou d'autres formes d'évolution politique — que des faits importants sont révélés.

La démarche du présent rapport se situe dans une perspective largement historique. Les États sont mentionnés quand un schéma précis d'assassinats a été constaté. La plupart des communications ont trait à des meurtres qui ont eu lieu depuis 1970.

Des assassinats politiques ont été commis sous l'égide du pouvoir dans d'autres pays que ceux mentionnés dans ce rapport, qui n'est nullement exhaustif.

Amnesty International souhaite remercier ici les nombreux participants à la conférence qui, par l'expression de leurs vues, ont aidé à la réalisation de cet ouvrage.

CHAPITRE 1

La responsabilité des États dans les exécutions extrajudiciaires

« Aviez-vous l'autorisation de tuer ? »

Seulement les suspects. Chaque jour on recevait des ordres. Et puis on suivait, on était étudiants, comme ceux qui étaient suspects. Mais nous on avait le droit de les tuer.

On nous a donné des cartes d'identité spéciales, comme ça si la police arrivait, ou bien quand on avait des trucs à faire et qu'ils étaient plus nombreux que nous, alors on n'avait qu'à leur montrer les cartes. Comme ça on n'était pas embarqués et on pouvait filer... Et puis les cartes pouvaient nous servir si on faisait des trucs interdits. On pouvait tuer quelqu'un, comme ça ! et fiche le camp, et la police n'avait aucun droit sur nous puisqu'on avait nos cartes.

Et la police ne réagissait pas ?

Non, elle ne faisait rien, rien du tout. Et c'est ça qui m'a ouvert les yeux ; j'ai tout d'un coup réalisé que c'était ça, que l'armée n'était qu'une école d'assassins, c'était pas plus difficile que ça. Ils avaient été jusqu'à me dire : " Si tu découvres que ton père est membre d'un mouvement subversif... " — et comme j'avais pas compris ce que ça voulait dire, " subversif ", ils m'ont dit : " C'est tout ce qui est contre le gouvernement et qui crée du désordre au Guatemala... Donc, si ton père

est mêlé dans des groupes comme ça, tue-le, parce que si tu le fais pas, c'est lui qui le fera et qui nous tuera... " »

Témoignage d'un ancien appelé
guatémaltèque, février 1980¹.

« Au début, cependant, on ne tuait que les familles des officiers, mais, à partir de 1976, on a tué également les familles des simples soldats. Un jour, à Choeung Prey, je me suis mis à pleurer pendant toute la journée en voyant tuer les femmes et les enfants. Je ne pouvais plus lever les bras. Le camarade Saruoeun me dit : " Frappe. " Je dis : " Comment ? Qui peut tuer des femmes et des enfants ? " Trois ou quatre jours après, j'étais arrêté, en juin 1976. »

Témoignage d'un ancien responsable
khmer rouge devant la Commission
internationale des juristes.

Au cours de la dernière décennie, des centaines de milliers de personnes ont été tuées à l'instigation des autorités politiques de leur pays. Ces meurtres continuent. Jour après jour, Amnesty International reçoit des témoignages signalant des assassinats politiques perpétrés par l'armée régulière et la police, ainsi que par des unités spéciales créées pour opérer en dehors de tout contrôle, des « escadrons de la mort » agissant avec la complicité des autorités et des assassins au service du pouvoir.

Ces crimes sont commis en dehors de tout processus judiciaire et au mépris des garanties du droit. Beaucoup de victimes sont d'abord enlevées, illégalement détenues, et torturées.

Parfois les ordres viennent des plus hautes sphères du pouvoir. Ou bien, l'administration s'abstient délibérément de faire une enquête et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher d'autres morts.

1. *Guatemala : un programme gouvernemental d'assassinats politiques*, Paris, EFAI, 1981.

L'État s'efforce souvent de couvrir ces assassinats. Il nie qu'ils aient jamais eu lieu, en rend reponsables les forces d'opposition, ou essaie de faire croire qu'ils ont été le résultat d'affrontements armés avec les forces gouvernementales ou que la victime a été tuée lors d'une tentative de fuite.

Ces assassinats révèlent un schéma caractéristique : ils s'accompagnent fréquemment du déni des droits constitutionnels, de l'intimidation des témoins et des familles des victimes, de l'élimination des preuves et de l'affaiblissement de l'indépendance de la justice.

De tels meurtres sont la négation d'un principe absolu : celui de la protection que l'État doit accorder à ses citoyens, quelles que soient les circonstances et leur gravité. Ces meurtres, commis pour motifs politiques, sont des crimes dont le droit national et international rend les gouvernements responsables. Que des groupes d'opposition commettent des actes tout aussi horribles, ou qu'ils soient perpétrés au nom de la sûreté de l'État ne réduit en rien la responsabilité du pouvoir. Le fait qu'il est difficile d'établir qui est l'ultime responsable, ne diminue en rien le devoir de l'État d'enquêter et de prendre des mesures préventives pour empêcher d'autres assassinats. L'État a le devoir absolu de ne pas commettre ni de se rendre complice de tels assassinats qui ont lieu au mépris de la loi, et de prendre toutes les mesures législatives, exécutives et judiciaires nécessaires pour traduire les responsables devant la justice. Les assassinats politiques impliquant la responsabilité du pouvoir ont certaines caractéristiques communes, résumées dans la définition d'Amnesty International :

« [...] Ce sont des meurtres délibérés, perpétrés hors de toute légalité sur l'ordre d'un gouvernement ou avec sa complicité, pour des motifs politiques. Les victimes meurent à cause de leurs opinions ou activités politiques, réelles ou présumées, de leur religion ou de toute autre croyance profonde, de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur ou de leur langue. » Un autre terme, celui

d' « exécutions extrajudiciaires », sert également à désigner ces meurtres, commis en dehors de tout processus judiciaire et en violation de la loi et des instruments du droit international qui interdisent la privation arbitraire de la vie. Le fait qu'ils sont illégaux et délibérés les distingue de l'homicide involontaire et des homicides commis dans le cadre d'une activité légitime de maintien de l'ordre, pourvu que le recours à la force n'ait pas été excessif. Pour cette raison, ils n'entrent pas non plus dans la catégorie des homicides en temps de guerre non interdits par les conventions internationales relatives aux conflits armés. Le fait qu'ils sont « extrajudiciaires » les distingue aussi de la peine de mort — c'est-à-dire de l'exécution de la sentence capitale qu'un tribunal inflige à un accusé déclaré coupable d'un crime encourant la peine de mort. Les exécutions extrajudiciaires sont inspirées par des mobiles politiques, et les victimes sont choisies en raison de leurs opinions ou activités politiques, de leur religion, de leur langage, de leur sexe, ou de leur couleur ou origine ethnique.

Des meurtres politiques ont lieu à l'instigation du pouvoir dans diverses régions du monde, et dans des pays d'idéologies différentes. Ils vont de l'assassinat individuel à la liquidation en masse de mouvements d'opposition et l'extermination de groupements ethniques entiers. Ces crimes restent souvent ignorés de la communauté internationale jusqu'au jour où leur étendue atteint des proportions telles que l'avenir de toute une société s'en trouve compromis pour plusieurs générations.

Qui est responsable ?

En matière d'assassinats politiques par les États, il est souvent difficile de faire la lumière sur les faits. Leurs auteurs s'efforcent de les dissimuler ou de les déformer, et

c'est parfois aussi le cas des témoins. L'identité de la victime, celle du meurtrier et les circonstances de la mort sont souvent tues. Les témoignages oculaires peuvent s'avérer difficiles à réunir : les auteurs de l'assassinat en sont aussi parfois les seuls témoins ; ou encore les survivants de l'incident se taisent par peur des représailles ; parfois le meurtre lui-même est ignoré. La famille ne parvient pas à connaître le sort de la victime, qui reste ignoré pendant des semaines, des mois, et peut-être à jamais. Même lorsque la preuve des faits est clairement établie, ceci peut ne pas suffire pour démontrer la complicité du pouvoir.

La reconstitution des faits comporte notamment : la recherche de l'identité de la victime (ou l'établissement d'une liste des victimes, si plusieurs assassinats ont eu lieu), de renseignements sur son passé et son entourage permettant de cerner les éventuels mobiles de l'assassinat ; la réunion des conclusions du rapport médico-légal pour établir la cause et les circonstances de la mort, des examens médicaux *post mortem* pour rechercher les traces de torture ou de mutilation et le port de menottes. La reconstitution des faits implique également l'interrogatoire des témoins, l'identification des assassins, la recherche d'éventuels liens avec d'autres assassinats.

Établir la responsabilité des autorités pose des problèmes considérables, même si les auteurs du meurtre ont été clairement identifiés. Déterminer qui est responsable est particulièrement difficile lorsque les assassinats n'obéissent pas tous au même schéma.

Dans certains cas, le schéma révélant la complicité du pouvoir est clair : appels officiels à la liquidation de certaines catégories d'opposants ; témoignages de transfuges des milieux officiels qui ont eu à participer aux prises de décisions ou les ont exécutées ; enfin, affirmation par les autorités que les assassinats commis par leurs agents sont des exécutions « judiciaires ».

Les autorités, cependant, préfèrent souvent nier toute

responsabilité, se taire ou donner des explications fallacieuses. Dans de tels cas, la détermination des responsabilités passe par la présomption : les victimes faisaient partie des opposants ; ou bien elles ont été vues pour la dernière fois sous la garde de fonctionnaires ou d'agents de l'État ; ou encore le dossier des violations des droits de l'homme dans le pays est lourd (surtout s'il s'agit de sévices graves tels que tortures ou « disparitions ») ; ou bien la seule explication logique possible implique une décision délibérée des autorités ; l'absence de toutes poursuites contre les assassins, de condamnation de l'assassinat, d'ouverture d'enquête ; des contradictions entre les explications officielles et celles provenant d'autres sources ; des incohérences dans les actes de décès et les rapports d'autopsie ; des falsifications de documents ; enfin le refus des autorités d'appliquer les décisions des tribunaux.

Les présomptions sont particulièrement fortes lorsqu'on constate que les opposants réels ou présumés sont systématiquement éliminés de la même façon, sans que le gouvernement s'efforce réellement d'identifier les coupables pour les traduire en justice, pas plus qu'il ne cherche, par des mesures préventives adéquates, à empêcher de nouveaux assassinats. Cependant, l'existence d'un tel « système » ne prouve pas que le gouvernement est responsable de tel ou tel assassinat ; de même si les criminels sont identifiés comme des agents de la force publique, cela ne prouve en rien que tel assassinat s'inscrit dans la politique du gouvernement, ni qu'il a été commis sur son ordre.

Les assassinats politiques commis sous l'égide des autorités ont fait l'objet d'enquêtes de divers organes des Nations unies, d'organisations intergouvernementales telles que la Commission interaméricaine des droits de l'homme, ou d'organisations non gouvernementales telles qu'Amnesty International et la Commission internationale des juristes.

Les associations locales de défense de droits de l'homme fournissent un travail d'enquête très important, souvent dans des conditions difficiles obligeant leurs membres à

prendre de graves risques personnels. Un rapport préparé en 1969 par le Comité guatémaltèque des familles de personnes disparues illustre les méthodes d'investigation de ces associations. Depuis 1966, des milliers de personnes ont « disparu » au Guatemala, beaucoup d'entre elles après arrestation. Aucune information n'a pu être obtenue sur leur sort et l'endroit où elles se trouvent. Le Comité a recueilli les témoignages sur des « disparitions » ou des assassinats dans lesquels des membres des forces de sécurité sont impliqués, de la part de personnes sous les yeux desquelles l'événement s'est passé ou de victimes qui y ont survécu. Ses rapports contiennent des descriptions méticuleuses du matériel et des véhicules utilisés lors des agressions commises par des individus en civil, les résultats des recherches pour savoir si chaque objet correspondait au matériel utilisé par les services officiels à cette période ou antérieurement ; les rapports portent aussi sur la présence d'unités de l'armée ou des forces de sécurité régulières, soit qu'elles aient isolé, par des cordons de police, la rue où a eu lieu l'agression, soit qu'au contraire elles se soient abstenues d'intervenir et de poursuivre les assaillants qui agissaient sous leurs yeux. D'autres éléments laissant présumer l'implication des autorités ont également été réunis : la localisation de l'agression, par exemple à proximité de casernes ou de camps militaires ; les renseignements dont les agresseurs paraissaient disposer (par exemple, l'adresse personnelle des victimes, leur affiliation à un parti ou à un syndicat précis) et qui ne pouvaient être obtenus facilement que de source officielle ; les contradictions entre plusieurs versions officielles (par exemple, la négation par un porte-parole du gouvernement de l'implication de ce dernier dans une affaire précise, alors qu'une autre autorité justifiait ledit acte comme légitime contre la violence d'éléments gauchistes) ; enfin le fait que les pouvoirs se refusaient soit à ouvrir des enquêtes alors que des centaines d'affaires étaient portées à leur attention, soit à répondre aux demandes d'*habeas corpus* en faveur de

personnes portées disparues, était également, pour le Comité, un élément indicatif de la complicité gouvernementale dans les « disparitions » et les assassinats.

Dans certains pays, de nombreux obstacles rendent les enquêtes difficiles. Parfois, l'état de droit a totalement disparu, l'état d'urgence est en vigueur, il n'existe plus de séparation de pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire (ou bien ce dernier est entre les mains de l'armée dans les pays sous régime militaire). Cependant, il arrive qu'un gouvernement soumis aux pressions internes ou internationales ouvre une enquête officielle sur des assassinats politiques qui ont donné lieu à des accusations de complicité officielle. Dans quelques cas, ces enquêtes ont abouti à des résultats concrets, mais les choses en sont restées là.

En Ouganda, où 100 000 personnes au moins ont été exécutées pendant les huit années du gouvernement du président Amin, celui-ci chargea deux commissions d'enquête d'examiner les allégations imputant des violations des droits de l'homme à son administration. En 1971, un magistrat de la Haute-Cour, M. Jeffrey Jones, fut chargé d'une enquête sur la « disparition » de deux citoyens des États-Unis, Nicholas Stroh et Robert Siedle. Après avoir fui au Kenya par crainte d'un assassinat, M. Jeffrey Jones fit connaître ses conclusions dans un rapport présenté en juillet 1971 : selon lui, les deux Américains avaient été tués par des officiers de l'armée. Le gouvernement ougandais s'est, depuis, implicitement reconnu responsable de ces morts en indemnisant les familles des victimes, mais il n'y a pas eu de poursuites.

En janvier 1974, devant l'émotion accrue de l'opinion à propos des « disparitions », le président Amin accepta d'instituer une commission d'enquête indépendante, composée d'un juge de la Haute-Cour, de deux officiers de police et d'un capitaine de l'armée, assistés d'un expert

juridique et d'un secrétaire (juriste lui-même). Au bout de six mois, la commission soumit son rapport, établissant clairement 308 « disparitions » ; le gouvernement ougandais le transmit à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, en 1975. Dans son rapport, la commission d'enquête conseillait certaines mesures indispensables au rétablissement de l'état de droit en Ouganda et à la cessation des abus des forces de sécurité. Aucune mesure, cependant, ne fut appliquée par le gouvernement qui continua à incriminer soit les groupements de guérilla, soit les victimes (prétendant qu'elles avaient choisi l'exil). En fait, la majorité des « disparus » avaient été tués par les forces de sécurité.

A la suite d'un changement de gouvernement, des enquêtes sont parfois instituées sur les violations des droits de l'homme reprochées au gouvernement précédent, et d'anciens membres de l'administration ou du gouvernement sont poursuivis. Les enquêtes et les poursuites ont parfois abouti à d'importantes révélations sur les circonstances de certains assassinats et l'identité des responsables — bien que le déroulement des procès de ce type n'ait pas toujours été conforme aux règles internationales établies en matière de justice.

Le mois de septembre 1979 a vu la chute, en Centrafrique, de Jean-Bedel Bokassa (qui s'était proclamé empereur) ; le coup d'État eut lieu en son absence, sans effusion de sang, quelques mois après l'exécution d'un groupe de 50 à 100 écoliers dans la prison de Ngaragba. Ces assassinats, qui s'étaient produits entre le 18 et le 20 avril après l'arrestation arbitraire de nombreux écoliers et étudiants, soulevèrent un ouragan de protestations et une condamnation internationale. Cinq États décidèrent d'ouvrir une enquête commune sur les circonstances du massacre.

C'est le 14 mai 1979 qu'Amnesty International révéla ces assassinats à l'opinion publique, ainsi que son estimation du nombre des victimes. D'abord, le pouvoir nia qu'aucun adolescent de moins de 16 ans ait été appréhendé et

qu'aucune personne arrêtée soit morte en prison. Au bout d'une semaine, cependant, lors de la Conférence franco-africaine des chefs d'État au Rwanda, l'empereur Bokassa, interrogé par la presse, admit la mort de quelques jeunes au mois d'avril. Cinq États participant à la Conférence — Côte-d'Ivoire, Libéria, Rwanda, Sénégal et Togo — décidèrent d'envoyer une commission d'enquête à Bangui pour examiner les accusations.

Cette commission — la première de ce type en Afrique — se rendit presque immédiatement sur place et obtint ainsi la déposition de témoins oculaires et d'autres preuves qui confirmèrent les assassinats. Elle interrogea les autorités, le directeur de la prison, les directeurs des écoles de Bangui et des enfants présents lors des exécutions. Elle soumit aux chefs d'État qui avaient assisté à la Conférence au Rwanda un rapport confidentiel, qui fut rendu public le 16 août, soit un mois plus tard. A cette date cependant, plusieurs témoins entendus par la commission avaient été exécutés ou arrêtés.

Après le coup d'État de septembre 1979, le nouveau gouvernement chargea une commission d'enquête d'examiner les violations des droits de l'homme commises sous le régime de l'empereur Bokassa. En 1980, six personnes furent reconnues coupables de certains des meurtres commis sous l'ancien régime et condamnées à mort. Parmi les condamnés, se trouvaient des gardiens de prison reconnus coupables du meurtre des enfants à la prison de Ngaragba en avril 1979 et de celui d'autres prisonniers au cours des quatre années précédentes. Les six condamnés à mort furent exécutés en janvier 1981. L'empereur déchu fut lui-même jugé par contumace en décembre 1980. Il était accusé d'être responsable de nombreux assassinats (notamment de prisonniers politiques) et de malversations. Il a été reconnu coupable et condamné à mort¹.

En Guinée équatoriale, un putsch a renversé, en août

1. Amnesty International s'oppose à la peine de mort dans tous les cas.

1979, le président Macias Nguema, dont les dix ans de pouvoir s'étaient caractérisés par de graves violations des droits de l'homme. Le mois suivant, le nouveau gouvernement décidait de traduire l'ancien président devant un tribunal militaire d'exception spécialement créé, ainsi que dix autres personnes accusées de génocide, massacres et violations systématiques des droits de l'homme. Le procès s'ouvrit le 24 septembre 1979 et dura quatre jours. A plusieurs reprises, le président renversé invoqua sa qualité de chef d'État pour justifier l'ensemble de ses actes, refusant d'admettre la compétence du tribunal. Les preuves présentées au procès indiquèrent que le président Nguema était responsable de la mort de centaines de détenus, et qu'il était directement intervenu dans certains cas. D'autres accusés, dont un ancien vice-président et plusieurs gardiens de prison, furent jugés pour complicité de meurtre. Le tribunal condamna à mort l'ancien président et six coaccusés, et les quatre autres à des peines de prison. Les condamnations étaient sans appel. Les sept condamnés à mort, y compris le président Nguema, furent fusillés moins de cinq heures après le prononcé de la sentence.

Le pouvoir « couvre » les assassinats.

Lorsque des autorités sont impliquées dans des assassinats politiques, les responsables entreprennent souvent de masquer les faits ou de les déformer. Ils emploient à ces fins des méthodes très variées : par exemple, l'assassinat est caché par la « disparition » du prisonnier ; ou bien ce sont les forces d'opposition ou des groupements armés indépendants qui en sont accusés ; ou encore l'exécution illégale de gens sans défense est attribuée à des affrontements armés ou à des tentatives de fuite.

Pour illustrer l'une des méthodes employées pour couvrir les responsabilités du pouvoir et qui consiste à attribuer les assassinats politiques à des groupes clandestins opérant hors la loi, citons ici le témoignage d'un réfugié salvadorien, recueilli par des délégués d'Amnesty International qui visitaient des camps de réfugiés au Honduras en août 1981 :

« Trente hommes lourdement armés, portant des treillis de l'armée, mais le visage caché par des cagoules marquées " escadron de la mort ", sont venus dans mon village. Ils ont arrêté et tué un certain nombre de *campesinos* [pay-sans]. Puis ils sont allés dans le village voisin, Santa Helena, se sont emparés de Romilia Hernández, 21 ans, ils l'ont violée puis décapitée. Des membres de sa famille ont pu enterrer sa tête, les meurtriers ont brûlé le reste de son corps. La tête avait été laissée devant la maison de ses parents. Le même jour, un hélicoptère de l'armée salvadorienne est venu chercher les membres de l' " escadron de la mort " ¹. »

On estime que des milliers de personnes ont été exécutées au Salvador pour des motifs politiques, et sur ordre officiel, depuis le coup d'État militaire d'octobre 1979. On accuse notamment de ces assassinats l'armée, les forces spéciales de sécurité (la garde nationale, la police nationale, la police fiscale) et une formation paramilitaire (prétendument civile), ORDEN (qui porte maintenant le nom de *Frente Democrático Nacionalista* : Front démocrate nationaliste). Ce groupement a été créé en 1967 pour mener une campagne de « contre-terreur » clandestine contre les membres de l'opposition. Les autorités avaient affirmé que les activités d'ORDEN avaient pris fin en octobre 1979, lorsque le mouvement avait été officiellement dissous, et que toutes les atrocités commises par des groupes paramilitaires étaient le fait de groupes extrémistes

1. Voir *Chronique* d'Amnesty International : « Salvador — une longue liste d'atrocités », n° 74, Paris, avril 1982.

indépendants, « escadrons de la mort », échappant à leur contrôle. Mais plusieurs éléments indiquent que le mouvement a continué ses activités et que les prétendus « escadrons de la mort » sont en fait des membres d'ORDEN ou des agents en civil des forces de sécurité qui agissent en collaboration étroite avec les unités militaires régulières et les forces de sécurité.

Aux Philippines, les autorités ont généralement réagi aux accusations en prétendant que les violations des droits de l'homme étaient la conséquence d'un conflit armé, notamment avec la Nouvelle Armée du peuple (NPA), aile armée du parti communiste philippin. Selon elles, les gens dont on a signalé la « disparition » ont en fait rejoint la clandestinité ; et ceux qui ont été tués par les soldats seraient morts au cours d'affrontements armés.

Une délégation d'Amnesty International, qui s'est rendue aux Philippines en novembre 1981, a été informée par les autorités qu'un certain nombre de personnes avaient trouvé la mort lors d'un affrontement avec la Nouvelle Armée du peuple. C'est ainsi que le capitaine Montano, commandant de la 431^e compagnie de gendarmerie, explique le meurtre de deux hommes à Catalunan Grande, Davao. Une commission fut chargée de faire une enquête sur ces décès. Les témoins qu'elle entendit attestèrent que des gendarmes étaient venus chercher les deux hommes chez eux et que l'un d'eux avait été passé à tabac sous les yeux de sa famille. Les rapports d'autopsie ont montré que les corps des victimes présentaient plusieurs impacts de balles et des coups de couteau, et qu'un des hommes avait été étranglé. Les conclusions de la commission d'enquête infirmaient totalement les déclarations du capitaine Montano.

En Inde, le ministre de l'Intérieur, dans une réponse écrite à la Chambre des députés, a révélé, en décembre 1980, que depuis 1968 la police avait abattu 216 « naxalites » (membres du parti communiste de l'Inde, marxiste-léniniste) dans le seul État de l'Andhra Pradesh. Il a ajouté

que la fusillade avait eu lieu en riposte à l'attaque des naxalites contre la police. Les récits de témoins oculaires recueillis par Amnesty International et d'autres organismes enquêtant sur ces faits ont indiqué que ces personnes sont mortes alors qu'elles étaient en état d'arrestation et que certaines avaient même été torturées.

Pour dissimuler les faits, on peut également falsifier les preuves. Citons l'exemple de la Colombie. Les régions rurales « militarisées », qui sont depuis quelques années le théâtre d'affrontements violents entre les guérilleros et l'armée, ont connu un certain nombre d'assassinats dont les circonstances n'ont pas été éclaircies.

Le 26 avril 1981 au matin, une patrouille militaire a pénétré dans le ranch de Ramón Cardona (à Albania, Caqueta) et emmené de force le propriétaire et deux autres personnes jusqu'aux collines proches du ranch. Des cris furent entendus et, le lendemain, les trois hommes furent retrouvés morts; leurs corps portaient des marques de torture. Selon les informations recueillies, les voisins auraient reçu l'ordre de déposer les cadavres dans une clairière; les soldats placèrent quelques provisions, un sac militaire vide et une chemise de camouflage auprès des corps pour faire croire qu'il s'agissait de guérilleros. Ils déclarèrent ensuite à la population locale et aux officiers venus voir les corps que ces gens avaient tendu une embuscade à une patrouille militaire et avaient été tués lors d'un échange de coups de feu.

En Argentine, on est venu chercher Ana Lia Delfina Magliaro à son domicile, le 19 mai 1976, lors d'une opération « antissubversive ». Durant cinquante jours, en dépit de nombreuses démarches, sa famille n'a pas pu savoir où elle se trouvait. Mais elle découvrit, le 2 août, qu'Ana Lia Delfina était détenue dans un commissariat fédéral de Buenos Aires et put lui rendre visite à deux reprises. C'est au cours d'une troisième visite, le 4 août, qu'elle apprit qu'Ana Lia Delfina avait été transférée à Mar del Plata par la police militaire du premier corps

d'armée. Le 20 septembre, elle déposa une demande d'*habeas corpus*.

Deux jours plus tard, la police locale informa la famille qu'Ana Lia Delfina Magliaro était morte « dans un affrontement armé » à Mar del Plata. Une photographie de la jeune fille, une arme à la main, fut produite, sans que l'on sache où elle avait été photographiée. D'après l'acte de décès, elle avait été tuée le 2 septembre. Le 9 octobre 1976, la mère de M^{lle} Magliaro reçut à sa demande d'*habeas corpus* la réponse officielle suivante :

« Cette personne a été placée en garde à vue au 34^e commissariat de la police fédérale le 9 juillet 1976 à 12 heures après son arrestation par l'armée. Elle a été transférée à Mar del Plata, le 4 août 1976, par la police militaire du premier corps d'armée. »

La famille de la jeune fille n'avait jamais été informée de son transfert. Sa mort violente, dans une ville située à plus de 400 kilomètres de son domicile, alors qu'on la savait aux mains des forces armées, rend improbable la version officielle du décès lors d'un « affrontement armé ».

En dernier lieu, les assassinats politiques commis à l'instigation du pouvoir sont parfois présentés comme des exécutions. Le 24 novembre 1974 a ainsi été annoncée, en Éthiopie, l'exécution de 60 personnalités politiques détenues, dont l'ancien chef de l'État, le général de brigade Aman Andom, des membres de la famille de l'empereur détrôné Haïlé Sélassié, et des fonctionnaires et officiers supérieurs de l'ancien gouvernement impérial. L'ancien chef de l'État avait, en réalité, été tué dans un échange de coups de feu avec une faction dissidente du régime militaire ; les 59 détenus politiques avaient été fusillés sans jugement.

« Disparitions ».

De nombreux assassinats politiques commis sous l'égide des États ont été dissimulés derrière la « disparition » des victimes : les autorités s'efforcent ainsi de cacher à la fois le meurtre et leur propre responsabilité. Les victimes de cette méthode de répression politique sont appréhendées, puis « disparaissent ». Leurs familles et leurs relations ne parviennent pas à découvrir ce que l'on a fait d'elles ni l'endroit où elles sont détenues. Certains « disparus » sont retrouvés par la suite en prison ou relâchés ; on apprend parfois que d'autres sont morts.

Amnesty International considère qu'il y a eu « disparition » lorsque l'on a de bonnes raisons de penser qu'une personne a été arrêtée sur mandat officiel ou avec la complicité des autorités, et que celles-ci ensuite nient sa détention.

On constate souvent un lien entre les « disparitions » et les assassinats politiques commis avec l'assentiment des pouvoirs. Souvent les victimes des exécutions extrajudiciaires sont appréhendées avant de « disparaître », car la « disparition » permet de dissimuler l'assassinat. Mais une « disparition » n'est pas forcément suivie de la mort du « disparu », et un assassinat politique n'est pas forcément précédé d'une « disparition ».

C'est au Guatemala, dans les années soixante, qu'un groupe de parents de « disparus » a, pour la première fois, utilisé ce terme qui désigne aujourd'hui, dans le monde entier, ce type de violations des droits de l'homme. Ils prirent le nom de *Comité de Familiares de Personas Desaparecidas* (Comité des familles de personnes disparues). Au Guatemala, la plupart des « disparus » sont tués ; ce n'est qu'exceptionnellement que l'un d'eux est revenu vivant en prison ou ailleurs. Il est néanmoins

difficile, dans bien des cas, d'obtenir confirmation de la mort d'une personne portée manquante. Des cadavres en décomposition ont été découverts dans des charniers clandestins dans un état de décomposition interdisant toute identification. Des corps ont été retrouvés au bord des routes loin du lieu de l'enlèvement, si défigurés et si mutilés que toute identification était pratiquement impossible. Il semble que ce soit à des fins de dissuasion que des cadavres sont ainsi laissés dans des lieux publics, pour réduire par la terreur toute tentative d'opposition. Ce serait aussi l'objectif de la publication dans les journaux guatémaltèques d'articles annonçant ouvertement les assassinats et la découverte de cadavres.

En Argentine, après le coup d'État militaire de mars 1976, des milliers de « subversifs » présumés ont été enlevés par la police et les forces de sécurité et internés dans des camps sous contrôle militaire. Au moins 6 000 personnes ont « disparu » depuis le putsch ; on est, à leur sujet, dans une totale incertitude. Mais, avec le temps, les faits se précisent : des prisonniers « disparus » ont été torturés et tués, et l'on a secrètement disposé des corps. La majorité des « disparitions » se sont produites entre 1976 et 1978. Mais, depuis 1979, Amnesty International a reçu des informations sur plus d'une centaine d'enlèvements pour motifs politiques, suivis de « disparitions ». Dans certains cas, la « disparition » n'a été que temporaire, et les personnes concernées ont été remises en liberté, ou leur détention a été officiellement reconnue. Dans d'autres cas, on a retrouvé les corps des victimes. Mais on ignore encore tout du sort d'un certain nombre de gens qui demeurent « disparus ».

En Guinée, le gouvernement du président Sekou Touré n'a pas révélé ce qui était advenu d'environ 2 900 prisonniers arrêtés pour motif politique et qui ont « disparu » entre 1969 et 1976. On pense que beaucoup des détenus sont morts exécutés, sous la torture, ou exténués par la faim ou des conditions inhumaines de détention.

En Afghanistan, des milliers de « disparitions » ont suivi l'accession au pouvoir du Parti démocrate populaire après le coup d'État d'avril 1978. On ignore le chiffre exact des « disparus » et des morts. Les premiers récits de « disparitions » datent de plusieurs mois après le changement de gouvernement d'avril 1978 ; les prisonniers qui ont « disparu » pendant cette période étaient des fonctionnaires ou d'autres personnes liées au régime du président Daoud. On sait désormais, grâce à d'anciens prisonniers, que des détenus politiques ont été ramenés à Kaboul de toutes les régions de l'Afghanistan. Certains sont morts sous la torture au cours d'interrogatoires, d'autres ont été emmenés immédiatement après ces interrogatoires vers les lieux d'exécution du ministère de l'Intérieur ou du siège de la police secrète. D'autres encore ont été directement incarcérés à la prison principale de Kaboul — Pule Charchi — située à quelques kilomètres de la ville ; on ne les a pas revus depuis.

Selon d'anciens prisonniers, des groupes de détenus ont été évacués de la prison Pule Charchi, notamment à la fin de 1978 et au début de 1979. On pense qu'ils ont été exécutés dans la vallée Polygoon, près de la prison. Un de ces groupes comprenait 130 prisonniers politiques (dont beaucoup d'étudiants) qui avaient déjà été emprisonnés sous le régime précédent en raison de leurs convictions islamiques orthodoxes. Des témoins oculaires racontent les avoir vus opposer une résistance farouche lorsqu'on les a emmenés pour les exécuter. L'armée a été appelée et 117 d'entre eux ont été tués entre 4 heures 30 et 11 heures 30, dans la matinée du 30 mai 1979.

Le 9 octobre 1979, peu après le renversement du président Taraki par M. Amin, 50 prisonniers politiques, parmi lesquels figuraient des personnalités afghanes et des leaders de l'opposition, ont été évacués de nuit de la prison Pule Charchi. On ne les a jamais revus. Il n'y a qu'un exemple connu de « disparition » de prisonnier ayant eu lieu en plein jour. Il s'agit de Nur Mohammed Etemadi,

ancien premier ministre et ambassadeur au Pakistan ; en lui annonçant qu'il allait être libéré, on lui a dit de rassembler ses objets personnels et de dire « au revoir » à ses amis. Une voiture officielle est venue le chercher dans l'après-midi du 22 août 1979, et on ne l'a jamais revu depuis. Son exécution ne fait aucun doute.

Le 27 décembre 1979 a vu l'accession au pouvoir, après la chute du gouvernement Amin, d'un nouveau président, M. Babrak Karmal. Le 28 décembre, ce dernier décrétait une amnistie générale, grâce à laquelle 12 000 prisonniers auraient retrouvé la liberté. (Selon des sources indépendantes, ce chiffre officiel serait surévalué.) Lors d'une mission d'Amnesty International à Kaboul, en février 1980, les délégués ont pu s'entretenir avec les familles de détenus — dont le chiffre s'élèverait à plusieurs milliers — qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie générale. En l'absence de toute information, leurs familles espéraient qu'ils étaient encore en vie dans des prisons provinciales, ou même au-delà des frontières afghanes. Les autorités ont admis, devant Amnesty International, que leurs listes faisaient état de 4 584 tués, mais que le chiffre des morts et des « disparitions » était en fait supérieur.

Assassinats.

Des assassinats politiques ont été commis sous l'égide du pouvoir dans la plupart — sinon toutes — des régions du monde. Les cas cités dans ce rapport montrent qu'ils ne sont pas circonscrits à une idéologie ou à un système politique particuliers. Nous évoquons notamment les meurtres politiques qui, depuis 1980, ont été attribués aux forces, régulières ou non, liées au pouvoir. Le type de participation de l'État, et les circonstances des meurtres, varient selon les pays. Certains États ont implicitement reconnu

leur responsabilité tout en se refusant à mener des enquêtes approfondies sur ces assassinats et à prendre des mesures pour empêcher qu'ils se renouvellent.

Les victimes — individus isolés, familles entières — appartiennent à des milieux différents, et leurs sympathies politiques et religieuses varient considérablement ; hommes politiques, fonctionnaires, magistrats, juristes, officiers, syndicalistes, journalistes, enseignants, étudiants, écoliers, travailleurs, prêtres et paysans ; tous ont perdu la vie. Dans certains cas, des personnalités politiques ont été assassinées en public ; dans d'autres des villages entiers ont été liquidés, et la nouvelle n'a atteint le monde extérieur que des semaines, voire des mois plus tard. La plupart des victimes appartenaient à l'opposition politique, mais souvent aussi il ne s'agissait que de simples particuliers, membres d'un certain groupe ethnique ou habitant une région visée par des opérations de sécurité.

Au Salvador, depuis le putsch d'octobre 1979, les forces de sécurité ont tué plusieurs milliers de personnes. Il y avait parmi elles non seulement des gens suspects d'opposition, mais aussi des milliers de paysans des districts soumis à des opérations antiguérilla. Ceux qui s'efforçaient de surveiller les exactions des forces gouvernementales — journalistes, militants religieux, travailleurs sociaux, militants politiques et syndicalistes — ont été l'objet de manœuvres d'intimidation, arrêtés et tués. Les forces de sécurité ont été jusqu'à arracher des malades de leur lit d'hôpital pour les abattre.

Le 3 janvier 1982, l'archevêque de San Salvador, Monseigneur Rivera y Damas, a déclaré qu'il estimait à 11 723 le nombre des non-combattants tués en 1981 au Salvador. En juillet 1981, le Centre d'information et de documentation de l'Université d'Amérique centrale à San Salvador a porté à 6 000 environ le nombre des civils tués dans les six premiers mois de l'année. Le même mois, une autre source catholique a évalué à 22 000 les personnes tuées dans les dix-huit mois précédents.

Jour après jour, Amnesty International reçoit des témoi-

gnages impliquant tous les services de sécurité salvadoriens dans ces assassinats. Au Salvador, « l'ordre » repose aussi bien sur l'armée régulière que sur les forces spéciales, telles que la garde nationale (qui combine les attributions de la police et de l'armée), la police nationale et la police fiscale. Tous ces services sont fréquemment cités dans les récits d'assassinats politiques. Une autre formation paramilitaire, qui n'est civile que de nom, est également mise en cause : ORDEN, maintenant rebaptisée *Frente Democrático Nacionalista*, qui avait été créée en 1967 pour mener une campagne clandestine de « contre-terreur » contre les opposants. Et récemment la brigade *Atlactl*, nouvelle force spéciale entraînée par des instructeurs venus des États-Unis, a fréquemment été accusée de massacrer des paysans sans défense au cours d'opérations dans les zones rurales.

Les autorités salvadoriennes continuent à soutenir que tous ces abus sont l'œuvre d'éléments de la police et de l'armée outrepassant les instructions. En plusieurs occasions, elles ont déclaré que les officiers ou soldats impliqués avaient été limogés ou déplacés dans des zones situées en dehors du conflit.

Elles ont aussi attribué les atrocités commises dans les zones rurales à des groupes indépendants ou « escadrons de la mort » opérant hors la loi. Néanmoins, selon d'autres sources, ces « escadrons de la mort » sont composés de membres d'ORDEN et d'agents de la sécurité en civil agissant hors service en coopération avec l'armée.

En Libye, le 3^e Congrès des comités révolutionnaires libyens a réclamé publiquement, en février 1980, l'« élimination physique » de tous les ennemis de la révolution de 1969 installés à l'étranger. Depuis lors, au moins 14 ressortissants libyens ont été tués ou blessés, victimes d'attentats commis en territoire étranger.

En Ouganda, seule la chute, en 1979, du régime militaire du président Amin qui avait duré huit ans, a pu faire cesser les massacres. Mais, bien que le conflit armé ait pris fin, la violence et les assassinats ont continué. De nombreux

assassinats, restés obscurs, ont peut-être un mobile politique. Des opposants, mais aussi des sympathisants du gouvernement et des agents des forces de sécurité ont été exécutés aussi bien sous le mandat de Yusuf Lule, que sous celui de Godfrey Binaisa et de la commission militaire. L'année 1980 a vu le retour au pouvoir de l'ancien président Milton Obote, à la suite d'élections ; mais l'instabilité a continué, et le début de 1981 a été marqué par plusieurs attaques de guérilla. Beaucoup de civils, en particulier ceux qui étaient soupçonnés d'opposition, ont été arrêtés par les forces régulières, et des rapports de torture et d'assassinats en prison s'en sont suivis. Des civils non armés auraient aussi été tués dans les zones rurales au cours d'opérations militaires antiguérilla.

En Iran, un grand nombre d'exécutions ont été officiellement annoncées depuis la révolution de février 1979 (plus de 4 500 avaient été dénombrées fin novembre 1982) ; mais il faut y ajouter celles qui ne l'ont pas été et qui ont pu avoir lieu sans jugement. Dans certains cas, il est évident, au vu des circonstances, que la mort a été infligée sans aucune intervention de la justice. Il est difficile d'obtenir des renseignements détaillés et fiables sur toutes les régions d'Iran et, par conséquent, souvent impossible de déterminer si l'exécution a eu lieu sur décision d'un tribunal ou si l'on peut considérer qu'il s'agit d'une exécution extrajudiciaire. Quand on apprend les exécutions de condamnés qui purgeaient une peine de prison, on ignore souvent s'ils ont fait l'objet de nouvelles poursuites ou s'il s'agit d'une décision arbitraire.

Un conflit ayant opposé, quelques mois après la révolution, les forces gouvernementales au groupe ethnique des Turcomans, quatre chefs turcomans furent arrêtés et incarcérés à la prison d'Evin à Téhéran ; ils furent ensuite enlevés et mis à mort. Le président alors en exercice, Abolhassan Bani-Sadr, envoya deux missions d'enquête pour découvrir les circonstances de la mort des chefs

turcomans ; leurs conclusions furent identiques : ils avaient péri aux mains des gardiens de la révolution.

Des bahaïs sont également morts dans des circonstances qui indiquent une intervention officielle. Pour aucun de ces cas, Amnesty International n'a été informée de poursuites judiciaires contre les responsables.

Le 12 janvier 1981, le professeur Manoutcher Hakim a été fusillé dans son bureau par des agresseurs non identifiés. Professeur de physique à l'Université de Téhéran, M. Hakim avait été membre de l'organe exécutif suprême des bahaïs en Iran pendant plusieurs années. Trois jours avant son assassinat, le professeur Hakim avait reçu la visite de trois gardiens de la révolution qui l'avaient interrogé longuement sur ses activités en tant que bahaï. Avant cet interrogatoire, le professeur Hakim avait reçu des menaces de mort.

Des Kurdes sont morts dans des circonstances qui indiquent qu'il s'agit d'exécutions extrajudiciaires. Selon un témoignage, des gardiens de la révolution auraient arrêté 18 ouvriers d'une briqueterie près du village de Saroughamish, le 14 septembre 1981 ; ils les auraient alignés contre un mur et les auraient abattus à la mitrailleuse.

Selon un récit parvenu en octobre 1982, les gardiens de la révolution auraient également tué 51 habitants du village de Dehgaz, dans la région de la mer Caspienne, entre juin et septembre 1981. Il a été invoqué, pour expliquer ce massacre, que le village aurait exprimé sa sympathie pour l'organisation des Moudjahidin du peuple.

En Colombie, les forces de sécurité ont mis à mort des opposants, et l'armée a sommairement exécuté des paysans lors d'opérations contre les rebelles des districts ruraux.

De vastes régions reculées ont été « militarisées » pour combattre la guérilla. D'autres mesures de sécurité ont été imposées pour soumettre la population, dont les mouvements sont strictement contrôlés. Les approvisionnements (vêtements, nourriture et médicaments) sont rationnés afin

de priver les guérilleros de toute aide matérielle. A ces mesures de contrôle s'ajoutent les interrogatoires et la torture dans les postes et campements militaires, et parfois la mort. Des gens suspectés d'aider les maquisards ont été emmenés par les soldats et abattus. D'autres ont été mis à mort après s'être simplement présentés dans un poste militaire pour faire viser leur sauf-conduit.

Le 20 juin 1982, l'état de siège (en vigueur en Colombie de façon quasi permanente depuis 34 ans) a été levé. Néanmoins, on a continué à signaler des meurtres de paysans, attribués aux groupes de contre-guérilla qui opèrent dans les zones rurales du centre du pays.

Au Tchad, selon les informations reçues, des civils et d'ex-combattants auraient été tués par les forces d'Hissène Habré (déclaré président le 21 octobre 1982). Les partisans d'Hissène Habré, après la prise de la capitale, N'Djamena, en juin 1982, ont continué leur avance pour s'assurer le contrôle du pays. Selon des témoins oculaires, des soldats des forces de l'opposition vaincue (les Forces armées tchadiennes), ainsi que des civils qui les avaient soutenus, auraient été tués par les partisans d'Hissène Habré (les Forces armées du Nord). Des soldats appartenant à ces forces auraient notamment abattu le maire de Moundou, Karhyom Ningayo, sous les yeux de sa famille, alors qu'il tentait de fuir, début septembre 1982.

En Namibie, où les forces armées sud-africaines sont en conflit ouvert avec les guérilleros de l'Organisation populaire de l'Afrique du Sud-Ouest (SWAPO), des dirigeants ecclésiastiques et diverses autres sources ont accusé les forces sud-africaines du meurtre de civils qu'elles soupçonnaient de soutenir ou de favoriser la SWAPO¹.

En Bolivie, après le coup d'État militaire de juillet 1980, Amnesty International a été informée que les services de sécurité étaient impliqués dans un grand nombre de

1. La SWAPO est le seul représentant de la Namibie reconnu par les Nations unies.

disparitions et d'assassinats politiques. Des grèves ayant eu lieu pour protester contre le putsch, l'armée attaqua avec des canons et des tanks les districts miniers de Huanuni, Catavi et Siglo Veinte, pour écraser toute résistance au coup d'État. Les forces armées occupèrent ou détruisirent également les stations de radio des mineurs. Le 21 août 1980, Amnesty International a annoncé que, selon ses informations, des mineurs et des paysans avaient été tués par la troupe dans le district minier de Caracoles (département d'Oruro), tandis que des femmes étaient l'objet de menaces et de sévices. Les corps des victimes avaient été enlevés avant que l'on puisse les identifier. De nombreuses personnes étaient portées manquantes.

Au Chili, des milliers de personnes auraient été sommairement exécutées après le putsch de 1973. De 1973 à 1979, des centaines de personnes ont « disparu » — en majorité des militants politiques ou syndicaux et des paysans — après leur arrestation par les services de sécurité de l'armée, de la marine et de l'aviation et les *Carabineros* (police en uniforme), dont la coordination était assurée par la *Dirección de Inteligencia Nacional* (DINA). Les « disparitions » et meurtres qui ont eu lieu de 1973 à 1979 n'ont pas été expliqués par les autorités. En août 1977, la DINA a été dissoute et remplacée par le *Central Nacional de Informaciones* (CNI-police secrète).

Depuis 1977, un certain nombre d'adhérents présumés des organisations et partis politiques interdits tels que le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR — Mouvement de la gauche révolutionnaire) sont morts alors qu'ils étaient aux mains du CNI, dans des circonstances qui indiquent qu'ils ont sans doute été torturés. D'autres, selon les sources officielles, seraient morts lors d'« affrontements » avec des agents des services de sécurité, notamment le CNI. Certaines victimes auraient été enlevées par des agents des forces de sécurité avant d'être tuées.

Selon les informations reçues, d'autres personnes ont été assassinées par le *Comando de Vengadores de los Martires*

(Commando des vengeurs des martyrs), l'une des organisations secrètes — il y en a plusieurs — qu'on croit formées d'agents de la sécurité et en contact avec le CNI. Certains rapports d'« affrontements » et de morts en garde à vue ont donné lieu à des enquêtes officielles ; mais dès que le CNI ou d'autres services de sécurité sont impliqués, l'instruction est transférée des tribunaux civils aux tribunaux militaires ; or ces derniers n'ont jamais traduit les responsables en justice.

Au Mexique, on a signalé un certain nombre d'assassinats impliquant la coopération des forces de l'armée régulière ou d'autres liens présumés ou prouvés avec le pouvoir. Le 25 juillet 1982 notamment, un détachement a pénétré dans le village de Coacoyult (municipalité d'Ajuchitlán, État de Guerrero) ; les soldats ont emmené 13 paysans ; 5 d'entre eux ont été, plus tard, retrouvés morts.

Au Timor oriental, sous occupation indonésienne depuis décembre 1975, de nombreux témoignages ont dénoncé l'exécution d'habitants qui s'étaient rendus aux forces indonésiennes ou avaient été faits prisonniers. En septembre 1981, à Lacluta (district de Viqueque), jusqu'à 500 personnes ont ainsi été tuées, dont des femmes et des enfants qui n'avaient pris aucune part aux combats. Un responsable indonésien a publiquement déclaré que 60 à 70 personnes avaient été tuées au cours de cet incident, dont des femmes et des enfants. Selon lui, les victimes étaient mortes en combattant, après avoir été sommées plusieurs fois de se rendre. Amnesty International n'est pas à même actuellement d'évaluer les divers comptes rendus qui ont été donnés des événements de Lacluta.

En République de Corée (Corée du Sud), le 18 mai 1980, au moins 40 personnes ont été tuées par des parachutistes qui dispersaient une manifestation pacifique d'étudiants à Kwangju¹. Selon les informations et les récits de témoins

1. Voir Amnesty International, *Corée du Sud (l'emprisonnement politique en)*, Paris, EFAI, 1981, chapitre 1.

oculaires parvenus à Amnesty International, les parachutistes ont frappé au hasard à coups de crosse et de baïonnette ; beaucoup de victimes ont été frappées à mort à la tête ou dans le dos. Au moins 1 200 civils auraient trouvé la mort dans les émeutes des neuf jours suivants. Selon les autorités sud-coréennes, 144 civils, 22 soldats et 4 policiers ont été tués. Selon les informations parvenues à Amnesty International, 8 personnes arrêtées lors des troubles de Kwangju auraient été exécutées le 16 juillet 1980 par des soldats des forces spéciales ; leurs cadavres auraient été enterrés dans l'enceinte de la prison.

En Syrie, les forces de sécurité se seraient livrées à des massacres. Le 27 juillet 1980, des centaines de détenus — la plupart membres présumés de l'organisation interdite des Frères musulmans — auraient été exécutés à la prison de Palmyre (Tadmur) par les Unités spéciales de défense. Ces forces spéciales sont commandées par le frère du président Assad, Rifa'at Assad. La nuit du 23 avril 1981, les forces de sécurité avaient bloqué les issues de certains quartiers de la ville et perquisitionné ; des gens auraient été traînés hors de chez eux, alignés dans les rues et fusillés. Amnesty International a reçu communication du nom de plus de 100 personnes qui ont été tuées cette nuit-là. Le 2 février 1982, de violents affrontements entre les forces de sécurité et les combattants des Frères musulmans, à la suite de la découverte d'une cache d'armes, ont pratiquement dégénéré en insurrection dans la ville de Hama. La ville, encerclée par les troupes syriennes et les forces de sécurité, fut ensuite soumise à des bombardements aériens et des tirs d'artillerie lourde. Un silence total sur cette affaire fut imposé à la presse par les autorités. Début mars, après la fin des combats, des informations sur des massacres et des atrocités commencèrent à parvenir à l'étranger. La plupart d'entre elles indiquaient qu'au début des affrontements de Hama, les représentants locaux du gouvernement et leurs familles furent systématiquement recherchés et tués par des rebelles. C'est alors qu'en représailles, des massacres ont

été perpétrés par des forces gouvernementales. Elles utilisèrent d'abord le bombardement aérien, puis les troupes au sol entrèrent en action lors de la reprise du contrôle de la ville. Des estimations non officielles chiffrent à plus de 10 000 le nombre des personnes tuées par les forces de sécurité, mais Amnesty International n'a pas été en mesure d'établir sa propre évaluation. Les forces syriennes sont également tenues pour responsables de l'assassinat en territoire étranger de plusieurs personnalités connues pour leur opposition au gouvernement Assad.

Par suite de l'invasion israélienne au Liban, des centaines de civils palestiniens et libanais ont été massacrés dans les camps de Chatila et de Sabra, à Beyrouth-Ouest, du 16 au 18 septembre 1982. Les forces de défense israéliennes assuraient alors le contrôle militaire de la région. Une commission judiciaire israélienne a été chargée de mener une enquête sur ces meurtres. Présidée par le président de la Cour suprême israélienne, cette commission s'est réunie en sessions publiques et à huis clos, et a recueilli les témoignages d'officiers supérieurs et de personnalités de haut rang. Le président libanais Amin Gemayel a également ouvert une enquête, dont le déroulement est resté secret depuis lors. Au mois de novembre 1982, ces enquêtes étaient toujours en cours. Amnesty International a fait appel aux Nations unies pour que soit instituée une enquête internationale et impartiale, et a demandé aux autorités libanaises et israéliennes d'y prêter leur concours¹.

En Irak, plusieurs suspects politiques auraient été empoisonnés en 1980, alors qu'ils étaient en garde à vue, peu avant leur mise en liberté. Des médecins du Royaume-Uni, qui ont examiné deux de ces Irakiens après leur arrivée d'Irak, ont diagnostiqué dans les deux cas un empoisonnement dû à l'absorption de thallium (métal

1. Voir *Chronique* d'Amnesty International : « Massacres de réfugiés à Beyrouth-Ouest — Amnesty demande une enquête », n° 80, Paris, octobre 1982.

lourd entrant dans la composition des produits raticides vendus dans le commerce). L'un des deux se serait rétabli, mais l'autre a succombé.

Depuis le début des années cinquante, plus de 20 émigrés politiques yougoslaves ont été assassinés, dont 2 en 1980 ; les milieux émigrés ont fréquemment accusé les agents des services de sécurité (SDS) de ces assassinats. Ces allégations ont été confirmées dans plusieurs cas par les verdicts de tribunaux étrangers.

Massacres.

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs gouvernements ont décrété l'élimination en masse de leurs opposants. Ces purges politiques ont fait des dizaines, voire des milliers de victimes, parfois en quelques mois.

En Indonésie, après l'échec d'une tentative de coup d'État en septembre 1965, les chefs des forces armées, sous la direction des généraux Suharto et Nasution, ont consolidé leur contrôle sur le pays et réclamé l'élimination du Parti communiste indonésien (PKI) rendu responsable du coup d'État. Le général Nasution aurait déclaré lors d'une réunion d'état-major qu'il fallait « liquider tous les partisans et sympathisants » du PKI, et l'« extirper » complètement. C'est à l'initiative de l'armée qu'ont commencé les massacres dans presque toutes les provinces avec, dans certains districts, l'aide de bandes de jeunes de l'*Ansor*, groupement affilié au parti musulman intégriste *Nahdatul Ulama*. Les membres du PKI furent emmenés dans des camions, abattus et entassés dans des charniers. On jeta aussi des corps dans les rivières, et on noya d'autres victimes au large des côtes en coulant leurs bateaux. Les membres et sympathisants présumés du parti et des organisations affiliées furent abattus avec toute leur famille, ainsi

que des milliers de Chinois installés en Indonésie. On estime à au moins un demi-million le nombre des personnes massacrées en neuf mois (d'octobre 1965 à juin 1966). Ce chiffre a été donné par l'amiral Sudomo, chef de la sécurité.

Au Kampuchéa, sous les Khmers rouges (1975-1979), au moins 300 000 personnes ont été victimes d'une série de purges visant les « contre-révolutionnaires » et autres « éléments indésirables ». Les jours qui ont suivi la prise du pouvoir des Khmers rouges ont vu l'exécution immédiate de presque tous les hauts fonctionnaires de l'administration Lon Nol, de policiers, de douaniers et d'autres agents de la police militaire. Les purges suivantes eurent pour cibles les cadres inférieurs de l'ancienne administration Lon Nol ; les intellectuels, enseignants et étudiants, souvent dénoncés comme « des vauriens » par les Khmers rouges ; les membres de minorités ethniques, et en particulier les musulmans *Cham* ; les membres de tendances divergentes au sein du pouvoir ; et enfin les « contre-révolutionnaires » présumés.

En Ouganda, durant les huit années de gouvernement du président Amin (1971-1979), les forces de sécurité ont mis à mort au moins 100 000 personnes. Il est possible que le nombre des victimes ait, en fait, atteint un demi-million : membres de groupes ethniques, chefs religieux, magistrats, avocats, étudiants, intellectuels et ressortissants étrangers.

En Éthiopie, depuis la prise du pouvoir en 1974 par le Conseil militaire provisoire (*Derg*) — et en particulier durant la campagne dite de « Terreur rouge » de 1977-1978 — les forces de sécurité ont délibérément exécuté des milliers de gens en dehors de tout contexte légal. En février 1977, le gouvernement ordonna publiquement à ces forces, y compris les membres des milices armées civiles, d'« appliquer la Terreur rouge révolutionnaire » envers les membres et sympathisants du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien. Ce parti d'opposition était accusé d'être « contre-révolutionnaire » et de propager la « Terreur

blanche ». De novembre 1977 à février 1978 environ, on estime à 5 000 le nombre des opposants mis à mort dans la seule ville d'Addis-Abeba.

Au Burundi, en l'espace de deux mois — mai et juin 1972 — au moins 80 000 personnes auraient été massacrées. Des luttes d'influence opposaient depuis quelques années le groupement ethnique dominant des Tutsi, et celui, numériquement supérieur, des Hutu. Un soulèvement d'inspiration hutu eut lieu le 29 avril 1972 dans la capitale, Bujumbura, et plusieurs provinces. Deux chefs-lieux de province tombèrent aux mains des insurgés ; il y eut environ 2 000 tués, dont un gouverneur de province et un beau-frère du président.

Le 30 avril, le gouvernement contre-attaqua, instaurant l'état de siège et le couvre-feu. L'armée, aidée par la Jeunesse révolutionnaire Rwagasore, aile paramilitaire du parti gouvernant, se mit à massacrer tous les Hutu suspectés d'avoir participé au soulèvement, ainsi que leurs chefs reconnus ou présumés. Les Hutu pris dans la capitale et dans les provinces furent emmenés dans des jeeps et des camions, tués à coups de crosse ou de gourdin et entassés dans des charniers. Il y eut aussi un certain nombre de tués parmi les Tutsi ; d'autres furent victimes de règlements de comptes.

Voici le témoignage d'un journaliste britannique, David Martin, alors au Burundi : « Aux abords du principal aéroport de Bujumbura, on voyait d'en haut les traces laissées par les bulldozers ; les victimes avaient été entassées dans des fosses communes qui restaient ouvertes dans l'attente d'autres cadavres. Pour un Hutu, être éduqué — même s'il ne s'agissait que d'une éducation primaire — ou avoir un travail, équivalait à une sentence de mort. Les cuisiniers et jardiniers s'étaient réfugiés dans les résidences diplomatiques. Les banques de la capitale affirmaient avoir perdu plus d'une centaine de leurs employés hutu et les croyaient morts. Au bureau du télégraphe, il ne restait plus que 2 des 25 Hutu qui y travaillaient avant le soulèvement

et la répression. Selon une grande entreprise belge, tous les Hutu qu'elle employait avaient disparu ; on les croyait presque tous morts. Un des quelques survivants hutu que j'ai questionnés à Bujumbura m'a dit qu'il avait essayé de s'enfuir mais avait été stoppé à un barrage ; on l'avait passé à tabac et refoulé vers la capitale. N'ayant pas participé au soulèvement, il ne comprenait pas pourquoi on s'en prenait à lui. Beaucoup de ses amis qui n'étaient pas non plus impliqués avaient été tués quand même. J'ai appris par la suite qu'il avait disparu lui aussi. »

CHAPITRE 2

Des États responsables

1. Guatemala : un programme gouvernemental d'assassinats politiques

« Des soldats sont arrivés, alors on est partis pour la montagne où on s'est cachés derrière des troncs d'arbres et des rochers. Un groupe de soldats nous a surpris par derrière et a embarqué trois d'entre nous ; ils les ont emmenés dans la montagne ; ils les ont ligotés là-bas dans la montagne, puis ils les ont tués avec des machettes et des couteaux. Puis quand ils ont été morts, alors, ils m'ont demandé de désigner ceux qui étaient des guérilleros, mais j'ai rien dit. Alors, ils m'ont flanqué des coups de machette ; ils m'ont violée ; quand je suis tombée par terre, ils m'ont tailladé le cuir chevelu, les seins, la main avec leurs machettes. A l'aube, j'ai essayé de regagner la maison. Mais je pouvais à peine marcher. J'ai rencontré une fille de mon village et elle portait de l'eau. Elle m'en a donné et m'a ramenée chez moi.

L'armée a aussi capturé mon frère, âgé de 13 ans, Ramos ; ils l'ont traîné par terre, lui ont tiré dessus en visant les pieds, et l'ont abandonné sur le sol. Ça se passait à la maison, il y avait mon frère, et aussi mes parents et mes autres frères et sœurs. Les soldats ont dit " ce sont des guérilleros, il faut les tuer ". Mon frère les a vus tuer mes parents, ma mère, mes frères et sœurs et mon petit frère âgé d'un an. Ils ont tous été mitraillés à mort quand les soldats sont venus au village. Mon frère Ramos et moi, on est les deux seuls encore en vie. Nos amis nous font des piqûres et nous donnent des médicaments parce qu'on ne peut pas aller à l'hôpital à Coban. Je pense qu'on nous tuerait là-bas. »

Témoignage d'une Indienne kekchi, du hameau de Chirrenquiche, Coban, Alta Verapaz, Guatemala.

L'attaque a eu lieu le 7 avril 1982.

Des dizaines de milliers de Guatémaltèques ont été tués sous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1966. Ils ont été tués, pour des motifs politiques, par des unités régulières de l'armée et de la police, tant en service que hors service, en uniforme et en civil ; par des gardes du corps de fonctionnaires gouvernementaux ; par des gardiens privés, avec souvent à leur tête d'anciens policiers ou d'anciens militaires ; et enfin par les « escadrons de la mort ». Cette expression désigne des groupes armés, souvent composés de militaires et de policiers encore en fonction mais hors service. Ces groupes ont joué un rôle prépondérant dans les assassinats. Amnesty International est convaincue de leurs liens avec le gouvernement.

Les victimes appartiennent à tous les secteurs de la société guatémaltèque. Paysans et Indiens, syndicalistes, militants religieux, dirigeants politiques, journalistes et juristes. De nombreuses personnes ont été assassinées parce qu'elles jouaient un certain rôle dans des groupements qui étaient soupçonnés de soutenir l'opposition ou dans des groupes dont le gouvernement craignait qu'ils ne servent de noyau à l'opposition. D'autres victimes appartenaient à des groupes d'opposition déclarés ou ont été abattus au cours de manifestations ou de réunions publiques purement pacifiques ; des paysans ont été massacrés dans les régions où la guérilla était considérée comme active, vraisemblablement pour empêcher tout soutien à cette dernière et pour intimider la population. D'autres encore ont « disparu » « après avoir été arrêtés » : leur sort demeure inconnu.

La présidence de Mendez Montenegro (1966-1970).

Il est généralement convenu de faire remonter la recrudescence des assassinats, comme moyen de répression politique, à la violente campagne anti-insurrectionnelle qui a eu lieu sous le gouvernement civil de Julio Cesar Mendez Montenegro. Cette campagne a été déclenchée en réaction contre plusieurs mouvements de guérilla armée, nés au début des années soixante. Les unités de police qui ont pris part à cette campagne — *La Policía Militar Ambulante* (police militaire mobile) et *la Policía de Hacienda* (police fiscale ou des frontières) — ont souvent été, au cours des années qui ont suivi, désignées comme responsables d'assassinats dans les zones rurales. A Guatemala, la capitale, diverses unités de la police nationale, dont la section autonome du renseignement, connue jusqu'à une date récente sous le nom de *Policía Judicial*, ont été souvent mentionnées à propos de « disparitions » et d'assassinats. Une législation spéciale a accordé aux grands propriétaires terriens et à leurs régisseurs les pouvoirs du personnel chargé de l'application des lois, avec autorisation de port d'arme ; ils ont ainsi été intégrés dans la campagne anti-insurrectionnelle et auraient commis des assassinats. Les escadrons armés, créés par le *Movimiento de Liberación Nacional* (Mouvement de libération nationale), parti politique d'extrême droite, ont également été mentionnés parmi les auteurs d'assassinats.

Sous la présidence de Mendez Montenegro, ont également vu le jour les « escadrons de la mort » urbains qui se sont livrés, au cours des années qui ont suivi, à des milliers d'assassinats dans les villes du Guatemala. Quelques semaines avant l'entrée en fonction du président, des tracts ont annoncé la création de *la Mano Blanca* (la Main Blanche), qui devait se charger d'éliminer les « renégats de la nation

et les traîtres à la patrie ». Les assassinats des opposants déclarés ou présumés ne se sont pas fait attendre. Souvent, des victimes recevaient auparavant un avertissement par téléphone ou par la poste. Les assassins laissaient parfois derrière eux des tracts dans lesquels ils revendiquaient le crime, ou bien gravaient les initiales de leur groupe sur les murs ou, au couteau, sur le corps de leur victime. *La Mano Blanca* a montré le chemin, mais plus d'une vingtaine de groupes semblables ont annoncé leur création au cours de la première année de la présidence de Mendez Montenegro.

Le ministre des Affaires étrangères, Alberto Fuentes Mohr, a attiré l'attention du président sur les accusations répétées selon lesquelles les forces de sécurité et des officiers de haut rang étaient impliqués dans ces assassinats et autres actes illégaux. (En 1979, Alberto Fuentes Mohr a été assassiné en plein jour à Guatemala.)

La responsabilité du gouvernement dans ces violations des droits de l'homme a été démontrée par des déclarations de témoins oculaires et de survivants qui ont confirmé la participation de forces de sécurité officielles. L'aide de la police et de l'armée régulières aux « escadrons de la mort », lors de leurs attaques, s'est manifestée par le bouclage des rues et la non-intervention, même lorsque les agressions se déroulaient sous leurs yeux ; ceci impliquait, pour le moins, une complicité tacite. En outre, les autorités n'ont jamais ouvert d'enquête objective sur aucune des centaines d'affaires qui leur étaient signalées et n'ont jamais donné suite aux nombreuses demandes d'*habeas corpus* pour des personnes « disparues ».

Le gouvernement a constamment affirmé qu'il n'avait aucun pouvoir sur les « escadrons de la mort ». Les gouvernements suivants s'en sont tenus à la même explication.

La présidence Arana (1970-1974).

A la fin de la présidence Mendez Montenegro, les autorités ont reconnu que la menace armée représentée par les mouvements de guérilla avait disparu. Le colonel Carlos Arana Osorio, qui a succédé à Mendez Montenegro, avait été le chef de la campagne anti-insurrectionnelle. Sous sa présidence, les « escadrons de la mort » ont poursuivi leurs activités : il suffisait désormais, pour en être victime, de s'opposer en paroles ou d'être suspecté de partager des idées non officielles. Le président Arana a pris ses fonctions en promettant de mettre fin à la « subversion » ; dès novembre 1970, il proclamait l'état de siège. Une nouvelle vague de répression fut déclenchée. En juin 1971, le *New York Times* signalait qu'au moins 2 000 Guatémaltèques avaient été assassinés dans les six mois qui avaient suivi la proclamation de l'état de siège. Et vers la fin de cette présidence, la violence s'est accrue.

La présidence Laugerud (1974-1978).

Au président Arana, a succédé le général Kjell Laugerud. L'état de siège a été levé, et pendant les deux premières années de la présidence Laugerud, le niveau de la violence a baissé, sans pour autant disparaître complètement. En 1975, Amnesty International a présenté au gouvernement du Guatemala et à l'organisation des États américains une liste de 134 personnes « disparues » ou exécutées dans les sept mois compris entre le 1^{er} juillet 1974 et le 31 janvier 1975. La liste était bien entendu incomplète, car elle ne reproduisait que les cas rapportés par la

presse. Il semble que, durant cette période, les assassinats diminuaient lorsque l'opposition était peu active, mais que, à tout regain d'activité politique ou d'agitation sociale, répondait une recrudescence de la violence.

Après le grave tremblement de terre de février 1976, le gouvernement a déclenché une action contre divers groupes d'opposition, justifiant par des exécutions sommaires la nécessité de protéger les vies et les biens. L'une des cibles était le regroupement de centre gauche, *Frente Unido de la Revolución* (FUR), qui s'était emparé de la municipalité dans la ville de Guatemala. Ce parti réclamait avec insistance des terrains inoccupés pour loger les habitants des bidonvilles de la capitale. Le directeur des services administratifs de la municipalité, Rolando Antrade Peña, a été abattu en plein centre de la ville quinze jours après le tremblement de terre. En mars, le président du FUR, Manuel Colom Argueta, qui, sous la présidence Arana, avait été maire de la ville de Guatemala, personnalisait alors l'opposition à la politique présidentielle ; il fut blessé lors d'un attentat. A la suite de cet incident, il publia une lettre ouverte au président où il présentait les preuves qui l'avaient convaincu que cet attentat était l'œuvre de la *Policía Regional*. (Le 23 mars 1979, Colom Argueta a été tué à la mitraillette, en plein jour, à Guatemala.)

La présidence Romeo Lucas Garcia (1978-1982).

Au cours des quelques mois qui ont précédé les élections de 1978, les citoyens du Guatemala ont bénéficié d'un peu de liberté politique. Pour la première fois depuis des années, les manifestations publiques ont été autorisées. Mais, dès que le général Romeo Lucas Garcia est devenu président, une nouvelle vague de répression violente s'est abattue sur le pays. Les dirigeants qui avaient tenté de

réorganiser le mouvement syndical ont été assassinés ; ceux qui avaient participé aux manifestations politiques ont été exécutés par les forces de sécurité. Un nouvel « escadron de la mort », *Ejército Secreto Anti-Communista* (l'armée secrète anticommuniste), a adressé à la presse, le 18 octobre 1978, une liste des gens qu'il prétendait avoir « jugés et condamnés à mort ». Sur la liste, figuraient des syndicalistes, des dirigeants étudiants, des journalistes, des universitaires et des avocats. Deux jours plus tard, Oliverio Castañeda, président de l'Association des étudiants de l'université San Carlos, fut la première personne de la liste abattue. Ses assaillants, lourdement armés, circulaient à bord de cinq voitures. L'attaque eut lieu à un carrefour fort animé de la ville, sous les yeux d'importants détachements de la police de sécurité qui étaient là pour surveiller la manifestation annuelle de commémoration de la révolution de 1944. Rien n'a été fait pour arrêter les tueurs.

En décembre 1978, Pedro Quevedo, secrétaire général du syndicat en cours de constitution à l'usine d'embouteillage Coca-Cola, a été assassiné. Son successeur, Israël Marquez, a échappé à trois attentats avant de se réfugier à l'ambassade du Venezuela. Manuel Lopez Balán a remplacé Israël Marquez, mais a été poignardé à mort à Guatemala, le 5 avril, tandis qu'il faisait sa tournée dans un camion de livraison de Coca-Cola. En mai 1980, le militant syndical, Marlón Mendizabal, a été assassiné alors qu'il attendait l'autobus devant l'usine. En juin 1980, presque toute la direction de la fédération syndicale, *Central Nacional de Trabajadores* (CNT), qui comptait plusieurs dirigeants syndicaux de l'usine Coca-Cola, a été décimée. Ils ont été enlevés lors d'une réunion où ils préparaient l'enterrement d'un autre dirigeant syndical de Coca-Cola, assassiné quelques jours auparavant. Des témoins oculaires ont identifié des membres de la police régulière parmi les auteurs de l'enlèvement. Les véhicules utilisés étaient du même modèle que les véhicules officiels. L'enlèvement a eu lieu à proximité du Palais national ; la rue était barrée

par des agents de la police nationale en uniforme, alors qu'une soixantaine d'agents en civil pénétraient au siège de la CNT. Quelques-unes des voitures qui avaient servi à l'enlèvement ont été, plus tard, récupérées dans un garage de la police nationale. Des versions contradictoires des faits ont été données par différents responsables gouvernementaux. Certains d'entre eux ont nié l'arrestation des syndicalistes ; cependant, le vice-président, Francisco Villagrán Kramer, a annoncé publiquement qu'il avait déposé une demande d'*habeas corpus* en faveur des syndicalistes auprès des autorités judiciaires appropriées. Plus tard, le ministre du Travail, Carlos Alarcón Monsanto, a informé les groupes d'Amnesty International que les personnes arrêtées avaient été relâchées. Cependant, aucune d'entre elles n'a été revue depuis. D'après des informations non confirmées, les corps de certaines des personnes portées disparues ont été identifiés parmi les nombreux cadavres découverts dans des fosses clandestines à travers le pays.

En février 1981, Amnesty International déclarait dans un rapport que, depuis l'entrée en fonctions du président Lucas Garcia en juillet 1978, l'organisation avait enregistré l'assassinat de 5 000 Guatémaltèques qui avaient été appréhendés sans mandat. Le rapport affirmait que, contrairement aux déclarations du gouvernement d'après lesquelles il n'avait aucun pouvoir sur les « escadrons de la mort », il n'y avait aucune raison de considérer que les groupes clandestins progouvernementaux agissaient hors du contrôle du gouvernement. Citant les témoignages de récents transfuges et d'un survivant d'une « disparition », l'organisation déclarait que les liens entre les « escadrons de la mort » et les autorités étaient particulièrement évidents sous la présidence de Lucas Garcia. Elle ajoutait que des autorités au plus haut niveau avaient orchestré un programme centralisé d'actions illégales.

Le gouvernement du Guatemala a rejeté les conclusions du rapport et accusé Amnesty International d'ingérence dans les affaires intérieures du pays. Il s'est abstenu

cependant de donner la moindre information sur les cas individuels cités dans le rapport.

Les « disparitions » et les assassinats ont continué pendant toute l'année 1981. Le registre tenu par Amnesty International, nécessairement incomplet, montre qu'entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1981, au moins 2 011 personnes ont été tuées. Pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre, le chiffre minimal donné est de 2 569 tués. Parmi les victimes, on trouve des avocats, des journalistes et des militants religieux. Au cours de cette même année 1981, Amnesty International a noté une augmentation du nombre des victimes parmi les membres de la profession médicale ainsi que plusieurs massacres de paysans indiens. Ces massacres semblent avoir été en rapport avec la recrudescence de l'insurrection rurale : leur but manifeste était d'anéantir toute éventuelle base de soutien de la guérilla et d'intimider médecins et infirmiers pour qu'ils refusent leurs soins aux guérilleros blessés.

La présidence Efraín Rios Montt.

En juin 1982, le général Efraín Rios Montt est devenu président à l'issue du coup d'État militaire de mars 1982. La junte désormais au pouvoir a proclamé son intention de rétablir le respect des droits de l'homme. Un certain nombre de mesures positives ont été prises : quelques membres de l'administration civile, impliqués dans la répression sous le gouvernement précédent, ont été arrêtés, et la police judiciaire a été démantelée. Immédiatement après le coup d'État, les assassinats commis par les « escadrons de la mort » dans les régions urbaines ont semblé décroître. Mais, par la suite, de nouvelles unités spéciales de police ont été créées pour remplir les fonctions précédemment dévolues à la police judiciaire, et divers

rapports concordants ont fait état de massacres de paysans dans les régions rurales, perpétrés par les forces armées régulières et par des milices civiles nouvellement constituées.

Dans un document consacré à cette situation et publié en juillet 1982, Amnesty International déclarait :

« Des informations confirmées font état d'exécutions extrajudiciaires massives, depuis la prise du pouvoir du général Efraín Rios Montt, en mars 1982. Suivant une tactique assez proche de celle pratiquée sous les gouvernements précédents, les services de sécurité guatémaltèques tentent toujours de contrôler l'opposition, armée ou non. Des assassinats collectifs ont lieu, en particulier l'exécution extrajudiciaire d'un grand nombre de paysans non engagés dans les combats ; des familles entières en sont victimes, ainsi que des personnes soupçonnées de sympathie à l'égard de toute opposition, violente ou non. »

Les informations dont dispose Amnesty International — reportages de journalistes, témoignages, déclarations officielles du gouvernement — identifient, de manière concordante et répétée, l'armée régulière avec les auxiliaires qui se sont constitués en unités de « défense civile » sous le gouvernement de Rios Montt.

L'opinion internationale s'est fréquemment inquiétée de la situation des droits de l'homme au Guatemala. Ce pays est constamment mentionné dans les rapports des organisations veillant au respect des droits de l'homme et à l'ordre du jour des instances internationales et régionales. En mars 1981, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a prié le secrétaire général des Nations unies d'entrer personnellement en contact avec le gouvernement du Guatemala afin de s'entretenir de la situation des droits de l'homme et lui a demandé de recueillir des informations en provenance de toutes les sources compétentes. La nomination, en 1982, d'un rapporteur spécial sur le Guatemala chargé d'examiner attentivement la situation, est la preuve de l'intérêt porté par les Nations unies au problème.

En 1973, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains a demandé l'autorisation de se rendre au Guatemala pour y étudier la situation des droits de l'homme ; c'est seulement en septembre 1982 que la visite a été acceptée (le rapport final de cette mission n'était pas encore disponible au moment de la rédaction du présent ouvrage).

En 1981, la Commission interaméricaine avait présenté un document détaillé qui concluait que, depuis plusieurs années, un climat alarmant de violence, toléré par le gouvernement ou à son instigation, régnait au Guatemala, et que le gouvernement s'était montré peu soucieux ou incapable d'y mettre un terme.

2. Massacres en Indonésie (1965-1966) et au Kampuchéa (1975-1979)

« En 1975 [...] nous avons dû changer de politique : la victoire de la révolution avait été trop rapide. Si la population n'était pas immédiatement nettoyée, la révolution serait en danger car les forces républicaines, celles de Sihanouk et les forces capitalistes s'uniraient contre elle. Il fallait donc éliminer toutes ces forces et ne conserver que celles du Parti communiste du Kampuchéa. Il fallait éliminer non seulement les officiers mais aussi les simples soldats, leurs femmes et leurs enfants. Cette nécessité se fondait également sur l'expérience de la révolution : à une époque, Sihanouk avait tué des révolutionnaires mais leurs épouses, leurs enfants et leurs parents s'étaient unis contre lui et avaient rejoint nos rangs. Il ne fallait pas que le même phénomène se reproduise contre nous. Au début, cependant, on ne tuait que les familles des officiers, mais à partir de 1976, on a tué également les familles des simples soldats. Un jour à Choeung Prey, je me suis mis à pleurer pendant toute la journée en voyant tuer les femmes et les enfants. Je ne pouvais plus lever les bras. Le camarade Saruoeun me dit : " Frappe. " Je dis : " Comment ? Qui peut tuer des femmes et des enfants ? " Trois ou quatre jours après, j'étais arrêté, en juin 1976. »

Témoignage d'un ancien responsable
khmer rouge devant la Commission
internationale des juristes.

Les massacres ordonnés par le gouvernement, en Indonésie en 1965 et 1966, et au Kampuchéa de 1975 à 1979,

comptent parmi les violations les plus massives des droits de l'homme perpétrées depuis la Seconde Guerre mondiale. On estime qu'au minimum 500 000 personnes ont été tuées en Indonésie. Au Kampuchéa, le nombre des victimes a été d'au moins 300 000. Tant en Indonésie en 1965 et 1966 qu'au Kampuchéa de 1975 à 1979, les gouvernements ont décidé de transformer la carte politique de leur pays respectif en liquidant physiquement les opposants politiques. On retrouve, sous certains aspects, ce genre de méthode dans d'autres pays, notamment pour liquider des dirigeants politiques ou certains membres de groupes politiques. Cependant, si ces tragédies ont pris une telle ampleur en Indonésie et au Kampuchéa, c'est parce que les gouvernements concernés étaient résolus à liquider, physiquement et de façon permanente, toute opposition dans le cas du Kampuchéa, et l'opposition de gauche pour ce qui est de l'Indonésie. Dans ce dernier pays, les principales cibles étaient les membres du Parti communiste indonésien et des organisations qui en dépendaient, des syndicats, de l'organisation féminine *Gerwani* ou des paysans de l'association *Barisan Tani Indonesia* dont les familles furent également massacrées. Au Kampuchéa, les victimes appartenaient à différentes catégories : il s'agissait de membres du précédent gouvernement, de membres de la classe bourgeoise et de l'intelligentsia et, au sein même du mouvement révolutionnaire, de partisans de tendances autres que celle des dirigeants. En outre, l'un et l'autre pays ont connu le massacre de nombreux membres des minorités ethniques.

En Indonésie comme au Kampuchéa, ces massacres n'ont pas été commis en période de conflit armé et, dans les deux cas, la résistance fut minime.

Indonésie (1965 et 1966).

Au début de l'année 1965, le Parti communiste indonésien (PKI) était le plus grand parti politique du pays. Il œuvrait dans la légalité et avait déclaré qu'il s'engageait à réformer pacifiquement la société.

Le 30 septembre 1965, un groupe d'officiers nationalistes, conduits par le lieutenant-colonel Untung, tenta un coup d'État contre le gouvernement du président Soekarno. Six généraux furent tués. La tentative fut écrasée en vingt-quatre heures par le général Suharto.

Pendant les semaines qui suivirent, le commandement militaire, sous la conduite des généraux Suharto et Nasution, assura sa mainmise sur le gouvernement. Simultanément, il associa à la tentative de coup d'État la direction du PKI et imputa à ce parti l'assassinat des six généraux. A la suite de ces accusations, des membres du PKI furent lynchés par la foule et plusieurs milliers d'autres arrêtés à Djakarta. Mais c'est au centre de Java, ancienne citadelle du PKI, que débutèrent les massacres de membres de ce parti.

L'arrivée au centre de Java de deux bataillons de « Bérets rouges » indonésiens ou commandos parachutistes de l'armée (RPKAD) illustra la décision de l'armée d'y écraser le PKI avant d'éliminer ce parti du reste du pays. C'est à la mi-octobre 1965 que le RPKAD commença à massacrer les membres du PKI dans cette région, alors que le Parti, déjà en plein désarroi, n'offrait aucune résistance armée. Par la suite, un « livre blanc » publié par le gouvernement indonésien fit valoir que le RPKAD avait été envoyé au centre de Java pour empêcher une vaste insurrection. Rien ne prouve qu'il y ait eu une quelconque menace de cet ordre.

Les massacres ne s'échelonnèrent pas selon un plan bien

défini mais on estime que, dans les neuf mois qui suivirent, 500 000 Indonésiens trouvèrent la mort. Cependant, on observe certaines constantes dans tous ces massacres. Partout, on rassembla les dirigeants locaux du PKI et de ses organisations pour les fusiller. Bien souvent, des familles entières furent massacrées ; les responsables déclaraient que la liquidation de familles entières permettrait d'écarter à tout jamais la menace communiste.

C'est l'armée qui donna le signal des premiers massacres dans presque toutes les provinces. Dans certaines régions, elle était assistée de bandes de jeunes militants d'*Ansor*, organisation dépendant du *Nahdatul Ulama*, parti musulman intégriste. A Java, Bali et Sumatra, toutes les nuits, pendant des mois, des militaires locaux chargèrent des camions de prisonniers du PKI — en rayant leurs noms sur des listes établies à la hâte — et les conduisirent dans des endroits isolés pour les exécuter, généralement au fusil ou à l'arme blanche. Dans certains cas, on mutila les cadavres avant de les enterrer dans des fosses communes creusées en toute hâte.

Dans la ville de Kediri au centre de Java, l'un des bastions du PKI, on estime à 7 000 environ les membres de ce parti qui furent massacrés. A Banjuwangi, à l'est de Java, 4 000 personnes furent exécutées en quelques jours, la plupart à l'aide de machettes et de faucilles ; les massacres prirent souvent la forme de cérémonies rituelles. En plusieurs endroits, les tueurs tinrent festin en présence de leurs victimes ligotées. Après le repas, chaque convive était invité à décapiter un prisonnier, apparemment pour associer le maximum de personnes aux massacres.

A l'époque où la purge s'accélérait, en novembre 1965, on vit flotter sur les rivières, entassés sur des radeaux, des cadavres décapités couverts de drapeaux rouges ; les têtes étaient exposées sur les ponts des rivières. A Surabaya, à l'est de Java, les riverains durent repousser tous les jours pendant plusieurs mois les cadavres qui s'échouaient autour des jetées.

En un endroit, il y eut tant de cadavres d'habitants de Kediri jetés dans la rivière Brantas, que la ville de Jombang, située en aval, déposa une plainte par peur de voir la peste se déclarer. Dans la petite ville de Batu, le nombre d'exécutions fut tel, dans la cour exiguë d'un commissariat, qu'on trouva plus simple de recouvrir les amoncellements de cadavres de couches de ciment plutôt que de les enterrer.

A Bali, les massacres commencèrent sporadiquement dans l'ouest de l'île, en novembre 1965. Ils prirent un tour systématique avec l'arrivée dans l'île des troupes du RPKAD. Armés de mitrailleuses, des commandos ratissèrent les villages par groupes de 25, exécutant parfois la totalité de la population mâle. Dans la semaine qui suivit le début de la purge, ils incendièrent des centaines de maisons appartenant à des communistes, à leurs parents ou à leurs amis. Les occupants furent abattus pendant qu'ils s'enfuyaient des habitations.

On estime généralement que le nombre de morts, suite à l'opération menée à Bali, fut de 50 000, dont des femmes et des enfants. A Denpasar et Singaradja, tous les magasins de détail tenus par des Chinois furent détruits. Leurs propriétaires furent exécutés à la suite de jugements sommaires les déclarant coupables de financer le PKI. Les massacres de Chinois à Bali furent bientôt suivis, un peu partout en Indonésie, de persécutions qui firent disparaître des milliers de Chinois et en conduisirent de nombreux autres à s'exiler.

Au début de 1966, les massacres avaient gagné pratiquement toute l'Indonésie. De Java à Bali, ils s'étaient étendus à Sumatra, Kalimantan (Bornéo), Sulawesi (îles Célèbes), Lombok, Florès et Timor. Dans la seule ville de Medan, au nord de Sumatra, on rapporte que 10 500 prisonniers furent tués en quelques jours. Sur l'île de Belitung, pays natal de D. N. Aidit, président du PKI, des centaines de victimes furent jetées dans des puits de mines abandon-

nés, et d'autres amenées en pleine mer où leurs bateaux furent coulés.

En Indonésie, la responsabilité des massacres incombe indubitablement à l'armée qui, à l'époque, avait effectivement la mainmise sur le gouvernement.

Avant ces massacres, le général Nasution avait lancé un appel à la suppression du PKI et aurait déclaré devant des militaires, lors d'une conférence tenue à l'arrivée du RPKAD au centre de Java, que « tous leurs partisans [du PKI] et sympathisants seraient éliminés ». Lors d'une visite à Surabaya, il exhorta à « l'extermination radicale » du PKI. A la mi-novembre, alors que les massacres s'accéléraient, le général Suharto signa une ordonnance autorisant « le nécessaire anéantissement » du PKI et de ses sympathisants. Ce texte (n° 22/KOTI/1965) instituait des « équipes spéciales » chargées d'exécuter les ordres et les autorisaient à demander, si nécessaire, à l'armée de leur prêter main-forte.

Pendant les premiers mois, le président Soekarno et certains de ses ministres essayèrent vainement d'arrêter ces massacres. Le 11 mars 1966, le gouvernement Soekarno fut officiellement remplacé par le gouvernement militaire du général Suharto, toujours au pouvoir en 1982.

On ne connaîtra sans doute jamais le nombre exact des victimes de ces massacres. Une commission d'enquête constituée par le président Soekarno à la fin de 1965 l'évaluait déjà à 87 000. Cependant, ce chiffre ne concernait que l'île de Java, et l'enquête eut lieu à un moment où les massacres ne faisaient que commencer en bien d'autres endroits. A la fin de 1966, une enquête demandée par l'armée et menée par l'Université d'Indonésie estimait qu'un million de personnes avaient péri depuis le début des massacres. Selon certains indices, cette estimation serait excessive. L'amiral Sudomo, chef du service de Sécurité d'État (KOPKAMTIB), ramena par la suite ce chiffre à 500 000. D'autre part, quelque 750 000 personnes furent arrêtées et détenues sans inculpation ni jugement. Plu-

sieurs centaines d'entre elles se trouvaient toujours en détention en 1982. En moins d'un an, les chefs de file du PKI, le plus grand parti politique d'Indonésie, ainsi que des centaines de milliers de ses membres et sympathisants, avaient été tués.

Kampuchéa (1975-1979).

Le 17 avril 1975 les forces du mouvement communiste révolutionnaire connu sous le nom de « Khmer rouge » entrèrent dans la capitale du Cambodge, Phnom Penh, et renversèrent le gouvernement de Lon Nol, mettant ainsi fin à plusieurs années de guerre civile entre les Khmers rouges et le gouvernement de Lon Nol soutenu par les États-Unis. Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement entreprit de faire immédiatement évacuer toutes les villes et localités et exécuter les dirigeants de l'ancien régime.

En 1975, par suite de la guerre civile et des bombardements américains qui avaient, en particulier, détruit l'agriculture, la population de Phnom Penh dépassait les 2 millions d'habitants, soit le tiers environ de la population totale du Cambodge. Le 17 avril 1975 au matin, des Khmers rouges patrouillèrent à travers la ville en enjoignant à la population de l'évacuer dans les trois jours sous peine de mort. En réalité, beaucoup de ses habitants eurent moins d'une heure pour partir. Ceux qui refusèrent, retardèrent leur départ ou manifestèrent une résistance, furent battus à mort ou fusillés. Vieillards, handicapés, enfants, femmes enceintes et malades hospitalisés furent tous contraints, par la force, de quitter la ville.

On sait que l'évacuation fit de nombreuses victimes. Certains furent tués par les Khmers rouges pour faire avancer les autres ou pour maintenir la discipline. Des réfugiés de Phnom Penh ont raconté que des gens,

surtout des jeunes, mouraient au bord des routes. Un des médecins les plus connus de la ville, le Dr Vann Hay, a déclaré avoir vu un corps d'enfant tous les deux cents mètres environ, sur la route qui partait de Phnom Penh.

Les jours suivants, d'autres villes et localités furent évacuées, notamment Battambang (200 000 habitants), Svay (130 000), Kompong Chhnang (60 000) Kompong Speu (60 000) et Siem Reap (50 000). Il est impossible de chiffrer les pertes en vies humaines causées par ce gigantesque déplacement de populations.

La population des villes évacuées, appelée « le nouveau peuple » pour la distinguer du « peuple de base » (les paysans), fut transférée vers des zones agricoles, où elle fut forcée à travailler un grand nombre d'heures par jour à des ouvrages d'irrigation et à la culture du riz en étant soumise à une discipline sévère. Des infractions légères à la discipline étaient souvent punies par l'exécution.

L'évacuation des villes du Cambodge s'est accompagnée de la première purge, dirigée contre les officiers et hauts fonctionnaires du gouvernement Lon Nol. Presque tous les officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, responsables de la police et des douanes, ainsi que des membres de la police militaire semblent avoir été exécutés dans les quelques jours qui suivirent le 17 avril 1975. Différents récits détaillés et impartiaux sont parvenus des villes de Phnom Penh, Battambang, Siem Reap, Pailin et Kompong Speu. Dans certaines localités, tous les officiers, à partir du grade de lieutenant, furent exécutés. Bien souvent, toute distinction était ignorée, et pendant les quelques mois qui suivirent la révolution, certaines autorités locales ont simplement décidé à leur gré qui serait exécuté. Au cours des marches forcées de la population évacuée de Phnom Penh, les Khmers rouges étaient libres de faire sortir des colonnes toute personne soupçonnée par eux d'avoir des liens avec l'ancien régime et de la tuer sur place.

On dispose à présent de nombreux comptes rendus de ces assassinats, dont voici un exemple :

« Le président du district du Tuk Phok, du nom de Mieç Vay, a rassemblé 50 partisans originaires de divers villages de son district et leur a donné oralement l'ordre suivant : " Les anciens soldats de Lon Nol sont nos ennemis. Nous devons tuer tous nos ennemis pour célébrer le jour de la victoire. C'est l'ordre de notre chef Pol Pot. Quiconque refuse de tuer désobéit aux ordres et il doit s'infliger la punition qu'il mérite ! C'est ainsi que nous, les 50 partisans, nous avons obéi aux ordres du président du district et tué 2005 soldats de Lon Nol " » (Extrait d'un témoignage déposé devant le tribunal révolutionnaire, en août 1979.)

Il ressort des témoignages de ce genre que les tueries n'étaient pas de simples actes de vengeance perpétrés dans le premier feu de la victoire, mais des opérations correspondant à une politique du gouvernement central.

Les sous-officiers, les soldats, les fonctionnaires subalternes et les chefs de village furent traités différemment selon les régions. Certains furent exécutés immédiatement après la victoire des Khmers rouges, d'autres expédiés dans des camps de travaux forcés, d'autres encore autorisés à rentrer chez eux. A la fin de 1975, cependant, il y eut un changement d'attitude envers les fonctionnaires subalternes : c'est alors que commencèrent les exécutions systématiques qui devaient se poursuivre jusqu'en 1976.

Les assassins des anciens officiers et fonctionnaires de Lon Nol n'épargnèrent pas les familles de leurs victimes. Leurs épouses et leurs enfants furent exécutés pour éviter qu'ils ne deviennent des opposants au nouveau régime.

Les assassinats des fonctionnaires de l'ancien régime furent rapidement suivis d'exécutions de membres de la bourgeoisie et de l'intelligentsia. La logique de ce comportement transparaît dans un document publié par le bureau exécutif du comité du parti de la région Est : « Il nous faut accroître notre vigilance révolutionnaire à l'égard des individus qui ont servi l'appareil administratif de l'ancien régime — techniciens, professeurs, médecins, ingénieurs et autres spécialistes. La politique de notre parti est de ne les

employer à aucun titre. Si nous avons absolument besoin de leurs compétences, qu'ils se soumettent et nous les utiliserons, mais nos ennemis auront alors la possibilité de s'infiltrer dans nos rangs plus profondément chaque année, et ce sera un processus dangereux. »

Conformément à cette politique, les intellectuels, souvent traités de « porteurs de lunettes », furent choisis pour subir un traitement particulièrement dur et, dans de nombreuses régions du pays, furent sommairement exécutés. Les récits d'un grand nombre de réfugiés relatent que, dès le début de 1976, les intellectuels, les enseignants, les étudiants, souvent qualifiés par les Khmers rouges de « vauriens », disparurent de leurs lieux de travail et furent probablement assassinés. Un ancien cadre khmer rouge se souvient que, dans la province de Kompong Cham, il fut décidé d'arrêter tous les « vauriens », c'est-à-dire en fait les intellectuels, les enseignants ainsi que les élèves qui avaient terminé le premier cycle. Le pays devait en être débarrassé. Telle était la décision du comité central ; tout comme en 1975-1976 il avait décidé l'extermination des militaires.

Outre les membres de groupes politiques et sociaux désignés comme ennemis de la révolution et assassinés comme tels, des milliers de personnes furent massacrées pour avoir vaguement violé la discipline du travail. Des infractions telles que : relations sexuelles irrégulières, critique des instructions officielles ou refus de s'y soumettre, résistance à l'organisation de repas communautaires (après 1977) et même « paresse », étaient punies de mort.

De 1975 à 1977, les méthodes de répression ont varié suivant les régions. Les conditions semblent avoir été moins dures dans la zone Est que dans le reste du pays, malgré les assassinats des officiers fidèles à Lon Nol qui y furent perpétrés en 1975. Ceci grâce aux divergences politiques qui existaient entre les autorités régionales et le gouvernement central de Phnom Penh.

Ces différences cessèrent en 1978 lorsque le gouverne-

ment central, sous la conduite de Pol Pot, déclencha ce qui devait être, en fait, une invasion de la zone Est (voisine du Vietnam). Le conflit qui fermentait depuis longtemps entre le centre et les communistes de l'Est, plus modérés, se transforma en une guerre ouverte, en mai 1978. Pendant les mois qui suivirent, eurent lieu les épurations les plus massives de toute la période khmer rouge. Des dizaines de milliers de personnes — dont les officiers et les soldats, leurs pères, leurs mères, leurs épouses et leurs enfants — furent exécutées. Parmi les victimes, il y avait tous les cadres de la zone Est qui avaient pu être identifiés, les habitants évacués des villes en 1975 et toutes les personnes qui avaient des parents ou des relations au Vietnam. On a estimé à 100 000 le nombre de personnes qui ont péri au cours de cette épuration ; tout simplement parce que le Parti, à Phnom Penh, avait décrété que la zone Est était dirigée par des « corps khmers habités par des esprits vietnamiens ». Parmi les nombreux réfugiés interrogés, une personne qui travaillait dans une plantation de caoutchouc raconte : « Ils ont tué tous les cadres de la zone et tous ceux qui commettaient les plus petites infractions comme, par exemple, parler la nuit des problèmes de la famille. Chaque jour, ils emmenaient de trois à cinq familles pour les exécuter. Nous les entendions crier au secours... »

Le chef du parti local, So Phim, et presque tous les membres du comité de la zone, du commandement militaire local et des comités régionaux, à l'exception de deux personnes, furent exécutés. Des exécutions de cadres ont été signalées dans presque tous les districts, les sous-districts et les villages. Un certain nombre de villages, dont le village natal de So Phim, auraient été totalement anéantis.

Des membres des minorités ethniques furent également victimes de massacres répétés. Des milliers de personnes d'ascendance chinoise, vietnamienne, laotienne et thaï ont été tuées. Un traitement particulièrement dur fut infligé à

une population musulmane, la minorité cham. Dès son installation, le gouvernement démocratique du Kampuchéa réprima avec rigueur toute activité religieuse et fit exécuter les chefs religieux. Dans le cas des Chams, cette mesure fut suivie, au début de 1976, par l'interdiction de parler leur propre langue et de pratiquer leur religion, et par l'obligation d'élever des porcs et d'en manger la viande. La population des villages fut dispersée et la minorité cham traitée de « maillon défectueux de la nation ». Des cadres auraient dit aux chefs de la minorité cham en 1977, dans la région du Sud-Ouest : « Votre peuple n'est bon à rien. Il a abandonné son pays à des étrangers. Vous avez pris vos filets de pêche sur le dos et vous êtes partis en laissant votre pays aux Vietnamiens. »

C'est peu de temps plus tard que furent exécutés les dirigeants de la minorité cham, ses dignitaires et même la population de villages entiers. A Stung Trang, des camions chargés de Chams auraient été précipités dans de profonds ravins. Le district de Kompong Xiém, dans la province de Kompong Cham, regroupait cinq localités avec une population totale de 20 000 personnes. Elles auraient toutes été massacrées, et le district rayé de la carte. Le district de Koong Neas, dans la même province, comptait également quelque 20 000 habitants dont il ne resterait que 4 survivants. On présume qu'actuellement au moins la moitié des membres de la minorité cham, qui comptait 400 000 personnes, aurait été massacrée entre 1975 et 1978.

De tous les massacres commis pendant la domination des Khmers rouges au Kampuchéa, ceux de Tuol Sleng, appelé aussi S 21, sont ceux sur lesquels on a reçu le plus grand nombre de témoignages. Tuol Sleng était une ancienne école de Phnom Penh où les Khmers rouges avaient installé un centre de torture et d'exécutions. Des dossiers sur les prisonniers étaient soigneusement établis et, selon les archives de la prison qui sont restées pratiquement intactes, près de 15 000 personnes y ont été exterminées. Parmi les victimes de Tuol Sleng, il y eut des soldats khmers rouges

de la zone Est, des membres du gouvernement, ou encore des communistes cambodgiens soupçonnés de dissidence.

La prison renfermait en permanence une moyenne de 1 000 à 1 500 prisonniers, la plupart d'entre eux étaient détenus peu de temps, torturés et forcés à passer aux aveux avant d'être exécutés. Les noms de prétendus conspirateurs obtenus pendant les interrogatoires étaient relevés ; des graphiques minutieux étaient établis dont les lignes, tracées avec des encres de couleurs différentes, indiquaient des « filières ».

La cadence des exécutions a augmenté après octobre 1977. Le 15 octobre 1977, le registre de la prison indiquait 418 exécutions ; le 18 octobre, 179 ; le 20 octobre, 88 ; et le 23 octobre, 148. Le chiffre le plus élevé a été enregistré le 27 mai 1978 : 582 personnes. En face de nombreux noms, comme celui de l'ancien combattant communiste Hu Nim, la cause de la mort, consignée dans le registre est : « écrasé en morceaux ».

En janvier 1979, le gouvernement du Kampuchéa démocratique a été renversé par les forces du Front uni du Kampuchéa pour la sauvegarde de la nation, après l'invasion des troupes vietnamiennes, en décembre 1978. Le pays a été changé de nom et est devenu « République populaire du Kampuchéa ». Un tribunal spécial établi par le nouveau gouvernement jugea par coutumace, en août 1979, Pol Pot et Ieng Sary, respectivement ancien premier ministre et ministre des Affaires étrangères du gouvernement khmer rouge. Ils furent accusés de génocide et condamnés à mort. Au cours du procès, des témoins déclarèrent avoir participé aux tortures et aux massacres commis sur ordre des autorités. Des victimes d'emprisonnements et de tortures témoignèrent aussi contre les chefs khmers rouges accusés. Des documents sur les prisons et sur les charniers furent présentés à la Cour.

Alors que l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ieng Sary, assistait à New York à une conférence des Nations unies sur le Kampuchéa, on lui présenta des documents qui

apportaient la preuve des massacres. Il admit que les documents étaient véridiques et confirma l'assassinat de Hu Nim et l'existence de Tuol Sleng. Il admit aussi, ce qu'aucun chef khmer rouge n'avait fait avant lui, que la politique officielle entendait liquider toute personne accusée de s'opposer au régime. Il justifia cette politique en déclarant : « la situation avait son origine dans la dictature du prolétariat. Nous étions en pleine lutte des classes ».

Malgré l'ampleur des massacres en Indonésie et au Kampuchéa, la communauté internationale a fait bien peu de chose pour tenter de les arrêter. Les Nations unies prirent pour la première fois officiellement note de la situation des droits de l'homme au Kampuchéa, en mars 1978, lorsque la question fut longuement discutée à la Commission des droits de l'homme. La Commission demanda à la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner la question en 1979. Plusieurs gouvernements et organisations non gouvernementales présentèrent des informations, et la sous-commission décida de continuer son enquête. Le gouvernement du Kampuchéa déclara qu'il s'agissait là d'une « insolente ingérence dans ses affaires intérieures ». En janvier 1979, la Commission reçut un rapport sur les violations des droits de l'homme au Kampuchéa, mais le gouvernement khmer rouge avait alors été renversé.

Dans une certaine mesure, cette inaction peut avoir été le résultat d'un manque d'information. Les massacres d'Indonésie et du Kampuchéa furent commis dans des conditions qui permirent de les garder secrets et, dans certains cas, des semaines et même des mois s'écoulèrent avant que des détails ne filtrent à l'extérieur. Lorsque des informations furent enfin transmises, elles furent qualifiées, pour des raisons politiques, d'exagérées. Des investi-

gations rapides menées par des groupes externes, en toute impartialité, utilisant la technique des entretiens avec des réfugiés, auraient pu conduire à l'introduction de mesures plus rapides et plus efficaces pour parer aux assassinats.

En Indonésie, les massacres ont commencé à cesser lorsque la cible principale, le Parti communiste, fut détruit. Au Kampuchéa, ils n'ont pris fin qu'avec la chute du gouvernement.

3. L'Ouganda sous le président Amin (1971-1979)

« [...] Des soldats m'ont immobilisé par terre en m'écrasant les poignets et les jambes sous leurs pieds et ils m'ont enfoncé des épingles sous les ongles des orteils. [...] Le lendemain, on nous a obligés à marcher à quatre pattes sur des cailloux tranchants qui nous tailladaient les genoux et les mains jusqu'au sang. Ils ont donné des ordres aux deux premiers de les suivre dehors. J'ai entendu deux coups de feu, puis ils en ont fait sortir quatre autres. J'ai pensé que tout était fini, mais on nous a seulement dit de charger les cadavres sur une Land-Rover. »

Témoignage d'un prisonnier
détenu dans la caserne
du Service de sécurité publique
de Naguru (Ouganda)
sous la présidence d'Idi Amin.

C'est à un chiffre d'au moins 100 000, et qui atteint peut-être même un demi-million, que l'on peut évaluer le nombre de personnes qui ont été tuées par les forces de sécurité pendant les huit années où le président Amin a dirigé l'Ouganda. Les assassinats systématiques perpétrés par les forces gouvernementales ont commencé dès les premiers mois du gouvernement militaire du président Amin, et cette pratique est rapidement devenue une véritable institution destinée à éliminer les opposants et ceux qui étaient susceptibles de le devenir.

Ceux qui n'étaient pas tués sur-le-champ ou immédiatement après leur arrestation étaient pour la plupart torturés, soit par l'armée, soit par le service de renseignements, soit par un corps spécial de la police, avant d'être exécutés. Rares ont été les détenus qui ont longtemps survécu. Au nombre des victimes figuraient des membres de certains groupes ethniques, des chefs religieux, des magistrats, des juristes, des étudiants, des intellectuels et des étrangers. L'impunité dont jouissaient les forces de sécurité, pour exécuter les opposants politiques et criminels présumés, leur a permis de commettre un nombre considérable d'assassinats crapuleux ou tout simplement arbitraires.

Entre 1962, date de l'indépendance, et 1971, l'Ouganda a été dirigé par un gouvernement civil dirigé par M. Milton Obote, qui fut d'abord premier ministre puis président. En janvier 1971, le président Obote a été renversé par le commandant en chef de l'armée, le général Amin Dada (qui est ensuite devenu maréchal, puis président à vie). Le Parlement a été dissous, les partis politiques ont été interdits et les contrepoids prévus par la Constitution pour éviter les abus de pouvoir ont été supprimés. Les services de police réguliers ont été considérablement affaiblis, et l'indépendance de la justice a été sapée par les ingérences constantes des forces de sécurité politique.

Ces dernières ont été renforcées et leurs pouvoirs élargis. Le pouvoir des forces armées a été étendu à l'arrestation de civils. Deux nouveaux services de sécurité ont été créés. Le service de la sûreté publique, corps spécial de police fondé en 1971, a été habilité à « tirer pour tuer » sous couverture officielle de répression des vols à main armée. Le Bureau de recherche de l'État, tout-puissant service de renseignements dépendant directement du président, a remplacé l'Unité des services généraux qu'avait mise en place l'ancien président Obote. Les sièges de ces deux organismes, situés respectivement à Naguru (près de Kampala, la capitale) et à Nakasero (Kampala), de même que la caserne de la police militaire, située à Makindye (Kam-

pala), ont acquis la triste réputation de centres de torture et d'exécutions.

Plusieurs décrets signés par le président Amin ont facilité les assassinats de civils par les forces gouvernementales. En 1971, les forces de sécurité ont reçu le droit d'arrêter sans mandat et de maintenir en détention sans limite de temps et sans aucune inculpation toute personne suspectée de subversion. Le décret n° 7 de mai 1972 a habilité tout membre des services de sécurité à « recourir à la force qu'il jugera nécessaire » pour arrêter toute personne suspectée d'avoir commis un vol à main armée ou pour l'empêcher de fuir. Ce décret a légalisé la pratique « tirer pour tuer » fréquemment utilisée pour justifier les meurtres commis par les membres des forces de sécurité, revêtus ou non d'un uniforme. En vertu du décret n° 8 de mai 1972, les forces de sécurité ont bénéficié d'une immunité contre toute poursuite pénale, avec effet rétroactif jusqu'au coup d'État de 1971.

Le droit à un procès juste, sapé par un décret de 1973 habilitant les tribunaux militaires à connaître de certaines affaires qui relevaient précédemment de la compétence des tribunaux réguliers, a été encore réduit par la suppression physique de magistrats et d'avocats. Le 21 septembre 1972, un haut magistrat, le président (*Chief Justice*) Benedicto Kiwanuka, a été enlevé de force dans les locaux mêmes du palais de justice, emmené dans un véhicule militaire et exécuté ; il fallait le punir d'avoir sans cesse réclamé l'indépendance du pouvoir judiciaire et tenté de faire rétablir l'*habeas corpus*. En 1973, un homme d'affaires, Samson Ddungu, a été abattu en pleine rue, à l'issue d'un procès dont il était sorti acquitté, alors qu'un des commandants de la sûreté avait demandé sa condamnation. Au même moment son avocat, Enos Ssebunya, était arrêté. Il devait être féroce ment torturé.

Le secret.

Après l'indignation que les exécutions publiques avait soulevée dans l'opinion internationale, les assassinats politiques commis par les agents du pouvoir se sont généralement déroulés en secret ; le pouvoir a considéré, en effet, que la « disparition » discrète de certains opposants suspects permettait de maintenir une façade de normalité dans le pays. A partir de 1971, les forces de sécurité ont arrêté un grand nombre de gens qu'elles ont fait « disparaître », et les autorités ont prétendu que tout cela se passait à leur insu. La plupart du temps, elles procédaient ainsi : la victime était jetée comme un colis à l'arrière ou dans le coffre d'un véhicule des forces de sécurité et transportée dans une caserne ou un camp militaire, dans les locaux de la sûreté ou du Bureau de recherche ou encore dans un « lieu sûr » dépendant de ce dernier. Ni l'interpellation ni l'arrestation n'étaient accompagnées de la moindre formalité, ne répondaient à la moindre procédure judiciaire ; les prisonniers étaient tenus au secret, et souvent sans enregistrement officiel. Presque tous étaient féroce-ment torturés ; la plupart en mouraient ou étaient achevés par divers moyens. Ils étaient parfois obligés, sous la menace des armes, de tuer d'autres prisonniers. La méthode était toujours la même : on les mettait en rang ; on donnait un marteau au deuxième et on l'obligeait à tuer le premier à coups de marteau ; puis on passait le marteau au troisième qui devait tuer le deuxième de la même façon ; et ainsi de suite jusqu'au dernier qui était abattu d'un coup de feu par un gardien. La plupart du temps les cadavres étaient jetés dans une rivière ou enterrés dans une forêt. Parfois, le cadavre, généralement mutilé, était rendu à la famille par un fonctionnaire de la sûreté, moyennant le versement d'un important pot-de-vin.

Parmi tous ceux qui ont été arrêtés pour motif politique, seule une minorité a été détenue sous la garde de la police et écrouée à la maison d'arrêt de Luzira. Dans cette prison de haute sécurité dépendant de l'administration pénitentiaire ougandaise, les plaintes contre les mauvais traitements étaient moins fréquentes.

Le 15 février 1977, les 18 évêques anglicans de l'Ouganda ont publié une déclaration déplorant les « disparitions » et les assassinats et les imputant expressément aux activités de certains membres des « forces de sécurité ». Le lendemain, les évêques ont été sommés de se rendre à une convocation du président Amin. On a amené trois prisonniers, qui avaient à l'évidence été torturés, et ont leur a fait lire de prétendues confessions par lesquelles ils « avouaient » avoir été les complices de l'archevêque Luwun, de l'ancien président Obote, du président tanzanien Nyerere, et que, aidés des membres de l'ethnie de l'ancien président Obote (les Langu) et de l'ethnie voisine (les Acholi), ils avaient conspiré pour renverser le président Amin par la force, en utilisant des armes d'origine chinoise.

Le jour même, des soldats sont venus chercher l'archevêque Luwun au milieu des autres évêques et l'ont emmené. Deux membres du gouvernement furent également arrêtés : M. Charles Oboth-Ofumbi et le lieutenant-colonel Wilson Oryema. Le lendemain, le gouvernement annonça que ces trois personnalités avaient trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu alors qu'ils essayaient de maîtriser le conducteur du véhicule en tentant de s'évader. Selon les informations obtenues par la suite, les trois hommes ont été, en fait, tués par des fonctionnaires de la sécurité et l'accident de voiture n'était qu'une mise en scène.

Au cours des trois mois suivants, des milliers d'Acholi et de Langu ont été tués, un peu partout en Ouganda. Les soldats ont ratissé les bureaux des administrations publiques, l'Université, les hôpitaux, et d'autres institutions ; ils avaient en main la liste des personnes recherchées. Selon

certaines sources, une « liste noire » de gens à exécuter avait été dressée pour tout le pays. Elle comprenait tous les Langui et tous les Acholi occupant des postes en vue dans les milieux professionnels, les établissements d'enseignements et les administrations publiques. Parmi les victimes figurent des étudiants, des enseignants, des fonctionnaires, des hommes d'affaires, des militaires et des policiers. Dans le nord du pays, dont sont originaires les Langui et les Acholi, des villages entiers ont été massacrés.

En septembre 1977, 12 personnes accusées de trahison et de conspiration avec l'archevêque Luwun ont été condamnées à mort par un tribunal militaire lors d'un procès à huis clos pour lequel l'assistance d'un avocat leur avait été refusée. Parmi ces condamnés, figuraient l'ancien président, alors en retraite, de la Commission ougandaise de la fonction publique, le directeur-adjoint de la main-d'œuvre, des officiers supérieurs de police et des fonctionnaires du service pénitentiaire. Ils ont été exécutés publiquement le 9 septembre, avec trois autres détenus.

Du fait même qu'ils pouvaient tuer n'importe quel opposant politique ou tout suspect d'un acte criminel sans aucun contrôle, les membres des forces de sécurité se sont emparés de nombreux autres civils et les ont tués pour des motifs crapuleux ou tout à fait arbitraires. Des policiers ou des soldats ont tué uniquement parce qu'ils convoitaient la femme de leur victime, sa maison, sa voiture, son bétail ou n'importe lequel de ses biens. Il est probable qu'une proportion substantielle des assassinats commis par les forces de sécurité s'explique ainsi. Mais ils n'en étaient pas moins liés, d'une certaine façon, à l'élimination de l'opposition politique, du fait que toute résistance à un ordre ou à une exigence formulés par un agent des forces de sécurité était réputée manifester une opposition au gouvernement et donc motif valable pour être exécuté. Le « droit au butin », autorisant vol et pillage, avait pour but de garantir la loyauté des agents de forces de sécurité envers le

gouvernement et était encouragé par tous les échelons, même les plus élevés, de la hiérarchie.

La plupart des personnes appréhendées et exécutées parce qu'elles étaient soupçonnées d'avoir commis une infraction, que le gouvernement considérait comme politique ou liée à la sécurité, l'ont probablement été sur la foi d'indices extrêmement fragiles, tels que la dénonciation verbale non vérifiée émanant d'un autre agent de la sécurité ou d'un indicateur, qui n'auraient pu être retenus dans un procès équitable. Les journalistes qui ont examiné les archives du Bureau de recherche après la chute du gouvernement Amin ont été frappés par l'absurdité des charges retenues à l'encontre des prisonniers ainsi que par l'incohérence des procès-verbaux des interrogatoires menés sous la torture et les menaces de mort répétées.

Le gouvernement a nié la véracité de la plupart des assassinats ; il a prétendu que la plupart des « disparus » ou des morts avaient en réalité quitté le pays ; il a tenté de rejeter la responsabilité des assassinats commis par les agents de la sécurité sur les « impérialistes », les « agents du sionisme », ou encore les guérilleros de l'ancien président Obote basés en Tanzanie. Une commission d'enquête indépendante avait été constituée en 1974 pour faire la lumière sur les « disparitions », mais ses conclusions ont été étouffées et aucune mesure n'a été prise pour mettre fin aux abus. Par la suite, ceux des membres de cette commission qui ne s'étaient pas enfuis en exil ont été victimes de représailles.

Pendant toute la présidence d'Amin, aucun agent des services de sécurité n'a été inculpé, ni jugé, ni reconnu coupable ou sanctionné pour avoir commis une arrestation arbitraire, une détention illégale, un acte de torture ou un meurtre. Les rares poursuites intentées contre des officiers commandant la sécurité l'ont été soit pour faire taire les critiques, mais n'ont alors été suivies d'aucune sanction, soit pour éliminer le responsable devenu une menace aux yeux du président Amin.

La question des violations des droits de l'homme en Ouganda a été soulevée plusieurs fois dans les instances intergouvernementales entre 1971 et 1979. En 1974 et en 1976, la Commission internationale de juristes a soumis une communication détaillée sur l'Ouganda à la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Celle-ci n'a pris aucune mesure et, en 1975, le président Amin a pu prétendre qu'il sortait blanchi de ce qu'il a appelé « une campagne de calomnies ». En 1976, la sous-commission sur la prévention des discriminations et la protection des minorités a recommandé que la Commission des droits de l'homme effectue une étude exhaustive des violations des droits de l'homme en Ouganda. En 1977, l'Ouganda s'est arrangé pour siéger au sein de la Commission. Lorsque celle-ci s'est réunie, en février et mars 1977, on a appris qu'elle avait décidé de suivre l'évolution de la situation sans prendre d'autre mesure. En 1977, les chefs de gouvernement du Commonwealth et les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne ont publié des déclarations déplorant les violations des droits de l'homme en Ouganda. En 1978, on a appris que la Commission des droits de l'homme des Nations unies avait nommé un rapporteur spécial chargé de cette question.

Le gouvernement du président Amin a été renversé en avril 1979 après l'invasion de l'Ouganda par l'armée et la milice tanzaniennes qui entouraient les petits groupes de guérilleros ougandais (dont le plus important avait été entraîné en Tanzanie et proclamait son loyalisme à Milton Obote). Cette opération faisait suite à une incursion des troupes du président Amin en Tanzanie. A l'issue d'une période « transitoire » de vingt mois, pendant laquelle se sont succédé deux gouvernements civils et un gouvernement dominé par les militaires, des élections ont ramené le président Milton Obote au pouvoir, en décembre 1980.

En 1980, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme des Nations unies se sont efforcés d'encourager l'aide internationale à l'Ouganda

pour éliminer les séquelles des cruautés et reconstruire les institutions du pays. Le secrétaire général des Nations unies a été invité, en 1982, à aider le gouvernement ougandais à prendre des dispositions pour garantir les droits de l'homme, par exemple en coopérant à la révision de la législation ougandaise afin d'y intégrer les règles internationales en matière de droits de l'homme et en formant de nouveaux cadres pour la police et l'administration pénitentiaire. Toutefois, Amnesty International a reçu avec inquiétude, en 1981 et en 1982, de nombreux rapports signalant de nouvelles violations des droits de l'homme en Ouganda, y compris des assassinats commis par l'armée.

4. L'Argentine : « disparitions » et exécutions extrajudiciaires

« On ligotait les prisonniers avant de les faire descendre du camion. Une fois descendus, on les forçait à s'agenouiller au bord des tranchées et on leur tirait dessus. Je pense que ces assassinats ont fini par devenir une sorte de cérémonie militaire. Le capitaine González disait aussi que, parfois, l'officier commandant le peloton d'exécution accordait cinq minutes aux prisonniers pour faire leur dernière prière. Quelquefois, on leur expliquait qu'ils étaient exécutés pour " trahison ". Ceux qui avaient été arrêtés au cours de leur service militaire étaient fusillés en uniforme.

Les corps criblés de balles tombaient dans les tranchées. On les arrosait d'une substance inflammable et on les brûlait.

Des officiers de toutes les unités du 3^e corps d'armée de terre ont assisté à ces exécutions, des lieutenants aux généraux. »

Témoignage de Graciela Geuna,
prisonnière en 1976-1977 au camp secret
de *La Perla*, Córdoba (Argentine).

Depuis le coup d'État militaire de mars 1976, les forces armées argentines ont tué de nombreux opposants réels ou supposés du régime, dans le cadre d'une « guerre » contre la subversion. Il est impossible de connaître le nombre exact des victimes. La « guerre » contre la subversion était, en effet, entourée d'un secret total et, par ailleurs, la plupart de ces meurtres étaient liés aux « disparitions »,

technique de répression utilisée par les forces armées au lendemain du putsch. Le général Roberto Viola, commandant en chef de l'armée de terre de 1976 à 1979 et, plus tard, président de la République, admit en mars 1981 qu'il y avait eu entre 7 000 et 10 000 morts et « disparus ».

Le terme « disparition » s'applique à des enlèvements politiques perpétrés par ceux qui se réclament de l'autorité publique : police, forces de sécurité ou simplement escadrons armés. Leurs prisonniers « disparaissent ». Personne ne peut les localiser ni savoir avec certitude ce qu'ils sont devenus.

En fait, pour les suspects politiques, après le coup d'État militaire de 1976, l'enlèvement suivi de « disparition » a pratiquement remplacé l'arrestation en bonne et due forme et la détention officielle. Nombre d'éléments ont permis d'établir qu'avant d'être abattues et enterrées, les victimes d'assassinats politiques avaient été enlevées par les forces de sécurité, et emmenées dans des camps de détention secrets.

Le secret entourant les « disparitions » a permis de dissimuler l'ampleur des exécutions extrajudiciaires. On sait que, depuis le putsch, plusieurs centaines de personnes ont été exécutées illégalement sur ordre du gouvernement ou avec sa complicité, et au moins 6 000 personnes ont « disparu ».

Le sort des « disparus » suscite nombre de questions angoissantes et donne lieu à d'inquiétantes rumeurs. Les familles ne peuvent accepter l'idée de la mort de leur proche. On lit pourtant dans un rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIADH, émanation de l'Organisation des États américains), rédigé en 1980 après une mission en Argentine : « Nous devons hélas conclure que la grande majorité des "disparus" sont morts dans des circonstances impossibles à établir avec exactitude, mais qui, de toute façon, mettent gravement en

cause la responsabilité de ceux qui les ont capturés ou arrêtés. »

Meurtres commis par des escadrons de la mort avant le coup d'État de 1976.

La violence politique a marqué l'histoire récente de l'Argentine, que le pouvoir soit aux mains des civils ou des militaires. En 1969, l'instauration de l'état de siège suivit la répression brutale, par les forces armées, d'un soulèvement au cours duquel plus de 20 civils avaient trouvé la mort. A partir de 1970, on assista à une intensification de l'activité de groupes armés de gauche et à la mise en place d'une législation encore plus répressive.

Les élections de mars 1973 amenèrent à la présidence le candidat péroniste, Hector Cámpora. Il démissionna au bout de 49 jours d'exercice. Juan Domingo Perón devint président en septembre 1973. Il mourut en juillet 1974, et sa veuve, María Estela Martínez de Perón, lui succéda. Dans les mois qui suivirent, les luttes entre factions politiques se durcirent et la violence monta. Le 6 novembre 1974, l'état de siège fut instauré. Plus de 3 000 personnes soupçonnées d'activités subversives furent placées en détention préventive.

C'est en 1973 qu'apparurent les « escadrons de la mort » et les groupes armés paramilitaires de droite. Ils s'attaquaient à tout ce qu'on pouvait globalement appeler la gauche : étudiants, avocats, journalistes et syndicalistes. Bien qu'officieux, ils opéraient souvent ouvertement, revendiquant la responsabilité de leurs actes et infligeant des châtiments exemplaires dans un but d'intimidation. Agissant en toute impunité, ces groupes furent responsables d'un grand nombre des quelque 1 500 assassinats

commis dans les dix-huit mois suivant la mort du président Perón.

L'un des premiers groupes à sévir fut l'*Alianza Anticomunista Argentina* (AAA — Alliance anticomuniste argentine), responsable presque certaine de 29 assassinats entre juin et décembre 1973. Un autre groupe surgit à Córdoba : le *Comando Libertadores de América* (Commando des libérateurs de l'Amérique), qui entretenait des liens étroits avec les militaires. La première action de ce commando fut, lors d'une descente dans un foyer d'étudiants, l'assassinat de 6 Boliviens, dont aucun n'avait d'appartenance politique. Ses attaques ultérieures allaient clairement viser non plus seulement à éliminer des « gens de gauche », mais à terroriser la population. C'est à l'initiative de ce groupe que les premiers camps secrets furent installés dans la province de Córdoba.

Il est prouvé que les autorités ne se sont pas contentées de tolérer les escadrons de la mort. Le *Comando Libertadores*, par exemple, était composé d'officiers subalternes de l'armée de terre. Une preuve supplémentaire des liens qu'entretenaient certaines autorités supérieures avec les escadrons de la mort a été fournie par un ancien haut fonctionnaire du ministère de la Sécurité sociale, Salvador Paino. Déposant sous serment devant une commission d'enquête du Congrès en février 1976, Paino révéla que l'ancien ministre lui-même, José Lopez Rega, était l'un des fondateurs de l'AAA et avait utilisé l'attaché de presse du ministère comme intermédiaire dans ses relations avec le groupe parainilitaire. Les crimes des escadrons de la mort n'ont fait l'objet d'aucune enquête, ni avant ni après le coup d'État de mars 1976.

Le coup d'État et ses suites.

Le 24 mars 1976, un coup d'État militaire renversa le gouvernement de la présidente Perón. Les forces armées s'engagèrent à faire entrer le pays dans une ère de stabilité économique et à mener une « guerre » totale contre la subversion. Pour les militaires, la subversion représentait une menace dangereuse et insidieuse appelant une contre-attaque sur tous les fronts. Le général Jorge Rafael Videla lui-même, devenu président après le putsch, affirma : « Le terroriste n'est pas simplement celui qui porte un fusil ou une bombe, c'est aussi celui qui répand des idées contraires à la civilisation chrétienne et occidentale. » Il ne suffisait donc pas aux officiers commandant les forces armées d'éliminer les révolutionnaires connus ; pour eux, l'ennemi était, dans un sens beaucoup plus large, celui qui pensait à gauche ou n'était pas soumis. Pour en venir à bout, ils devaient arrêter tous les suspects, procéder à des enquêtes et interrogatoires approfondis et exterminer ceux qui seraient jugés dangereux. A leur avis, l'amnistie accordée aux prisonniers politiques en 1973 avait permis à ces derniers de reprendre leurs activités de guérilla ; il fallait des solutions définitives. Toutefois, il fallait éviter une politique ouvertement violente. Les militaires avaient tiré les leçons de l'expérience chilienne, où la brutalité choquante des premiers temps de la répression avait valu à la junte militaire de Pinochet la réprobation internationale. Tout comme il était plus habile de ne pas libérer des prisonniers, de même il était préférable d'agir en secret.

Après le coup d'État, les institutions nationales furent rapidement militarisées, et le pouvoir politique concentré entre les mains de la Junte, qui désignait le président et les gouverneurs des provinces. La Junte décida la dissolution du Congrès pour une durée indéterminée et remplaça tous

les membres de la Cour suprême ainsi que le ministre de la Justice par des militaires nommés par elle. L'état de siège imposé en 1974 fut maintenu, et les protections minimales qu'assurait encore la loi furent violées. Les garanties constitutionnelles furent encore davantage amputées. On instaura une législation d'exception donnant aux militaires des pouvoirs quasi illimités. Les suspects pouvaient être détenus sans limitation de durée, ou sommairement jugés par des tribunaux militaires. La peine de mort, abolie en 1972, fut rétablie et la majorité pénale abaissée à 16 ans.

Parallèlement à cette législation d'exception, il semble qu'ait été mise en place, sous l'égide des commandants en chef des forces armées, une structure secrète de répression. Aucun ordre écrit autorisant sa mise en œuvre n'a jamais été publié, mais des officiers supérieurs de l'armée de terre y ont fait référence dans plusieurs discours : « Nous avons fait la guerre, doctrine en main, nous avons reçu des ordres écrits de la part des commandements supérieurs, nous n'avons jamais eu besoin d'organismes paramilitaires... » (général Santiago Omar Riveros, cité par la CIADH, 1980). Un personnage influent, le général en retraite Tomas Sánchez de Bustamante, a décrit les méthodes utilisées pour combattre la subversion : « Dans ce genre de lutte, le secret qui doit entourer les opérations exige que même les noms des prisonniers et des personnes recherchées ne soient pas divulgués ; tout doit se dérouler dans un silence absolu, et ceci n'est pas compatible avec la liberté de la presse. La rapidité et la sévérité avec lesquelles de telles affaires doivent être jugées ne sont pas non plus compatibles avec la justice ordinaire. »

Dans le cadre de cette structure de répression parallèle, les opérations antisubversion furent décentralisées et placées sous la responsabilité directe de chaque commandant de région. Des unités spéciales furent créées avec des éléments de chacun des corps des forces armées. A Buenos Aires, c'est la Marine qui assumait la responsabilité des opérations menées dans le secteur nord de la ville, avec,

comme base d'opération, l'*Escuela de Mecánica de la Armada* (École du génie maritime). L'armée de l'Air fut chargée de contrôler les activités dans les provinces de Mendoza et San Luis. Cette répartition des responsabilités ne fut pas toujours bien acceptée, à cause des rivalités existant entre les différents corps d'armée. Les unités spéciales de chaque secteur étaient complètement indépendantes des hiérarchies ordinaires de la police et de l'armée, de même que, pour les opérations antisubversion, les commandants de région agissaient indépendamment de leurs supérieurs, du président, de son cabinet et du pouvoir judiciaire.

A Córdoba, par exemple, c'était le *Destacamento 141 de Inteligencia General Iribarren* (Détachement 141 « Général Iribarren » du service de renseignements) qui procédait aux opérations antisubversion. Il dépendait directement du 3^e corps d'armée et lui transmettait des rapports hebdomadaires détaillés. Il était commandé par un colonel et son adjoint, un lieutenant-colonel. Il contrôlait quatre secteurs : le secteur « politique », le commando opérationnel, un camp d'internement secret connu sous le nom de *La Perla* ou OP 3 (dirigé par un capitaine et un lieutenant) et un secteur logistique. Les enquêtes étaient menées par le commando opérationnel, à partir de priorités définies par le secteur politique, également chargé de tous les contacts à un haut niveau. Les informations recueillies, notamment du camp de *La Perla*, étaient traitées par le secteur politique, puis transmises au quartier général des services de renseignements à Buenos Aires. C'était aussi le secteur politique qui décidait quels prisonniers devaient être libérés et lesquels devaient voir leur détention reconnue.

Le fondement de la structure parallèle de répression établie par les militaires était la « disparition ». Certes, ceux qui menaient ces opérations secrètes jouissaient d'une certaine autonomie. Mais la responsabilité globale de ces pratiques était imputable au haut commandement des forces armées. C'est ce qui ressort clairement de la

conclusion du rapport sur l'Argentine de la DIADH : « La Commission est moralement convaincue qu'en règle générale ces autorités ne pouvaient ignorer ce qui se passait, et qu'elles n'ont pas pris les mesures nécessaires pour y mettre un terme. »

Les méthodes utilisées par les escadrons de la mort avant le coup d'État persistèrent encore quelque temps après. Des meurtres furent commis avec la volonté délibérée de faire peur, dont plusieurs en représailles à des attentats de guérilleros. Après l'assassinat, en août 1976, du général Omar Actis, président du comité national chargé de l'organisation du *Mundial* (coupe du monde de football), on découvrit près de Pilar (une ville de la banlieue de Buenos Aires), 30 corps criblés de balles et déchiquetés à la dynamite. Sur un écriteau à côté des cadavres, on pouvait lire « cimetière de Montoneros », en référence à une organisation révolutionnaire de gauche. Toutes les victimes étaient jeunes. La police n'autorisa pas les membres de leurs familles à voir les corps. Amnesty International a récemment appris que, sur ordre du chef du *Departamento Tactico* (service des forces de sécurité), les victimes avaient été emmenées du siège de la police fédérale à Buenos Aires et fusillées. Leurs corps avaient été enterrés dans une fosse commune du cimetière de Derqui.

Avant 1976, nombre de personnes soupçonnées de liens avec des organisations révolutionnaires avaient été emprisonnées. Après le coup d'État, l'arrestation et l'emprisonnement officiels des suspects politiques firent place aux « disparitions ». Le schéma était toujours le même : les victimes étaient arrachées à leur domicile, de nuit, par des hommes qui s'annonçaient comme des représentants de la police ou des forces armées. Quand la famille essayait de savoir ce qui était arrivé, elle n'obtenait aucune information ni aucune aide. L'arrestation pouvait être reconnue par les autorités, et le prisonnier pouvait même être libéré après une courte détention. Cependant, en règle générale, les prisonniers étaient envoyés non pas dans une prison

officiellement reconnue, mais dans un camp secret dépendant de l'armée ou de la police. Là, ils étaient presque tous torturés et, pour la majorité d'entre eux, on ne les revoyait jamais. Au moins 6 000 personnes ont ainsi « disparu » entre le coup d'État de 1976 et fin 1979.

Morts en détention.

Au moment du coup d'État, il y avait environ 3 000 prisonniers politiques en Argentine. Certains étaient soupçonnés de collusion avec des groupes révolutionnaires de gauche ayant commis des agressions et des enlèvements sous le régime péroniste. En décembre 1975, toutes les prisons avaient été placées sous autorité militaire. Les conditions de détention s'aggravèrent au lendemain du coup d'État. Les prisonniers politiques à Córdoba, Coronda, Resistencia et Salta se virent privés de tout contact avec le monde extérieur pendant plus de six mois. Les visites d'avocats furent supprimées pour tous les prisonniers placés à la disposition du pouvoir exécutif national (c'est-à-dire détenus sans inculpation pour une durée indéterminée). Aucune liste de noms de prisonniers n'était publiée, et les autorités refusaient de préciser leur nombre. Le Comité international de la Croix-Rouge n'avait pas accès aux prisons officielles. Cette période fut marquée par des meurtres de prisonniers politiques. Au pénitencier de Córdoba, par exemple, où se trouvaient quelque 400 détenus, 25 prisonniers politiques périrent de mort violente entre le 17 mai et le 18 octobre 1976. Des détenus réussirent à faire parvenir une lettre au cardinal Primatesta de Córdoba, lui demandant d'intervenir pour protéger la vie des prisonniers après le meurtre de 6 de leurs camarades. Le récit suivant se fonde sur les témoignages de prisonniers politiques du pénitencier de Córdoba :

« Le 17 mai 1976, on emmena, sans aucune explication, les prisonniers dont les noms suivent : Miguel Angel Mosse, Ricardo Alberto Otto Young, Alberto Svaguzza, Eduardo Alberto Hernández, Luis Ricardo Verón et Diana Fidelman. Quelques minutes après, ils étaient tués ; l'armée prétendit qu'on leur avait tiré dessus alors qu'ils essayaient de s'enfuir.

» Le 28 mai, José A. Pucheta et Carlos Sgandurra furent sortis de leurs cellules et tués (au cours d'une tentative de sauvetage, prétendit-on).

» Le 19 juin à 23 h 15, pendant que tout le monde dormait, Mirta Abdón de Maggi et Esther Barneris ont été emmenées, bâillonnées, menottes aux mains et les yeux bandés. La même nuit, ils ont emmené Miguel Barreras et Claudio Zorrilla. Tous ont été abattus en même temps que d'autres détenus qui ne venaient pas de notre prison. (De nouveau, la version officielle fut qu'ils avaient été tués lors d'une tentative d'évasion.)

» Le 5 juillet, au cours d'une de ces infâmes " séances " où on lui faisait faire des " pompes ", le prisonnier Raúl Augusto Bauducco toucha par inadvertance l'officier de service, qui le tua d'un coup de revolver. (La version officielle fut que le prisonnier avait tenté de s'emparer du revolver de l'officier.) »

Quatre autres prisonniers politiques trouvèrent la mort au pénitencier de Córdoba à la mi-octobre 1976. Des avis de décès parurent dans le journal local *Voz del Interior* des 15 et 18 octobre 1976 pour Miguel Angel Cevallos, Jorge Oscar Garcia, Pablo Alberto Ballustra et Marta Juana González de Baronetto.

Un certain nombre de détenus politiques d'autres prisons furent tués dans des circonstances analogues en 1976 et 1977. Ces décès présentaient plusieurs points communs : les victimes semblent avoir été choisies à cause des liens qu'elles entretenaient avec des groupes révolutionnaires ; elles sont toutes mortes dans des circonstances douteuses ; les explications officielles de ces décès se ressemblaient

étrangement, alléguant toutes des tentatives d'évasion. Pour un transfert, les prisonniers avaient en général les menottes aux mains, une cagoule sur la tête, et on les enfermait dans un fourgon cellulaire escorté d'hommes lourdement armés. Toute évasion tentée dans ces conditions paraissait donc immanquablement vouée à l'échec. Aucun de ces décès ne donna lieu à enquête. Quant aux journaux, ils furent seulement autorisés à reproduire les communiqués officiels relatant ces incidents.

Dans d'autres cas, les autorités annoncèrent que des personnes, qu'on savait officiellement arrêtées depuis plusieurs mois, avaient trouvé la mort au cours d'affrontements avec les forces de sécurité.

Le sort des « disparus ».

Le sort des « disparus » est une des questions les plus délicates qui se pose au gouvernement argentin. En dépit de multiples pressions, les forces armées ont toujours refusé de publier la liste des noms des personnes mortes ou portées disparues. Il fut au contraire fortement conseillé aux familles de considérer les « disparus » comme « absents à jamais ».

Cependant, le fait que certains prisonniers, « disparus » depuis longtemps, ont fini par être relâchés et retrouvés, a réveillé l'espoir que d'autres puissent être encore en vie. Des rumeurs font toujours état, mais sans aucune preuve, de l'existence de camps dans des régions reculées du pays. On sait pourtant que, dès le début de 1977, les principaux centres secrets de détention avaient été localisés et les noms de beaucoup d'entre eux publiés à l'étranger.

Les survivants des camps secrets ont décrit dans leurs témoignages les « transferts » auxquels on procédait régulièrement. Au début, ils croyaient que les prisonniers

étaient libérés, ou emmenés dans d'autres camps ou des prisons officielles. C'était, en effet, parfois le cas. Mais, peu à peu, en rassemblant les éléments d'information dont ils disposaient, ils comprirent que, pour la plupart, le « transfert » signifiait la mort.

Avant de décider qui allait être « transféré », les autorités du camp remplissaient un formulaire permettant d'évaluer le degré d'engagement politique du prisonnier et de déterminer s'il était « dangereux » ou « potentiellement dangereux ».

Un témoignage publié à Madrid en 1981 décrivait le système employé à la *Escuela de Mecánica de la Armada* (ESMA — École du génie maritime) :

« Les prisonniers devaient rester silencieux dans leurs cellules. Tous les mercredis vers 5 heures du soir, ils étaient sélectionnés pour le " transfert ". On les emmenait à l'infirmerie l'un après l'autre, comme ils étaient, habillés ou à moitié nus, qu'il fasse froid ou chaud. Là on leur faisait une piqûre, soi-disant à cause des mauvaises conditions d'hygiène du camp où on allait les emmener. En fait, on leur injectait un sédatif quelconque. Puis ils étaient emmenés en camion à l'*Aeroparque* (terrain d'aviation militaire) à Buenos Aires, près de l'ESMA. On les faisait monter dans un Fokker de l'escadrille d'interventions multiples de la Marine. L'avion partait vers le sud et survolait la mer jusqu'à l'endroit où le courant du Gulf Stream ferait disparaître les corps. Arrivés là, les prisonniers étaient jetés vivants à la mer. »

A Córdoba, le système était un peu différent. Voici le témoignage de Graciela Geuna, qui fut détenue au camp secret de *La Perla* :

« Les transferts de prisonniers étaient fréquents. Ils se faisaient d'habitude en camion, mais quelquefois aussi en voiture. Les prisonniers " transférés " en voiture étaient conduits au camp de *La Ribera*, puis libérés ou emmenés dans une prison officielle. Quand le " transfert " se faisait en camion, la personne transférée allait être fusillée

quelque part près de *La Perla* — c'est en tout cas ce qui ressortait de réflexions faites par des membres du détachement du service de renseignements 141...

» Au début, 20 prisonniers, ou davantage, étaient transférés ensemble tous les jours. Ensuite, ce nombre est tombé à environ 3 par jour. J'ai appris plus tard que le camion se rendait dans un champ situé entre deux routes principales (Carlos Paz et La Calera). L'endroit était proche de *La Perla*, parce qu'après une vingtaine de minutes nous entendions revenir le camion, sans doute pour rendre compte de l'opération. Le capitaine González m'a dit par la suite que, lorsque le camion arrivait à l'endroit voulu, les tombes étaient déjà creusées. »

Ces allégations ont suscité beaucoup de controverses et une grande détresse en Argentine. Certains croient que ces témoignages ont été fabriqués de toutes pièces par les services de renseignements pour saper le moral des familles des « disparus ». D'autres, admettant qu'ils sont peut-être véridiques, pensent que de telles affirmations ne devraient pas être publiées, et que les démarches en faveur des « disparus » doivent partir de l'hypothèse qu'ils sont tous en vie, jusqu'à ce que le gouvernement ait rendu compte de leur sort.

Les gardes-côtes argentins et uruguayens ont corroboré certaines de ces allégations. Victor González del Rio, alors membre de la garde côtière argentine, eut à s'occuper de 10 corps rejetés par la mer entre 1977 et 1979, en pleine saison balnéaire, à Punta Norte et Punta Sur. Il rapporta plus tard à Amnesty International :

« On voyait bien qu'il ne s'agissait pas de noyades ordinaires. Les attitudes des noyés montrent qu'ils ont lutté contre la mer ; on peut lire le désespoir sur leurs visages. Mais, dans ces cas-là, ils étaient probablement déjà morts, ou en tout cas inconscients, au moment où on les avait jetés à la mer. Dans la mesure où on pouvait s'en rendre compte, les morts devaient avoir une trentaine d'années. Ils étaient en général mutilés par les poissons. Je pense qu'ils avaient

séjourné dans l'eau entre quelques jours et quelques semaines. Un certain nombre de cadavres présentaient des marques de mauvais traitements, par exemple ils avaient les mains tranchées. La plupart étaient nus, sans bague, ni montre, ni chaînette autour du cou. Parfois ils portaient des sous-vêtements. Un des corps était enfermé dans un sac de nylon.

» La police m'a fait alors comprendre à mots couverts que je ne devais parler de cela à personne. Elle a laissé entendre que les corps venaient probablement de bateaux de pêche naufragés. Je n'avais pourtant entendu parler d'aucun naufrage de bateau de pêche. »

Au cours de sa mission en Argentine de 1980, la Commission interaméricaine des droits de l'homme s'est rendue dans des cimetières publics, a examiné des tombes sans inscription et inspecté les registres des cimetières. Elle a appris que des membres des forces armées étaient entrés dans les cimetières la nuit pour enterrer des corps. Lors de son enquête au cimetière de *La Plata*, la Commission a observé que la plupart de ceux qui étaient enterrés dans des tombes anonymes étaient âgés de 20 à 30 ans. Pour tous, un médecin avait établi des certificats de décès. Dans la plupart des 102 cas enregistrés de 1976 à 1979, on indiquait comme cause du décès : « destruction du cerveau par un projectile d'arme à feu ». La Commission notifia aux autorités argentines que, lorsque des décès surviennent lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et des groupes qualifiés de « subversifs » par les autorités, un rapport complet doit être établi, mentionnant l'endroit, le moment et les circonstances de l'affrontement, ainsi que toute autre information disponible sur le nombre et l'identité des morts.

En 1979, on a pu observer un changement de politique. On a continué à signaler des « disparitions » — 30 en 1980 —, mais les enlèvements sont apparus comme plus sélectifs. Les victimes avaient plus de chances d'être libérées, tout en étant d'ailleurs invariablement torturées.

Ce fut le cas de 6 des 10 personnes enlevées en 1981. Il n'empêche que les victimes risquent toujours d'être tuées. C'est ce qu'illustre le meurtre, en avril 1981, de Horacio Alberto Castro, assassiné deux jours après avoir été emmené de chez lui par des agents de la police fédérale. Il semble qu'il ait été abattu pour avoir eu des liens avec un petit parti de gauche, le *Partido Socialista de los Trabajadores* (PST — Parti socialiste des travailleurs). 3 autres victimes sont toujours portées « disparues ».

Le soir du 4 février 1982, Ana María Martínez, qui travaillait dans la zone nord-ouest du Grand Buenos Aires, sortit de chez elle pour aller faire des courses. Vers 20 h 30, elle fut enlevée au coin de sa rue. D'après les témoins, un homme armé et une femme la firent monter de force dans une Ford Falcon vert olive, et démarrèrent à toute vitesse. Les témoins de l'incident n'essayèrent pas d'intervenir, parce que tout se passa très vite et que les ravisseurs étaient armés. Toutefois, un témoin porta plainte par la suite au commissariat de police du quartier, signalant que la veille (3 février), une voiture semblable avait stationné toute la journée devant chez Ana María Martínez. Cette voiture était occupée par un homme et une femme. Les agents de police refusèrent de s'occuper de l'affaire.

Le 9 février 1982, une demande d'*habeas corpus* fut présentée au tribunal fédéral n° 2 de San Martín. Le même jour, le tribunal en informa le ministre de l'Intérieur et les forces de sécurité. Le lendemain, 10 février, une délégation d'avocats se rendit dans divers commissariats et postes de police du secteur pour enquêter.

Le 17 février 1982, le ministre de l'Intérieur annonça qu'on avait retrouvé le corps d'Ana María Martínez dans un faubourg de Buenos Aires. Le cadavre avait en effet été trouvé, enterré, le 12 février. Il ne fut identifié que le 17.

Au moment de son enlèvement, Ana María Martínez était enceinte de trois mois. C'était une militante syndicale sympathisante du PST.

A ce jour, les autorités argentines se sont montrées peu

disposées à éclaircir la question des « disparus », peut-être dans l'espoir que leur silence découragera des enquêtes plus poussées et qu'on oubliera le problème. Cependant, les familles des victimes ont juré d'obtenir des autorités que la lumière soit faite et que des comptes leur soient rendus. Il est peu probable qu'elles renoncent. La découverte, en octobre 1982, de tombes sans inscription dans plusieurs cimetières a remis la question à l'ordre du jour et montré qu'il faut, non pas l'oublier, mais l'affronter.

5. Les « assassinats au cours d'affrontements » en Inde

« On m'emmena au poste de police de Mulug [...] Aux environs de 8 heures du soir, le 24 juillet 1975, les policiers entrèrent [...] Ils nous embarquèrent (moi-même et quatre autres personnes) dans un car de police [...] et nous conduisirent en pleine forêt ; on nous fit descendre du car et marcher environ un kilomètre et demi. Puis l'inspecteur s'adressa à moi : " Vous allez enfin nous dire la vérité. " On me laissa là. Les quatre autres furent emmenés à une quinzaine de mètres et ligotés à des arbres par des cordes qui les entouraient des pieds jusqu'à la poitrine, menottes aux mains. On me mit un bandeau noir sur les yeux, les autres eurent aussi les yeux bandés. J'entendis l'inspecteur donner l'ordre de tirer et l'un des policiers refuser ; l'inspecteur l'insulta alors en anglais. Ceux qui étaient ligotés criaient des slogans : " Vive Mao, vive la révolution. " J'entendis tirer six fois. L'inspecteur s'approcha alors de moi et me dit : " Toi, salaud, tu as de la chance d'être toujours vivant " ; j'avais toujours les yeux bandés. On m'enleva le bandeau après m'avoir fait remonter dans le car et je vis alors les quatre autres, la tête pendant sur la poitrine. Puis je les ai vus détacher les cordes et emporter les corps dans une jeep. Ils m'ont interdit de raconter à quiconque cet incident, faute de quoi je serais fusillé comme eux. »

Ce témoignage a été recueilli
par la Commission d'enquête officielle
du Bhargawa sur les « assassinats
au cours d'affrontements » en Andhra Pradesh.

Depuis le début du mouvement naxalite (Parti communiste indien, marxiste-léniniste) en Inde, à la fin des années soixante, beaucoup de naxalites ont trouvé la mort au cours d'incidents communément considérés en Inde comme de purs simulacres. Il existe même un terme spécifique pour les définir : les policiers déclarent être attaqués par les « extrémistes » qui sont tués lors « d'affrontements ». Et certains journaux indiens parlent « d'assassinats au cours d'affrontements ». Selon une autre explication officielle fréquente, les prisonniers seraient abattus lors de tentatives d'évasion ou en résistant à leur arrestation.

Le droit d'abattre un suspect n'est pas nouveau : il existe dès qu'il y a soupçon de « dacoïtisme » (vol en bande composée de cinq personnes au moins). Meherchand Mahajan, ancien garde des Sceaux et directeur de la commission de police du Punjab, formée par le gouvernement indien en 1961 pour enquêter sur ces « assassinats au cours d'affrontements » avec la police, déclarait : « des preuves absolues montrent que la police a fabriqué de pseudo-affrontements et a tué des suspects parce qu'elle ne pouvait obtenir contre eux des preuves suffisantes pour les faire inculper et les amener devant un tribunal [...] Un grand nombre de témoins [...] ont laissé entendre que lorsque les policiers arrêtent des bandes de voleurs, mais ne peuvent prouver leur crime, ils les ligotent à des arbres et les exécutent sans autre forme de procès ».

La réaction du gouvernement central aux préoccupations concernant ces « assassinats au cours d'affrontements » a été de nier invariablement toute responsabilité en donnant comme explication que, selon la Constitution indienne, la loi et l'ordre sont du ressort des autorités de chaque État. Dans les rares cas où le gouvernement indien a pressé les gouvernements des États à ouvrir des enquêtes judiciaires sur les « assassinats au cours d'affrontements », il n'a pris aucune mesure lorsque les autorités des États faussaient ou bâclaient l'instruction.

Le manque de détermination du gouvernement central dans l'ouverture ou la poursuite des enquêtes sur les « assassinats au cours d'affrontements » amène à penser que, dans une certaine mesure, il approuve ces pratiques. Cela est devenu particulièrement évident ces dernières années, depuis que des associations pour la défense des droits individuels, connues et respectées en Inde, présentent des rapports détaillés et substantiels sur ces assassinats.

Meurtres de naxalites au cours d' « affrontements ».

Le Parti communiste indien (marxiste-léniniste) a été formé en 1969 après scission d'avec le Parti communiste (marxiste). Ses membres suivirent la ligne défendue par l'un des dirigeants du Parti en 1967 : « la suppression des ennemis de classe ». Ils avaient pour objectif d'accélérer le changement social et économique face à l'extrême pauvreté et au chômage prédominant dans de nombreux États indiens. Des propriétaires terriens et des policiers furent désignés comme cibles, particulièrement à la fin des années soixante en Andhra Pradesh, et au début des années soixante-dix dans le Bengale occidental. Cette violence coûta la vie à de nombreux policiers de Calcutta. On commença alors à voir apparaître dans la presse des articles relatant la mort de naxalites au cours d' « affrontements » avec la police.

Lors d'une mission en Inde, en 1978, Amnesty International interrogea Shambynath Shaha qui, soupçonné d'être naxalite, avait été victime d'un « affrontement ». Il avait survécu et portait encore les cicatrices de cinq blessures par balles. Son récit était recoupé par la description d'autres incidents semblables.

Shambynath Shaha fut arrêté le 16 novembre 1970 par la

police de Calcutta, emmené au commissariat de Lal Bazar, interrogé et torturé pour qu'il dévoile les noms et la cachette d'autres naxalites. La police l'emmena ensuite, menottes aux mains, à Salt Lake, en dehors de la ville. Là, on lui ordonna de sortir de la voiture et on tira sur lui trois fois de suite, à bout portant. Comme il vivait encore, il fut transporté au bord du Gange, où les policiers tirèrent à nouveau trois fois ; deux balles l'atteignirent. Après avoir reçu la dernière balle, il fut déposé, inconscient à l'hôpital « Bon Secours » de Marwari, où les policiers revinrent le lendemain matin enlever son corps et obtenir le certificat de décès ; mais il avait été opéré et avait survécu à ses blessures. La police déclara que l'« affrontement » au cours duquel il avait été blessé avait eu lieu le 17 novembre 1970 ; or, son arrestation datait de la veille. Depuis 1968, on a enregistré des assassinats d'extrémistes de gauche lors d'« affrontements » avec la police ou lors de « tentatives d'évasion », dans huit des vingt-deux États indiens : Andhra Pradesh, Bengale occidental, Orissa, Punjab, Bihar, Kerala, Tamil Nadu et Maharashtra. Le 17 décembre 1980, le ministre de l'Intérieur, Yogendra Makawana, déclarait, dans une réponse écrite au Lok Sabha (la Chambre des députés du Parlement indien), que, depuis 1968, 216 naxalites avaient été tués par la police en Andhra Pradesh ; il ajoutait que la police ne tirait qu'en riposte aux attaques des naxalites. Le ministre confirma également que des « affrontements » similaires avaient eu lieu au Maharashtra, Tripura et Tamil Nadu.

**Une législation favorisant les « assassinats
au cours d'affrontements » :****L'exemple de l'Andhra Pradesh.**

Les informations les plus détaillées sur les « assassinats au cours d'affrontements » proviennent de l'État d'Andhra Pradesh, où le mouvement naxalite s'est acquis des sympathies parmi les populations tribales du district de Srikulam, vivant pauvrement et souvent sans terre. En 1968 et 1969, les naxalites prirent certains propriétaires et policiers pour cibles de leurs attentats. La riposte du gouvernement fut la remise en vigueur de la loi de 1948 sur la suppression des troubles à Madras ; l'État d'Andhra Pradesh déclara certaines régions « zones troublées » par simple notification au *Journal officiel*. Cette loi déclare que dans les zones « troublées », certains crimes qui, selon le Code pénal indien sont normalement punis de prison, peuvent être punis de mort. Les instigateurs ou complices de tels crimes encourent également la peine de mort. De plus, tout inspecteur de police est autorisé à tirer dès qu'il estime qu'un rassemblement de plus de cinq personnes est illicite ou s'il découvre des suspects en possession d'armes ou d'objets pouvant servir d'arme.

L'article 5 de la loi déclare : « Tout magistrat ou officier de police, à partir du grade d'inspecteur-adjoint, peut, s'il le juge nécessaire pour rétablir ou maintenir l'ordre public, après les sommations d'usage, s'il juge celles-ci nécessaires, *tirer, donner l'ordre de tirer ou utiliser toute autre contrainte, même lorsqu'elle peut entraîner la mort*¹, contre toute personne qui, dans une zone troublée, agit en contravention avec la loi ou les règlements en vigueur dans cette zone, pour empêcher tout rassemblement de plus de cinq

1. C'est l'auteur qui souligne.

personnes, le port d'arme ou de tout autre objet pouvant servir d'arme. »

Des avocats d'Andhra Pradesh ont déclaré à Amnesty International que des personnes avaient été arrêtées en ville, puis emmenées dans des « zones troublées » afin d'être exécutées dans le cadre de la loi. Ils ajoutèrent que, pour la population locale, le port d'arc et de flèches est une coutume toujours en vigueur, mais que les rapports de police (appelés en Inde « rapports de première information ») prétendaient qu'elle portait ces armes pour attaquer les policiers.

Le paragraphe 6 de cette loi confère aux policiers l'immunité contre toute poursuite judiciaire ou toute autre forme de sanction, « sauf en cas de sanction antérieure de la part des autorités provinciales ».

La loi est restée en vigueur pendant plus de dix ans dans certaines régions de l'État où l'on reconnaît communément qu'elle a permis à la police d'appréhender puis d'exécuter les activistes politiques présumés.

Enquêtes officielles et officieuses sur les « assassinats au cours d'affrontements ».

Après l'état d'urgence, qui a sévi entre 1975 et 1977, l'intérêt pour la protection des droits de l'homme s'est développé en Inde. Des associations pour la défense des droits individuels se sont formées dans de nombreux États. Elles ont entrepris d'enquêter sur les violations des droits de l'homme qui s'étaient produites pendant et avant l'état d'urgence. Plusieurs d'entre elles examinèrent les rapports sur les « assassinats au cours d'affrontements ».

En Andhra Pradesh, une commission d'enquête parallèle, dirigée par le bâtonnier des avocats à la Cour suprême, M. Tarkunde, étudia le cas de 19 personnes

tuées, selon les rapports officiels, lors d'« affrontements », en 1975 et 1976. D'après ses conclusions, dans trois de ces cas, aucun affrontement n'avait eu lieu ; un quatrième cas apparaissait douteux ; ces 19 personnes avaient toutes été exécutées de sang-froid par les forces de police, certaines d'entre elles après avoir été torturées cruellement. Les noms des policiers mis en cause furent communiqués au ministère fédéral de l'Intérieur.

En juin 1977, des parlementaires indiens réclamèrent une instruction pour vérifier les allégations de la commission Tarkunde, et le gouvernement d'Andhra Pradesh forma une commission d'enquête dirigée par le juge Bhargawa. Son action constitue la seule enquête judiciaire officielle ouverte, à l'échelon d'un État, à propos de plaintes selon lesquelles des militants politiques appréhendés par la police auraient été tués lors d'« affrontements » montés de toutes pièces. Cette commission avait le mandat suivant :

- établir les faits et circonstances entourant chacun des affrontements entre la police et les personnes soupçonnées d'être naxalites, entre 1968 et 1977 ;

- enquêter sur les allégations de meurtres, de tortures et de brutalités à l'encontre de prisonniers naxalites ;

- proposer des mesures administratives pour régler ce problème à l'avenir.

Des voix s'élevèrent dans l'assemblée de l'État d'Andhra Pradesh contre le fait que la commission n'était pas chargée d'établir la responsabilité des assassinats. L'opposition demanda que les policiers responsables soient identifiés. La commission Barghawa, dont les travaux commencèrent en septembre 1977, n'aboutit à aucun résultat. Des avocats entendus par la commission déclarèrent à Amnesty International que des témoins, qui avaient auparavant témoigné devant la commission parallèle de Tarkunde, avaient subi des manœuvres d'intimidation de la part de la police et furent même arrêtés alors qu'ils se rendaient à une audience de la commission. Sur 21 témoins convoqués, 12

furent emmenés par la police ou empêchés d'une manière ou d'une autre de comparaître. On entendit dire que, dans les affaires d' « affrontements », les rapports de police étaient falsifiés et qu'aucune déposition après arrestation n'était jamais enregistrée. L'examen des procédures par la commission révéla que les formalités de police (comme le relevé des empreintes et des signes particuliers) n'avaient été remplies pour aucune des personnes tuées.

En juin 1978, les autorités d'Andhra Pradesh ordonnèrent à la commission de tenir ses séances à huis clos « dans l'intérêt public », afin de ne pas discréditer l'administration et la police.

Le gouvernement d'Andhra Pradesh refusa à la commission la prolongation de mandat de 30 jours qu'elle avait demandée pour rédiger son rapport. Devant cette décision, la commission mit fin à ses travaux sans pouvoir remettre de rapport. Commentant l'échec des enquêtes de la commission Barghawa, M. Tarkunde, qui avait dirigé l'enquête parallèle précédente, déclara : « le comportement du gouvernement d'Andhra Pradesh, vis-à-vis de la commission Barghawa, a montré que les commissions d'enquête nommées par un État, lorsque l'État lui-même est impliqué, sont sérieusement entravées par ledit État ».

Dans l'État du Punjab, le Comité des droits civils enquêta sur les circonstances du décès de 8 naxalites entre 1970 et 1976. Dans les 8 cas, selon l'explication officielle, ces naxalites avaient été tués lors d' « affrontements » avec la police ; mais la commission reçut des témoignages contradictoires selon lesquels des témoins auraient assisté à l'arrestation de ces naxalites, au transfert de ces derniers vers le lieu de leur exécution, ou encore que les victimes auraient été vues en prison. Le comité tira comme conclusion que ces 8 personnes avaient été « assassinées » par des policiers. 2 d'entre elles avaient été torturées avant d'être fusillées, 2 étaient mortes sous la torture et les 4 autres avaient été tuées peu de temps après leur arrestation.

Le Comité du Punjab, dans son rapport intérimaire de

1978, souligna l'absence d'enquête de la part du gouvernement dans les 8 affaires. « Pour chaque cas, des parents et des amis des victimes, ainsi que des voisins, adressèrent des requêtes à différentes instances de l'État et du gouvernement fédéral (y compris auprès du premier ministre) demandant instamment d'ouvrir des enquêtes judiciaires. Chaque fois, ces pétitions ne reçurent aucune suite. »

Faits récents.

Bien que le mouvement naxalite soit aujourd'hui divisé en diverses factions et que la politique « d'extermination » ait été abandonnée par la majorité d'entre elles, des articles de presse ont mentionné ces dernières années quelques cas d'assassinats de propriétaires terriens et autres « ennemis de classe » qui auraient été commis par les naxalites en Kerala, Tamil Nadu et Andhra Pradesh. Selon différentes sources, un certain nombre de naxalites auraient été tués, ces dernières années, au cours d'« affrontements » : 3 d'entre eux auraient été exécutés au Bihar en septembre 1981 ; on rapporte que 10 jeunes gens, dont la plupart avaient auparavant été torturés, seraient morts au cours d'« affrontements » en Andhra Pradesh, entre octobre 1981 et avril 1982 ; 13 personnes soupçonnées d'être des naxalites ont été tuées au Tamil Nadu, entre août et décembre 1980.

Dans la région de Tirupattur, dans le Nord-Arcot au Tamil Nadu, une série d'assassinats de 13 naxalites a commencé, le 6 août 1980, par l'explosion d'une bombe qui tua 3 policiers escortant un dirigeant naxalite. A la suite de cet incident, 12 personnes furent exécutées. Selon la version de la police rapportée par le journal indien *Statesman*, « ils furent découverts dans la forêt qui recouvre les collines de Yellagiri, où ils s'étaient cachés ». Mais

le *Statesman* ajoute que « plusieurs d'entre eux, loin de se cacher, exerçaient ouvertement des activités syndicales » et, selon des témoignages, la plupart d'entre eux ont été tués après avoir été arrêtés dans les villes et villages où ils vivaient. Selon une certaine presse, l'un des 13, nommé Kanakraj, a été « tué le 18 septembre, au cours d'un affrontement avec la police alors qu'il tentait de poser une bombe ». Mais le *Statesman* a réuni les rapports antérieurs d'une association de défense des droits individuels sur ces assassinats ; selon ce journal, « des témoins ont assisté à son arrestation dans un bar [littéralement : salon de thé]. Il lisait un journal [...] il fut emmené à Kalkathiur et exécuté ». Un autre membre de ce groupe de naxalites, nommé Kannamani, a été, selon la police, « tué lors d'un échange de coups de feu ». Mais voici ce qu'en écrit le *Statesman* : « Des témoins ont vu la police se saisir de Kannamani alors qu'il travaillait à la construction d'une route [...] il avait les poignets attachés [...] il exigeait d'être traduit devant un magistrat [...] mais il fut emmené au commissariat [...] Un journaliste local qui enquêtait sur des faits divers était présent au commissariat quand, déclare le correspondant du *Statesman*, Kannamani a été interrogé, il l'a vu être menacé avec un couteau [...] Puis on l'a mis face au mur, et selon la rumeur publique locale, c'est ainsi qu'il a été descendu. »

Le premier ministre de Tamil Nadu a refusé tout commentaire sur ces incidents au correspondant du *Statesman*. La police s'est soustraite à toute autre tentative d'enquête ; des membres d'une association de défense des droits individuels, qui s'étaient rendus dans la région, en octobre 1980, ont été frappés par la police qui leur a confisqué les notes qu'ils avaient réunies. Des journalistes locaux ont subi des pressions afin de décourager toute velléité d'enquête autour des plaintes.

Le 28 mars 1981, le ministre des Finances de Tamil Nadu a rejeté toutes les accusations selon lesquelles des naxalites auraient été tués par la police dans la région de Tirupattur

dans le Nord-Arcot. Il a précisé que « si un élément substantiel était porté à la connaissance des autorités, ces dernières entreprendraient les actions nécessaires ». Pourtant, les autorités de l'État n'ont répondu à aucune des demandes formulées par des groupes locaux de défense des droits individuels pour l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les circonstances de ces décès.

Conclusions.

Les autorités des États se sont abstenues d'ouvrir des instructions et de prendre des mesures de prévention contre les assassinats au cours de prétendus « affrontements ». Devant cette situation, le gouvernement central aurait dû établir lui-même un appareil judiciaire indépendant, compétent sur tout le territoire, pour recevoir toute plainte à ce sujet, et ne pas laisser les autorités des États libres d'entamer ou non une instruction. En application des articles 9 et 10 de la Déclaration des Nations unies contre la torture, un organe dépendant du gouvernement central devrait être chargé de poursuivre des enquêtes et veiller à ce que des mesures appropriées soient prises à l'encontre des membres de la police que des commencements de preuves sembleraient impliquer.

De telles mesures ne pourront avoir de résultats positifs que pour autant que les groupes locaux de défense des droits individuels, les avocats, les journalistes accepteront de réunir et de communiquer les informations concernant les exécutions illicites perpétrées par la police. Mais cela dépendra aussi de la pression que les hommes politiques et les autres citoyens exerceront en faveur d'une réforme de la police.

La Constitution indienne fournit elle-même des provisions détaillées contre la torture. L'étude de ces dernières

et du Code de déontologie pour le personnel chargé de l'application des lois devrait faire partie des programmes de formation permanente de la police. Ces programmes devraient rappeler à tout policier qu'il est tenu de respecter, en toutes circonstances, les procédures d'arrestation et de détention, y compris l'obligation de traduire tout détenu devant un magistrat dans les 24 heures.

Enfin, toute législation qui donne le droit de tuer librement lors d' « affrontements », comme les lois d'Andhra Pradesh sur la suppression des troubles ou celle de 1958 sur les pouvoirs spéciaux des forces armées, doit être abolie.

6. Libye : la liquidation des « ennemis de la révolution »

« Bien qu'elles aient été désarmées et que leur arsenal politique, économique et social ait été anéanti, les forces contre-révolutionnaires sont encore en mesure d'agir contre la révolution. Dans ce cas, la liquidation physique devient inévitable [...]

Elles se sont alliées aux ennemis, à la droite internationale, au colonialisme, au sionisme et à la réaction. Elles continuent de perpétrer des actes hostiles à la révolution, et les comités révolutionnaires disent : non ; il faut procéder à la liquidation physique des ennemis à l'étranger. Ce sont les comités révolutionnaires qui ont déclaré cela. Et, depuis lors, ce sont les comités révolutionnaires qui se sont lancés dans la liquidation physique des ennemis de la révolution à l'étranger [...]

Les forces contre-révolutionnaires doivent être physiquement éliminées. Le travail révolutionnaire ne sera pas terminé tant que l'opposition ne sera pas liquidée. Ceci ne s'applique pas seulement à ceux qui sont à l'étranger mais à toutes les forces contre-révolutionnaires [...]

Extraits d'un discours
du colonel Mu'ammar Kadhafi aux étudiants
à l'université Al Fatih, le 10 mai 1980.

En février 1980, le 3^e Congrès des comités révolutionnaires libyens publia une déclaration appelant à la « liquidation physique » des ennemis de la révolution de 1969 qui demeurent à l'étranger, ainsi que des éléments contre-

révolutionnaires à l'intérieur de la Libye. Depuis, au moins 14 citoyens libyens ont été tués ou blessés dans des attentats en République fédérale d'Allemagne, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie, au Liban et aux États-Unis.

Tentatives d'assassinats à l'étranger.

Cas 1 : Salem Rtemi

— *Détails personnels* : Homme d'affaires demeurant en Italie.

— *Circonstances de l'attentat* : Disparu en février 1980. Découvert le corps criblé de balles dans le coffre de sa voiture, à Rome, le 21 mars 1980.

— *Actions des autorités du pays d'accueil* : Suspect libyen arrêté par la police italienne. Aucune information ultérieure.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 2 : Mohammad Mustapha Ramadan

— *Détails personnels* : 40 ans, journaliste, militant musulman présumé. Exilé de Libye depuis 1975. Ouvertement critique à l'égard du régime de Kadhafi.

— *Circonstances de l'attentat* : Tué au cours d'une fusillade le 11 avril 1980, à Londres, devant la mosquée de Regent's Park après la prière du vendredi. Avait reçu un avertissement trois jours avant son assassinat.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Deux suspects libyens ont été arrêtés; jugés en septembre 1980 sur accusation d'assassinat, ils ont été condamnés à l'emprisonnement à vie. Au procès, ils déclarèrent que leur victime avait été condamnée à mort par un comité révolutionnaire et qu'ils avaient pris l'initiative d'exécuter la sentence.

— *Réaction des autorités libyennes* : Ont refusé que Ramadan soit inhumé en Libye. Les autorités de l'aéroport ont renvoyé le corps à Londres.

Cas 3 : Abduljalil Aref

— *Détails personnels* : 50 ans, homme d'affaires demeurant en Italie.

— *Circonstances de l'attentat* : Tué d'une balle dans la tête, le 19 avril 1980, dans un café de la Via Veneto à Rome.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Inconnue.

— *Réaction des autorités libyennes* : Peu après l'assassinat, l'attaché de presse du Bureau du peuple (faisant fonction d'ambassade) à Rome, a déclaré : « Tripoli a envoyé une liste des traîtres s'opposant au colonel Kadhafi, installés à l'étranger. »

Cas 4 : Abdullatif Muntasser

— *Détails personnels* : Allié du dirigeant de l'opposition Omar Al Muheisi.

— *Circonstances de l'attentat* : Mortellement blessé le 21 avril 1980, à Beyrouth.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Inconnue.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 5 : Mahmoud Abdul Salam Nafi'

— *Détails personnels* : 40 ans, avocat, avait quitté la Libye en 1969. Soupçonné d'avoir été en contact avec des groupes de l'opposition, bien que supporter reconnu du colonel Kadhafi.

— *Circonstances de l'attentat* : Tué au cours d'une fusillade dans son bureau de Kensington, le 25 avril 1980, à Londres.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Deux suspects libyens ont été arrêtés, jugés en septembre 1980 sur

inculpation d'assassinat. Condamnés à l'emprisonnement à vie. Au procès, ils déclarèrent que leur victime avait été condamnée à mort par un comité révolutionnaire et qu'ils avaient pris l'initiative d'exécuter la sentence.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 6 : Abdallah Mohammad Al Khazmi

— *Détails personnels* : 37 ans, homme d'affaires.

— *Circonstances de l'attentat* : Tué au cours d'une fusillade le 8 mai 1980, à Rome, dans un café près de la gare centrale où il avait rendez-vous avec deux autres Libyens. L'un des deux hommes l'a tué à bout portant.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Les meurtriers se sont enfuis.

— *Réaction des autorités libyennes* : Ont refusé que le corps soit inhumé en Libye.

Cas 7 : Omran Al Mehddawi

— *Détails personnels* : 43 ans, ancien membre de l'ambassade de Libye à Bonn. Vivait en exil après avoir démissionné de son poste en 1978.

— *Circonstances de l'attentat* : Tué au cours d'une fusillade dans le centre de Bonn, le 10 mai 1980.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Un Libyen a été arrêté et condamné à l'emprisonnement à vie par un tribunal ouest-allemand, le 22 décembre 1980. Au procès, l'avocat de la défense a dit qu'il avait été envoyé par un comité révolutionnaire pour exécuter une sentence.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 8 : Mohammad Fouad Buhaggar

— *Détails personnels* : 50 ans, homme d'affaires libyen ayant la nationalité tunisienne. Dirigeait un commerce de bois dont le siège était en Tunisie et qui travaillait avec l'Italie.

— *Circonstances de l'attentat* : Son corps est découvert dans une chambre d'hôtel, le 20 mai 1980, à Rome. Il avait été poignardé et étranglé. Un message en arabe, laissé dans la chambre de la victime, disait : « Dieu est grand, les ennemis du peuple seront retrouvés, où qu'ils soient. Vive les comités révolutionnaires libyens à Rome. »

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Inconnue.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 9 : Abdul Rahman Bubaker

— *Détails personnels* : A peine 20 ans, travailleur en usine. Connu pour ses opinions hostiles à Kadhafi. Ancien officier de l'armée. Avait quitté la Libye en mars 1980.

— *Circonstances de l'attentat* : Le 21 mai 1980, découvert la gorge tranchée dans sa maison des faubourgs d'Athènes. Sur les murs, était écrit : « La révolution vivra toujours. Mort aux impérialistes, pas de merci. »

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Un suspect libyen a été arrêté et jugé à Athènes. Reconnu coupable, il fut condamné à mort, et sa peine commuée en emprisonnement à vie.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 10 : Salem Mohammad Fezzani

— *Détails personnels* : Né en Libye mais naturalisé italien. Propriétaire de restaurant.

— *Circonstances de l'attentat* : Le 21 mai 1980, à Rome, il essuie des coups de feu dans son restaurant, mais s'en sort indemne.

— *Action des autorités du pays* : Après avoir été arrêté et accusé de tentative d'assassinat, un suspect libyen, Merwin Belgassen Mansur, a déclaré : « J'ai été envoyé par le peuple libyen ; Fezzani est un traître et un ennemi du peuple. » Le procureur de la République déclara que Mansur avait été envoyé en Italie avec la consigne de

menacer de mort certains compatriotes qui refuseraient de retourner en Libye. Mansur fut condamné à 15 ans d'emprisonnement pour tentative d'assassinat, en janvier 1982.

Cas 11 : Ezzedine Al Hodeiri

— *Détails personnels* : 56 ans, résidant à Bolzano en Italie du Nord.

— *Circonstances de l'attentat* : Tué à la gare centrale de Milan, le 11 juin 1980.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Inconnue.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 12 : Mohammad Saad Bekhit

— *Détails personnels* : 30 ans.

— *Circonstances de l'attentat* : Blessé au cours d'une fusillade, le 11 juin 1980, à Rome. Il a survécu.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Le suspect a réussi à s'enfuir.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 13 : Faisal Zagallai

— *Détails personnels* : 35 ans, étudiant à l'Université du Colorado, opposant affirmé au régime libyen. Un an et demi avant l'attentat, on lui avait demandé de retourner dans son pays pour rejoindre l'armée, mais il avait refusé. Le gouvernement supprima alors sa bourse d'enseignement. En mai, les autorités américaines lui accordent un permis de port d'arme car il avait été menacé. Il résidait aux États-Unis depuis 10 ans.

— *Circonstances de l'attentat* : Le 14 octobre 1980, dans sa maison de Fort Collins, dans le Colorado aux États-Unis, il est victime d'une fusillade et perd un œil.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Un suspect américain est arrêté. Il s'agit d'un ancien *marin* entré

ensuite dans l'armée américaine. Il était en contact avec Wilson, ancien agent de la CIA, alors installé en Libye (Wilson s'était occupé, aux États-Unis, de l'entraînement des terroristes et de l'exportation illégale d'armes vers la Libye). Le suspect, Eugène Tafoya, fut jugé et condamné, en janvier 1982, à deux ans d'emprisonnement. Lors de son procès, il déclara qu'il avait été convoqué à Londres pour s'occuper de l'affaire Zagallai. Les instructions avaient été glissées sous la porte de sa chambre à l'Holiday Inn, à Londres. Il admit aussi être retourné à Londres pour toucher quelque 8 000 \$ pour ce travail.

— *Réaction des autorités libyennes* : Le lendemain de l'attentat, l'Agence de presse libyenne diffusa le communiqué suivant : « Confirmant que la liquidation physique est le stade final de la dialectique révolutionnaire, nécessaire lorsque l'arsenal économique, politique et social est insuffisant pour mettre fin aux activités du contre-pouvoir, un membre du comité révolutionnaire international a tenté de supprimer Faisal Zagallai qui a été sérieusement blessé. Zagallai avait étudié aux frais de la communauté libyenne pendant 10 ans à l'Université américaine du Colorado pour préparer une maîtrise, puis un doctorat. Mais, au lieu de revenir pour servir son pays et son peuple, il est devenu un agent et un espion des services secrets américains, en lui fournissant des renseignements sur son pays. »

Cas 14 : Karim et Souad Kassouda

— *Détails personnels* : Agés de 7 et 8 ans. Leur père, Farad Kassouda, 34 ans, avait reçu des menaces après avoir refusé d'exécuter l'ordre de retourner dans son pays. Ils vivaient en exil à Portsmouth (Grande-Bretagne).

— *Circonstances de l'attentat* : Le 11 novembre 1980, à Portsmouth, un ami libyen de la famille a offert aux enfants des cacahuètes empoisonnées. Ils sont tombés gravement malades, mais ont pu être sauvés.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : L'inculpé

libyen a été jugé en juin 1981 et condamné à une peine de prison à vie. Il aurait déclaré à M. Kassouda qui refusait de retourner en Libye : « Vous pensez que nous plaisantons, mais attendez ! et vous verrez ce qui arrive à ceux qui refusent de rentrer au pays. »

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Cas 15 : Ahmad Mustapha Grea'a

— *Détails personnels* : 32 ans, étudiant libyen.

— *Circonstances de l'attentat* : Est tué à coups de couteau dans un appartement de Manchester, le 29 novembre 1980, en Grande-Bretagne.

— *Action des autorités du pays d'accueil* : Les suspects se sont envolés vers la Libye dans les heures qui ont suivi le meurtre.

— *Réaction des autorités libyennes* : Inconnue.

Contexte historique.

En mars 1982, la Libye fêtait le cinquième anniversaire de l'instauration de « l'autorité populaire directe », qui définit son système politique. En mars 1977, le colonel Mu'ammar Kadhafi avait déclaré son intention de créer une société fondée sur la « démocratie directe ». Toutes les formes conventionnelles de l'autorité étaient abandonnées et le pouvoir direct du peuple proclamé. La Libye était rebaptisée Jamahiriya libyenne (Libye du Peuple). Cette décision fut suivie d'une série de mesures pour supprimer les structures institutionnelles de l'État et de son administration. Pour réaliser l'autorité directe du peuple, la population libyenne fut divisée en une série d'organismes, tels que les congrès du peuple, les comités révolutionnaires et les unions professionnelles populaires (syndicats), tous

placés sous le contrôle du Congrès général du peuple où se trouvent rassemblés les dirigeants du bureau des différents organismes.

Contrairement à ce qui se pratique dans les relations diplomatiques habituelles, la Libye est représentée, dans la plupart des pays, non par des ambassades, mais par des « bureaux du peuple ». Le colonel Kadhafi souligne le fait que ce ne sont pas des ambassades : « Nous, en Libye, ne traitons plus les affaires diplomatiques de manière traditionnelle. Nous avons des congrès du peuple qui détiennent l'autorité. A l'étranger, nous avons des bureaux du peuple qui servent de liens entre les congrès du peuple et les autres peuples du monde. »

Le colonel Kadhafi a insisté sur le fait que les relations entre la Jamahiriya populaire libyenne et les autres peuples doivent être directes et passer par l'intermédiaire de bureaux du peuple : « Les membres des bureaux populaires libyens sont différents des membres des missions diplomatiques. Ce sont des citoyens libres, dont la plupart ont été étudiants dans les pays où sont maintenant installés ces bureaux. Ces étudiants ont marché sur les ambassades ; c'est eux qui les ont transformées en bureaux du peuple et ont imposé la volonté des masses. »

A la fin de 1979, avec la bénédiction du colonel Kadhafi, les comités révolutionnaires sont passés du « stade de l'incitation à celui de la contrainte ». Ces comités révolutionnaires peuvent, selon les termes du texte officiel, « inviter les masses à exercer leur autorité, agiter les congrès populaires, surveiller et éliminer les ennemis de la révolution en deçà et au-delà des frontières et propager la révolution ».

Appels à la liquidation physique.

En février 1980, le 3^e Congrès des comités révolutionnaires libyens publia une déclaration appelant à l'union pour la liquidation physique des ennemis de la révolution demeurant à l'étranger, ainsi que des éléments, en Libye, dont on estime qu'ils font obstruction au « changement révolutionnaire », politique et économique. La déclaration a été publiée dans la presse officielle libyenne *El Fajr Al Jadid* (Nouvelle Aurore) et *Al Mu'allim* (Le Professeur). Ce qui suit est une traduction non officielle de plusieurs passages de la déclaration :

« La liquidation physique est le stade final du conflit dialectique entre la révolution et ses ennemis, lorsque tous les autres moyens de liquidation (sociale, économique et politique) sont insuffisants [...] Nous lançons un dernier avertissement à ceux qui, parmi les ci-devant chefs d'entreprises [...] ci-devant employeurs [...] agents de l'État [...] commerçants, marchands, font encore partie des éléments exploiters, pour qu'ils se concentrent sur la production et mettent un terme à leur exploitation et à leur chantage [...] qu'ils ne doivent plus essayer d'accommoder avec les positions révolutionnaires [...] La liquidation des éléments qui gênent la révolution, tant parmi les civils que dans le personnel militaire fasciste [...] les traditionalistes, les nihilistes qui se laissent prendre en charge, et les lâches improductifs qui exploitent le pouvoir [...] et les bourgeois qui sont des parasites du pouvoir de la révolution et de l'autorité du peuple. »

Dans les mois qui ont suivi cette déclaration, quatre Libyens en exil ont été condamnés à mort par contumace par un tribunal révolutionnaire. Des centaines de personnes ont, en outre, été arrêtées en Libye même. Amnesty International a reçu des témoignages selon lesquels un

certain nombre d'entre elles seraient mortes en détention. Amer Deghayes, un éminent avocat, dirigeant du ci-devant parti Ba'as en Libye, a été arrêté à la fin de février 1980 et serait mort dans les jours qui ont suivi son arrestation.

Lors d'une mission en Libye, entre mars et avril 1980, Amnesty International souleva le problème de la liquidation physique lors de ses entretiens avec les autorités libyennes. Sans nier l'appel à la liquidation physique, les autorités libyennes expliquèrent que, comme cela était prévu par la Troisième Voie universelle (le Livre vert du colonel Kadhafi), le pouvoir était entre les mains du peuple, et que c'était le peuple lui-même qui avait, en conséquence, décidé de passer au stade de la « liquidation physique ». Mais ils insistèrent sur le fait que cela n'était qu'une mesure d'intimidation qui ne serait pas appliquée.

Le 27 avril, cependant, le colonel Kadhafi annonça que tout Libyen vivant à l'étranger, et qui ne prendrait pas immédiatement les mesures nécessaires pour rentrer au pays, serait liquidé. Le 28 avril, le journal officiel libyen *El Zahaf El Akhdar* déclarait que le programme de « liquidation physique » commençait à être appliqué et qu'il ne serait pas interrompu avant que tous les Libyens soient rentrés dans leur pays. S'ils ne voulaient pas rentrer, le journal affirmait qu'il serait procédé à des représailles contre leurs familles en Libye, afin de servir d'exemple.

Les assassins.

Depuis février 1980, des tentatives d'assassinat ont eu lieu sur des citoyens libyens en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne, aux États-Unis, en Italie, en Grèce et au Liban. Quinze de ces cas ont été décrits plus haut.

La plupart des assassins étaient libyens, et, dans un

certain nombre de cas, membres des « comités révolutionnaires internationaux ». Il est apparu évident, au moment des procès, qu'ils étaient entrés dans les pays « d'accueil » en tant que touristes ou étudiants peu de temps avant de perpétrer leur attentat. On suppose que les armes ont été achetées sur le marché clandestin ou apportées dans le pays « d'accueil » par la valise diplomatique.

La plupart des assassins se présentaient comme de jeunes zélateurs poussés par la foi plutôt que comme des assassins professionnels. Ils décrivaient leurs victimes comme des ennemis de la révolution et du peuple libyen. Dans plusieurs cas, lorsque les suspects libyens étaient arrêtés et jugés à l'étranger, ils affirmaient, au cours de leur procès, que leur victime avait été condamnée à mort par un comité révolutionnaire et qu'ils avaient pris l'initiative d'exécuter cette sentence, ou avaient été envoyés pour le faire.

Les agresseurs avaient un double objectif, celui d'atteindre leur cible et de rendre leur acte public. La plupart des victimes ont été tuées à bout portant, en plein jour, dans des endroits publics ou à leur domicile. Les assassins ont souvent laissé des déclarations derrière eux.

Réactions des autorités des pays d'accueil.

Les mesures prises par les autorités du pays « d'accueil » sont variées. Dans plusieurs cas, les suspects ont été poursuivis par les tribunaux du pays « d'accueil ». Dans d'autres cas, les suspects ont quitté le pays ou échappé à la police d'une autre façon. Il est arrivé que le pays « d'accueil » expulse les suspects lorsque les preuves n'étaient pas suffisantes.

Les pays « d'accueil » ont aussi réagi en resserrant la protection policière des dissidents libyens susceptibles d'être agressés et les contrôles sur les entrées de Libyens

dans les aéroports et les ports. Les pays « d'accueil » ont également adressé des protestations publiques et personnelles au gouvernement libyen.

Il est arrivé que des membres des bureaux du peuple libyen aient été expulsés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir tenté d'intimider ou menacé des dissidents. Un gouvernement a fermé sa mission diplomatique en Libye et s'est borné à ne maintenir qu'un bureau à compétence strictement limitée. Les Libyens continuent à refuser d'avoir des ambassades et des représentations diplomatiques à l'étranger. Cela ne facilite pas l'application des principes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Cette Convention, solidement établie et quasi universellement respectée, avait été ratifiée par la Libye en 1977.

Le colonel Kadhafi a explicitement endossé la responsabilité de la campagne internationale d'assassinats de ses opposants dans plusieurs déclarations officielles et interviews accordées à la presse. Plusieurs organes révolutionnaires libyens, parmi lesquels les comités révolutionnaires et les bureaux du peuple, ont également réitéré leur « détermination à liquider les ennemis de l'autorité du peuple en Libye et à l'étranger ». Le 10 octobre 1982, l'Agence de presse libyenne rapporta un nouveau discours du colonel Kadhafi à une réunion des congrès du peuple à Benghazi. Il affirmait que la décision de liquider « les derniers transfuges » devait être prise publiquement par le peuple libyen, et que le monde entier devait en être informé, car « ce qui s'ensuivra sera la volonté du peuple ». Le colonel Kadhafi ajouta que ces gens « fuyaient la justice, s'appliquaient à ternir la réputation de la Libye en gaspillant l'argent du peuple qu'ils avaient illégalement transféré à l'étranger ».

CHAPITRE 3

Règles juridiques et voies de recours internationales

Introduction.

Les exécutions extrajudiciaires sont totalement incompatibles avec les règlements internationaux en vigueur. Au plan le plus élémentaire, elles violent le « droit à la vie » que reconnaissent explicitement tous les accords internationaux sur les droits de l'homme. En outre, certains des procédés utilisés pour tuer et qui entrent dans la définition des exécutions extrajudiciaires sont formellement proscrits par des dispositions internationales précises.

En dépit de tout ce que le droit international oppose aux exécutions extrajudiciaires, elles n'ont jamais été traitées jusqu'à présent comme une catégorie à part et bien définie des violations des droits de l'homme devant faire l'objet d'une approche globale. La communauté internationale, à la tribune des Nations unies, n'a que récemment amorcé le processus conceptuel d'un rapprochement entre les divers procédés meurtriers que l'on peut classer sous le vocable d'exécutions extrajudiciaires. En 1980, le 6^e Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a adopté une résolution déplorant les « exécutions extralégales », faisant ainsi un premier pas important dans cette direction. (Les Nations unies emploient l'expression « exécutions extralégales » pour définir ce qu'Amnesty International a choisi de dénommer « exécutions extrajudiciaires ».) Par la suite, l'Assemblée

générale de l'ONU a adopté, en 1980 et 1981, des résolutions concernant les « exécutions arbitraires ou sommaires ». La Commission des droits de l'homme de l'ONU, dans une résolution adoptée en 1982, s'est déclarée « profondément alarmée par l'existence d'exécutions sommaires ou arbitraires, y compris d'exécutions extralégales », et a demandé la nomination d'un « rapporteur spécial chargé d'examiner les questions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires ».

Toutefois, ces résolutions et les initiatives correspondantes prises aux Nations unies n'ont pas abouti à préciser quelles sortes de meurtres devraient être pris en considération. L'introduction, dans la législation internationale, d'une définition plus claire des exécutions extrajudiciaires marquerait un progrès sérieux sur la voie que doit suivre la communauté internationale, au-delà de son intérêt actuel pour la question, à la recherche de solutions efficaces.

La communauté internationale est déjà outillée pour réagir aux exécutions extrajudiciaires. Mais il faudrait renforcer et multiplier les mécanismes. Que la législation internationale définisse clairement ce qui fait des exécutions extrajudiciaires une catégorie à part parmi les violations des droits de l'homme aiderait à la création et au développement d'organes et de procédures propres à combattre ce phénomène.

Le droit à la vie et les normes d'exécutions « judiciaires ».

Le « droit à la vie » figure explicitement dans un certain nombre des principaux textes internationaux consacrés aux droits de l'homme.

La Déclaration universelle des droits de l'homme dit que « toute personne a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité

de sa personne ». Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention américaine des droits de l'homme et la Charte africaine des droits des hommes et des peuples précisent tous trois qu'aucun individu ne peut être « arbitrairement » privé de sa vie, et que le droit à la vie doit être « protégé par la loi ». La Convention européenne des droits de l'homme stipule que la « mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal, au cas où le délit est puni de cette peine par la loi ». Il existe donc un certain consensus pour considérer que, dans la mesure où un gouvernement peut priver un individu de son droit à la vie conformément aux principes énoncés dans les traités, cela ne peut se faire qu'au terme d'un processus « légal », excluant l'arbitraire.

Le Pacte international et la Convention américaine prescrivent les règles à suivre dans les affaires pouvant exposer à la peine capitale. Les deux textes déclarent que la peine de mort ne peut être infligée que pour des crimes particulièrement graves. Elle ne peut être prononcée que si la loi prévoyant la mort comme sanction de ce crime particulier était en vigueur avant les faits incriminés. Tout condamné à mort a le droit de solliciter sa grâce ou la commutation de sa peine. Outre ces exigences, *tous* les textes essentiels relatifs aux droits de l'homme renferment des articles soulignant les règles assurant l'équité des procès et diverses autres conditions que les États doivent garantir dans les affaires où un individu est accusé de crime.

Lorsque la peine de mort est prononcée dans une affaire où ces règles ont été respectées, il ne s'agit pas d'une exécution extrajudiciaire. Néanmoins, des États ont parfois infligé la peine de mort sans avoir respecté les garanties de procédure prévues par les textes internationaux. Lorsque tel est le cas, la violation du droit international par l'État en cause est flagrante, et la décision prise de supprimer une vie humaine est illicite et arbitraire.

Il est pourtant difficile de considérer qu'il s'agit dans ce

cas d'une exécution extrajudiciaire. Il existe un nombre infini de cas de procès viciés, depuis celui où l'on peut constater une faute unique et sans gravité dans la procédure jusqu'à celui dont l'action publique a été menée de manière si défectueuse que parler de procès paraît dérisoire. Mais il y a de bonnes raisons pour ne pas inclure ces affaires dans la catégorie des exécutions extrajudiciaires. Il faut admettre que la seule existence d'une procédure judiciaire, si mal conduite qu'elle ait été, présente en soi quelque chose de positif; en effet, puisqu'il existe des normes internationales pour juger de la régularité des procédures, il existe donc des moyens de pression sur l'État qui négligerait ces normes. Et ce dernier peut, en réponse, améliorer le fonctionnement de ses institutions et de ses procédures nationales. En revanche, lorsqu'on ne respecte même pas les procédures les plus rudimentaires ou les plus inadaptées, et que les exécutions qui s'ensuivent peuvent être assimilées à des meurtres officiels sans aucune forme de procédure, il devient impossible d'espérer faire progresser les structures juridiques existantes à partir de ces bases.

Peut-on donner la mort pour que force reste à la loi ?

Les lois internationales ne s'opposent pas, sous certaines conditions en tout cas, à ce que la mort puisse être donnée au cours d'opérations entreprises pour que force reste à la loi. Les documents internationaux relatifs aux droits de l'homme sous-entendent que les droits garantis à chacun, dont le droit à la vie, supposent en contrepartie le respect des droits et libertés d'autrui. Quand cet équilibre n'est pas convenablement respecté, le responsable peut se voir privé de certains de ses droits, voire de sa vie s'il le faut, sans que cela soit arbitraire ou illégal.

Le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois a été adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 1979. L'article 3 dit : « Les responsables de l'application des lois peuvent recourir à la force seulement lorsque cela est strictement nécessaire et dans la mesure exigée par l'accomplissement de leurs fonctions. » Le commentaire de l'article 3, dont la Commission des Nations unies chargée de la rédaction a dit qu'il « fait partie intégrante du Code », précise : « la présente disposition ne doit en aucun cas être interprétée comme autorisant un usage de la force hors de proportion avec le but légitime poursuivi ». Le commentaire dit aussi : « d'une manière générale, il ne faut pas avoir recours aux armes à feu, si ce n'est lorsqu'un délinquant présumé oppose une résistance armée, ou, de toute autre manière, met en danger la vie d'autrui, et lorsque des moyens moins radicaux ne suffisent pas pour maîtriser ou appréhender le délinquant présumé ».

Le Code de conduite manifeste ainsi une exigence bien plus grande que la Convention européenne, dont l'article 2 est libellé comme suit :

« La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire :

a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale ;

b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue ;

c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection. »

Ceci semble autoriser le recours à n'importe quelle violence dès lors qu'elle est nécessaire pour atteindre des buts « légitimes ». Le fait que ces buts ne soient que très vaguement définis constitue une faiblesse.

Reprenons les trois points ci-dessus :

a) *Défense contre la violence illégale.*

Il appartient bien aux autorités publiques de défendre les citoyens contre la violence illégale. Mais il est facile d'imaginer des situations où cette violence n'atteindrait pas un degré tel que la défense justifie le fait de tuer.

b) *Effectuer une arrestation ou empêcher une évasion.*

Ce sont là des tâches normales des responsables de l'application des lois. Pourtant, si l'on considère la variété des infractions pour lesquelles on peut être arrêté, et sur quelles faibles preuves peut être décidée l'arrestation d'un suspect, il est troublant que la Convention semble autoriser à tuer pour arrêter ou retenir tout suspect.

c) *Réprimer une émeute ou une insurrection.*

Il est inquiétant que les mots « émeute » et « insurrection » soient mis sur le même plan. Les émeutes ne sont pas toutes dirigées contre des personnes ; souvent, en fait, elles ne s'attaquent qu'à des biens. Laisser entendre que la légitime défense contre une émeute de ce genre implique le droit de tuer oblige à se poser des questions.

Les autres textes fondamentaux de défense des droits de l'homme ne font pas mention précise de l'homicide par légitime défense.

En 1982, l'Assemblée générale des Nations unies a mis à l'étude, au niveau de ses comités, le Projet d'ensemble de principes concernant la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Ce document ne répond pas directement à la question de savoir dans quelles conditions il serait justifié, pour le personnel pénitenciaire, de recourir à la force contre un détenu (étant entendu que le principe 5 interdit formellement l'utilisation de « torture, peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ») ; mais le principe

30 prévoit les recours contre l'usage injustifié d'une violence ayant entraîné la mort :

« Si une personne détenue ou emprisonnée vient à décéder ou à disparaître pendant la période de sa détention ou de son emprisonnement, ou peu après la fin de cette période, l'autorité judiciaire ou autre ordonnera une enquête sur la cause du décès ou de la disparition, soit de sa propre initiative, soit à la requête d'un membre de la famille de cette personne ou de tout citoyen qui a une bonne connaissance de l'affaire. »

Le principe 31 prévoit aussi que les membres de la famille, qui étaient à la charge du prisonnier injustement tué, ont le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi.

La question de savoir dans quelles conditions un homicide peut se justifier, pour que force reste à la loi, a donc reçu des réponses partielles dans les textes, en évolution permanente, établissant les règles juridiques internationales. Le droit international n'a accordé à ce problème qu'une attention superficielle. Ce domaine est pourtant d'une importance essentielle si l'on veut véritablement s'attaquer aux exécutions extrajudiciaires.

L'homicide en temps de guerre.

Le Pacte international (article 4), la Convention américaine (article 27) et la Convention européenne (article 15) mentionnent expressément que la protection du droit à la vie demeure obligatoire en état de guerre ou autre état d'urgence. En outre, un certain nombre de textes établissant des règles juridiques internationales ont précisément traité du droit de tuer en temps de guerre ou d'autres types de conflit armé. Ces règles tentent de fixer les limites dans

lesquelles le comportement des participants aux conflits reste acceptable.

Les premières règles de ce genre ont été formulées après la Seconde Guerre mondiale, en 1945, dans la Charte du tribunal militaire international (dite Charte de Nuremberg), qui a régi la création du tribunal de Nuremberg. Cette Charte a défini trois catégories de « crimes de droit international » : crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Dans la définition de ces derniers entrent les crimes suivants : « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime ». L'Assemblée générale des Nations unies, dans une résolution adoptée en 1946¹, a confirmé les principes de droit international reconnus dans la Charte de Nuremberg, en précisant toutefois que la définition des « crimes contre l'humanité » ne s'applique qu'à des faits en relation avec la guerre.

Le fait de qualifier ces actes de crimes entraîne certaines conséquences en matière de droit international. Aucune prescription ne peut être invoquée, c'est-à-dire qu'il n'existe aucun délai au-delà duquel une personne accusée de tels actes ne pourrait plus être poursuivie². Les coupables de crimes contre l'humanité ne peuvent revendiquer l'asile ni le statut de réfugié³. Enfin, les personnes ainsi

1. Résolution n° 95 (1), 11 décembre 1946.

2. Conformément à la convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

3. La déclaration des Nations unies sur l'asile territorial ainsi que la Convention (et le Protocole) relative au statut des réfugiés excluent ces revendications.

accusées peuvent universellement répondre de leurs crimes, c'est-à-dire qu'ils peuvent être l'objet de poursuites judiciaires dans n'importe quel pays.

Les Conventions de Genève du 12 août 1949, sur la protection des victimes de guerre, traitent également de cette question. Chacune des quatre Conventions concerne un groupe particulier de « personnes protégées » : les blessés et les malades des forces armées de terre (Convention I) ; les blessés, malades et naufragés des forces navales (Convention II) ; les prisonniers de guerre (Convention III) ; et les populations civiles en temps de guerre (Convention IV). Ces quatre Conventions (et les protocoles I et II qui les ont complétées en 1977) imposent comme règles minimales tout un ensemble de procédures de garantie à respecter, conditionnant l'application de la peine de mort en temps de guerre ou de conflit armé et prévoyant des dispositions particulières en cas de conflit armé non international.

Chacune des Conventions de Genève interdit expressément le meurtre et toute autre violence contre les personnes protégées. Elles stipulent expressément que les « homicides volontaires » doivent être traités comme de « graves violations » des Conventions, c'est-à-dire comme des crimes de guerre passibles de saisine universelle. Dans le même esprit, l'article 75 du Protocole additionnel I interdit « les atteintes portées à la vie, en particulier [...] le meurtre » contre *toute* personne (qu'elle soit ou non personne protégée) qui serait au pouvoir de l'une des parties à un conflit armé international. Les Conventions de Genève interdisent aussi « en tout temps et en tout lieu [...] les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes », au cours d'un conflit armé ne présentant pas un caractère international (article 3). Pour toute personne qui ne participe pas, ou ne participe plus, aux hostilités pendant un conflit armé ne présentant pas un caractère international, l'article 4 du

Protocole additionnel II interdit toute atteinte portée à la vie « en tout temps et en tout lieu ».

Les règles juridiques internationales applicables aux meurtres en temps de guerre sont donc relativement développées et étendues. Et le Comité international de la Croix-Rouge, avec d'autres organisations, a accompli un solide travail pour développer et faire respecter ces règles.

Génocide et autres crimes de droit international (non liés à la guerre) ; torture ; « disparitions ».

Avec la Charte de Nuremberg, toute une série de crimes liés à la guerre, dont le meurtre, ont reçu le nom de « crimes de droit international », et des poursuites contre les coupables présumés ont été soumises à des règles particulières. Depuis la signature de la Charte de Nuremberg, on a tenté d'élargir la catégorie des « crimes de droit international », pour y faire entrer des actes non liés à la guerre. La décision la plus avancée dans cette direction concerne le crime de génocide.

En 1946, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution déclarant que le génocide — défini comme la négation du droit à l'existence de groupes humains entiers — est un crime de droit international¹. Elle prescrivait aux États membres de mettre en vigueur la législation interne nécessaire et d'entreprendre un programme de coopération internationale propre à prévenir et réprimer ce crime. Elle demandait aussi au Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) de préparer un projet de convention sur le sujet, pour examen au cours de la session suivante de l'Assemblée générale.

C'est en 1948 que la Convention pour la prévention et la

1. Résolution n° 96 (1), 11 décembre 1946.

répression du crime de génocide est venue devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Dans son article II, la Convention qualifie de « génocide » une série d'actes, dont les meurtres « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », que ce soit en temps de guerre ou en temps de paix. L'article IV déclare que les auteurs de tels actes « seront punis, qu'ils soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers ». La définition du génocide a été très controversée, en particulier pour l'omission des « groupes politiques » comme victimes potentielles de génocide.

La Convention sur le génocide présente une grave faiblesse de procédure pour le cas où il y aurait complicité de l'État. Il est stipulé que les poursuites seront menées par un tribunal compétent dans le pays même, ou par une « cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction ». Il est peu probable qu'un État qui se serait mis en faute accepte l'une ou l'autre juridiction. L'article IX comporte une clause d'arbitrage, par la Cour de justice internationale, des différends entre États portant sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la Convention sur le génocide ; mais de nombreux États ont émis des réserves quant à la compétence de la Cour en ces matières.

Les tentatives ultérieures pour étendre la catégorie des « crimes de droit international » non liés à la guerre ont échoué. Quand l'Assemblée générale des Nations unies a confirmé les principes de la Charte de Nuremberg par sa résolution n° 95 (1), elle a aussi prescrit au Comité sur la codification du droit international (devenu depuis lors la Commission du droit international, composée d'experts chargés du développement du droit international) de rédiger une codification générale des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Le travail a été entrepris en 1950 par la Commission du droit international. Un projet

de code a été présenté en 1951 et soumis aux observations des gouvernements, puis une version révisée en a été publiée en 1954. La liste des crimes énumérés dans ce projet de code ne se limite pas à ceux qui sont liés à la guerre et l'article 2 (11), par exemple, comprend : « les actes inhumains tels que l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation commis contre toutes populations civiles, ou bien les persécutions pour des motifs sociaux, politiques, raciaux, religieux ou culturels, par des autorités relevant de l'État ou par des individus agissant à l'instigation ou avec la permission desdites autorités ». Les exécutions extrajudiciaires sont clairement prévues. Pourtant, l'Assemblée générale des Nations unies n'a jamais adopté ce code. Le 10 décembre 1981, la 36^e session de l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/106, invitant la Commission du droit international à reprendre son travail sur le projet de code. Les difficultés en matière de compétence juridictionnelle et de sanctions soulevées par les « crimes de droit international » inspirent à de nombreux gouvernements une grande réserve quant à l'extension de cette catégorie de crimes.

Ni la torture ni les « disparitions » ne sont mentionnées dans le projet de code, bien que l'inclusion de ces violations des droits de l'homme ait été suggérée. D'autres initiatives prises contre la torture et les « disparitions » intéressent les exécutions extrajudiciaires parce que ces exactions ont entre elles des liens étroits. La Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (dite Déclaration sur la torture), adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1975, et le projet de Convention sur la torture, dont l'étude est actuellement en cours, condamnent des actes souvent associés aux exécutions extrajudiciaires. De même, la résolution 33/173, adoptée en 1978 par l'Assemblée générale des Nations unies, sur les personnes « disparues » après leur arrestation par la police, ainsi que les travaux du Groupe

de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires, concernent le sort de personnes qui peuvent en réalité avoir été victimes d'exécutions extrajudiciaires. Les initiatives qui se sont manifestées pour combattre les « disparitions » en tant que telles montrent que la communauté internationale a réagi de façon constructive à une catégorie spécifique de violation des droits de l'homme.

Initiatives récentes.

Ce n'est que récemment que la communauté internationale a entrepris de réunir, dans une seule et unique catégorie, les meurtres sous diverses formes que sont les exécutions extrajudiciaires.

La résolution n° 5 sur les « exécutions extralégales », adoptée en 1980 par le 6^e Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, est le projet le plus complet dans ce domaine. Le préambule reprend des extraits, concernant le droit à la vie, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international, les quatre Conventions de Genève, la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur les « disparus » et sa Déclaration sur la torture ; ce texte rappelle aussi que le meurtre est condamné par les lois internes de tous les pays. La résolution « déplore et condamne », et déclare « crimes particulièrement odieux » : « les meurtres et exécutions d'opposants politiques ou de délinquants présumés, commis par les forces armées, par les autorités chargées de l'application des lois, par d'autres organes gouvernementaux ou par des groupements paramilitaires ou politiques agissant avec l'appui tacite ou autre de ces forces ou organes ».

Cette définition manque de précision. La notion, par exemple, de « délinquants présumés » n'est pas claire.

Quoi qu'il en soit, il s'agit du meilleur texte formulé jusqu'à présent par un organisme intergouvernemental.

D'autres initiatives ultérieures pour définir les exécutions extrajudiciaires sont allées moins loin. Dans la résolution 35/172 sur les « exécutions sommaires ou arbitraires », adoptée le 15 décembre 1980, l'Assemblée générale des Nations unies déclare être alarmée « devant l'importance prise par les exécutions sommaires et les exécutions arbitraires qui ont lieu dans différentes régions du monde ». Mais la résolution ne tente aucunement de définir de quels meurtres elle entend traiter, et semble se limiter aux cas où la peine de mort a été prononcée par une instance judiciaire qui n'a pas respecté la procédure.

Une résolution a été adoptée en 1981 par la Sous-Commission des Nations unies de la lutte contre les mesures de discrimination et de la protection des minorités¹, pour attirer l'attention de la Commission des droits de l'homme sur la multiplication des « exécutions pour motifs politiques ». Là non plus, il n'est pas proposé de définition des meurtres en cause. Cette résolution innove pourtant sur un point : elle recommande à la Commission des droits de l'homme de « prier le Conseil économique et social de demander aux gouvernements l'abolition de la peine de mort pour délits politiques ».

La résolution la plus récente de l'Assemblée générale des Nations unies sur les « exécutions arbitraires ou sommaires » a été adoptée le 9 novembre 1981². Le langage adopté est d'une certaine manière plus ferme que celui de la résolution de 1980, mais les définitions manquent encore de clarté. Notamment, la résolution :

- « 1. *Condamne* la pratique des exécutions sommaires et des exécutions arbitraires ;
2. *Déplore vivement* le nombre croissant des exécutions ;

1. Doc. ONU E/CN 4/Sub 2/1.769.

2. Résolution n° 36/22, 9 novembre 1981.

tions sommaires ainsi que la fréquence persistante des exécutions arbitraires dans différentes régions du monde ;

3. *Note avec préoccupation* l'existence de cas d'exécutions qu'on considère généralement comme répondant à des motifs politiques. »

« Exécutions sommaires », « exécutions arbitraires » et « exécutions considérées généralement comme répondant à des motifs politiques » restent des concepts plutôt insaisissables.

La Commission des droits de l'homme des Nations unies, dans sa résolution 1982/29 de mars 1982, confirmée ensuite par le Conseil économique et social, considère explicitement que les « exécutions extralégales » font partie des « exécutions sommaires ou arbitraires ». Après avoir précisé qu'elle « était profondément alarmée par l'existence d'exécutions sommaires ou arbitraires, y compris par les exécutions extralégales, qu'on considère généralement comme répondant à des motifs politiques », elle « prie le rapporteur spécial de présenter à la Commission, lors de sa 39^e session, un rapport complet sur l'existence et l'ampleur de ces exécutions ainsi que ses conclusions et recommandations ».

Voies de recours.

Bien que le droit international n'ait pas encore donné une définition précise des exécutions extrajudiciaires, il existe déjà un large éventail de règles juridiques internationales applicables aux diverses formes que peut revêtir cette violence.

Les mécanismes internationaux propres à faire respecter ces règles sont très insuffisants. Ces dernières années, les

organisations internationales ont créé des institutions relativement élaborées pour faire face aux violations les plus flagrantes des droits de l'homme, mais ces institutions n'ont pris en compte les exécutions extrajudiciaires que de manière non systématique et pour des cas isolés. Enfin, leur pouvoir coercitif reste fort limité. Les institutions qui sont compétentes en matière d'exécutions extrajudiciaires sont les suivantes :

— *Commission des droits de l'homme des Nations unies.* Aux termes de la résolution 1235 (XLII) de l'ECOSOC, la Commission est autorisée à se livrer à l'étude des situations de « violations flagrantes des droits de l'homme » et à rendre publics ses rapports. C'est dans le cadre de cette procédure que, récemment, la situation au Salvador, au Guatemala et en Bolivie a été soumise à un examen détaillé.

La Commission peut également, en exécution de la résolution 1503 (XLVIII) de l'ECOSOC, procéder à l'examen des rapports « paraissant révéler l'existence d'un système cohérent de violations flagrantes et dûment constatées des droits de l'homme ». Cette seconde procédure est plus longue et ses résultats restent confidentiels.

— *Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires.* Ce groupe de travail, créé en 1980 par la Commission, reçoit directement les communications d'organismes ou d'individus concernant des cas précis de « disparition ». Il a mis au point une procédure d'urgence permettant des interventions directes et rapides auprès des gouvernements concernés. Sa capacité de prompt réaction sur des cas individuels en fait un recours appréciable. Le mandat donné au groupe de travail peut s'étendre aux exécutions extrajudiciaires qui peuvent survenir lorsque les autorités ne reconnaissent pas les détentions.

— *Comité des droits de l'homme.* Selon le Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, des plaintes individuelles peuvent être adressées au Comité des droits de l'homme contre des violations de

droits définis dans le Pacte, dont le droit à la vie. L'article 41 du Pacte prévoit qu'un État partie au Pacte peut porter plainte pour des violations commises par un autre État partie.

— *Organisations régionales.* Le Parlement européen et la Commission interaméricaine des droits de l'homme, par exemple, ont envoyé des missions d'enquête dans diverses régions du monde et ont publié des rapports pour attirer l'attention aussi bien de leur région que du monde entier sur toute exaction en matière de droits de l'homme et, notamment, sur les exécutions extrajudiciaires.

— *Le rapporteur spécial des Nations unies pour les exécutions sommaires ou arbitraires.* En mars 1982, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a recommandé la nomination d'un rapporteur spécial chargé, on l'a dit, de réunir des informations et de soumettre « un rapport complet à la Commission des droits de l'homme lors de sa 39^e session (février-mars 1983) sur l'existence et l'ampleur de la pratique des exécutions (sommaires et arbitraires), ainsi que ses conclusions et recommandations [...] ». Le rôle exact du rapporteur spécial n'a pas encore été défini. Il est toutefois possible que, dépassant l'enregistrement historique et l'analyse des circonstances entourant ces exécutions, il soit en mesure d'attirer l'attention des Nations unies sur des faits encore en cours et de demander une action immédiate.

Conclusion.

L'absence de définition précise des exécutions extrajudiciaires n'est pas une difficulté insurmontable. Bien qu'il n'existe pas d'instrument unique pour déterminer et condamner les meurtres qui, sous leurs diverses formes, devraient être désignés par un concept général, on doit

pourtant considérer que la panoplie des instruments qui existent au niveau international permet de répondre à peu près complètement aux besoins. Si l'on veut être efficace dans le cas d'exécutions extrajudiciaires, il faut diffuser partout toutes les informations sur ce qui existe en matière de règlements et de recours ; il faut aussi veiller sans cesse à ce qu'ils soient exploités, développés et perfectionnés.

CHAPITRE 4

Conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires

La Conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires s'est tenue à Noordwijkerhout (Pays-Bas), à une cinquantaine de kilomètres d'Amsterdam, du 30 avril au 2 mai 1982. Plus de 120 personnes venant de 30 pays différents y ont pris part. Quelque 60 experts y ont assisté à titre individuel : membres d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, militants ou théoriciens des droits de l'homme. Les 60 autres participants appartenaient aux organes d'Amnesty International, le Comité exécutif international, le Secrétariat international et plus de 20 sections.

La Conférence s'est ouverte par une session publique. Dirk van Norren, président de la section néerlandaise d'Amnesty International, mit l'accent sur l'importance, pour les participants, de répandre les idées débattues à la Conférence parmi les membres de leurs organisations respectives. Max van der Stoep, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, prit ensuite la parole pour dire que les exécutions extrajudiciaires constituaient l'une des plus horribles violations des droits de l'homme, et que les États qui s'en rendaient coupables pouvaient légalement être appelés à rendre compte de leur conduite. Il souligna quelques-unes des façons par lesquelles le gouvernement des Pays-Bas, en coopération avec d'autres gouvernements, pouvait notamment aider à prévenir de tels meurtres : la formation et l'information de ses diplomates pour qu'ils rendent compte des conditions locales ; l'aide au

développement des pays concernés en vue d'y réduire les inégalités politiques et économiques ; une politique de restriction des ventes d'armes ; l'action au sein des organisations internationales ; la diffusion de l'information ; des mesures d'assistance destinées à promouvoir des institutions judiciaires indépendantes ; la formation des hommes de loi et du personnel de police ; l'amélioration des moyens et méthodes d'enquêtes, et la mise en œuvre des programmes d'action destinés à sensibiliser le public aux droits de l'homme.

Le dernier orateur de la séance d'ouverture fut Thomas Hammarberg, secrétaire général d'Amnesty International. Il déclara que, pendant la décennie précédente, des centaines de milliers de personnes avaient été victimes, dans différents pays, d'exécutions extrajudiciaires. Dans certains cas, l'ampleur véritable des assassinats n'avait pu être connue : il y avait eu *défaut d'information*. Il attendait donc de la Conférence qu'elle suggère des moyens rapides et fiables d'enquête et de diffusion des témoignages, ainsi que les moyens d'assurer la protection des témoins. Dans d'autres cas, les faits étaient connus, mais aucune action efficace n'avait pu être entreprise : il y avait eu *défaut d'action*. Ici, la notion clé à retenir était celle de la responsabilité ; les soldats et policiers sont responsables devant leurs supérieurs, les officiers supérieurs devant les autorités politiques et les autorités devant l'ensemble de leur propre communauté et la communauté internationale.

La suite fut réservée aux participants. La session plénière étudia le concept d'exécution extrajudiciaire, la terminologie employée et les objectifs de la Conférence. Puis les participants se divisèrent en quatre groupes de travail ainsi répartis :

- groupe A : enquêtes et information,
- groupe B : approches non gouvernementales,
- groupe C : le droit et les organisations internationales,

— groupe D : le contexte international des exécutions extrajudiciaires.

Deux commissions ont été consacrées, l'une au rôle de la police et de l'armée dans les exécutions extrajudiciaires, l'autre au rôle des journalistes. Un certain nombre de spécialistes de ces professions étaient invités à participer à ces commissions.

Les rapports des quatre groupes de travail furent présentés à la session plénière finale pour amendement. Un texte final fut proposé, discuté et adopté par la Conférence. A l'issue de celle-ci, une manifestation publique réunit dans un théâtre d'Amsterdam plus de 2000 personnes. Theo van Boven, ancien directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONU, Piet Dankert, président du Parlement européen, et Roberto Cuellar, du *Socorro Juridico* (Bureau d'aide judiciaire de l'archevêché de Salvador) évoquèrent le combat qu'ils avaient mené contre les assassinats politiques commis sous l'égide des États.

Rapport du groupe de travail A : Enquêtes et information.

Le groupe de travail A devait examiner le problème des enquêtes sur les assassinats politiques imputables au pouvoir, et rechercher les meilleures méthodes pour diffuser les renseignements recueillis. Le groupe de travail a entendu une série de communications sur les obstacles rencontrés lors des enquêtes dans différents pays. La discussion a fait ressortir les points suivants :

Les pouvoirs publics essaient souvent de dissimuler les exécutions extrajudiciaires, soit en niant qu'elles ont eu lieu, soit en les attribuant à des insurgés ou à des éléments d'opposition, soit encore en les présentant comme survenues au cours d'affrontements armés avec les forces

gouvernementales ou de tentatives de fuite. Les pouvoirs peuvent aussi rendre inopérantes ou détruire les institutions nationales habilitées à enquêter sur les exécutions extrajudiciaires et à prendre des sanctions. Ils entravent les enquêtes indépendantes de diverses façons :

- en ôtant toute efficacité au pouvoir judiciaire par des mesures d'épuration ; en supprimant l'inamovibilité des juges ; en réduisant les pouvoirs de l'appareil judiciaire ou en les transférant à des tribunaux militaires ; en temporisant ou en refusant de répondre aux demandes d'information des juges et des tribunaux ;

- en supprimant certaines garanties comme l'*habeas corpus*, le droit à l'assistance immédiate d'un avocat, et celui de comparaître sans délai devant un juge d'instruction ou un tribunal ;

- en intimidant par des menaces, voies de fait et poursuites pénales les avocats, témoins et familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires ;

- en accordant l'amnistie ou l'immunité contre toute poursuite pénale ou civile aux auteurs présumés d'une exécution extrajudiciaire ;

- en sapant l'indépendance du ministère public ;

- en s'opposant à toute enquête parlementaire ;

- en créant des services spéciaux de police ou de sécurité qui échappent aux contrôles habituels.

Il arrive que l'Etat institue des enquêtes de pure forme sur les exécutions extrajudiciaires. De telles enquêtes ne sont en général suivies d'aucune sanction.

Pour déterminer si une enquête officielle a été effectuée de bonne foi, à la suite de plaintes concernant des exécutions extrajudiciaires, on peut tenter de définir quelques règles minimales qui incluraient en particulier :

- un juge impartial,

- des audiences publiques,

- la participation de la famille de la victime et de son avocat à tous les stades de l'enquête,

- l'accès complet aux dossiers du personnel militaire éventuellement à même d'identifier le ou les responsables,
- la publication des résultats de l'enquête,
- le droit d'appel.

Si, par ailleurs, un État prend des mesures de nature à mettre en péril ou à détruire les institutions habilitées à effectuer des enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires, la bonne foi de ce gouvernement en matière d'enquête peut apparaître sujette à caution.

Quand un État attribue les assassinats politiques dont il est en fait responsable à des « affrontements » armés ou à des situations de « légitime défense », il tente de faire croire que ces meurtres ont eu lieu légalement dans des circonstances qui les justifient conformément aux termes du droit international. On peut réfuter de telles allégations en établissant que la victime était sans arme ou privée de liberté.

Dans d'autres cas, le pouvoir tente de justifier les assassinats en mettant en avant les intérêts supérieurs de l'État, la sécurité nationale notamment. Nul besoin d'arguments pour réfuter de telles déclarations ; aux termes du droit international, aucun État ne peut déroger au droit absolu de toute personne à la vie et à la protection contre la suppression arbitraire de ce droit.

Les enquêtes sur les assassinats politiques d'inspiration officielle rencontrent de graves obstacles car il est habituellement impossible de recueillir tous les détails nécessaires. Même si les frontières ne sont pas fermées aux observateurs étrangers, toute enquête est rendue difficile par les limitations d'accès, l'intimidation des témoins et les mesures officielles prises pour couvrir le crime.

Pour établir avec certitude qu'une exécution extrajudiciaire a eu lieu, plusieurs sortes de preuves sont requises : obtenir confirmation du décès ; établir qu'il s'agit bien d'un assassinat, que la victime a été tuée intentionnellement sous le couvert de l'autorité légitime, grâce en particulier à des témoignages oculaires et à des comptes rendus émanant

de sources directement en contact avec les parties. Lorsqu'il existe un schéma caractérisé d'assassinats d'opposants politiques, en l'absence de toute mesure préventive de la part du pouvoir, dès qu'un assassinat politique particulier paraît se rattacher à ce schéma, on peut en déduire sans grande hésitation que l'État est complice. Le non-respect des procédures établies est un autre indice ; par exemple, lorsque la mort n'a été suivie ni d'une enquête ni d'une autopsie, ou encore si le personnel qui effectue les arrestations ou les opérations militaires n'a pas présenté de rapport.

Cependant, ces indications ne permettent pas nécessairement de conclure qu'il y a eu exécution extrajudiciaire. L'existence d'un schéma caractérisé ne prouve pas qu'un meurtre particulier est une exécution extrajudiciaire, pas plus que l'absence d'un tel schéma n'exclut cette éventualité.

Certaines mesures gouvernementales ou modifications apportées aux institutions d'un pays sont parfois le signe avant-coureur de conditions propices aux assassinats politiques et autres violations des droits de l'homme. Citons parmi de tels indices :

— l'instauration de l'état d'urgence, de la loi martiale ou autres états d'exception ;

— d'autres violations des droits de l'homme, telles qu'arrestations et détentions arbitraires, « disparitions » et torture ;

— l'existence de lieux de détention secrets ;

— le qualificatif « ennemi » attribué à certains groupes ;

— la création de groupes irréguliers ou paramilitaires pour combattre les mouvements d'opposition ;

— l'annonce d'affrontements avec des groupes armés entraînant mort d'homme ;

— les décès attribués à des tentatives d'évasion ;

— l'apparition de tombes anonymes dans les cimetières.

Il a été suggéré que la présence de plusieurs de ces « signaux d'alarme » pourrait servir de « système de détec-

tion » ou « d'avertissement » quant à de possibles exécutions extrajudiciaires et autres violations des droits de l'homme.

Il existe de nombreuses sources possibles d'information sur les assassinats politiques impliquant la responsabilité du pouvoir : les associations de défense des droits individuels, les survivants des attentats et les témoins oculaires, eux-mêmes victimes potentielles, les familles et les groupements des parents de victimes, les avocats, et enfin les procès-verbaux des diverses actions en justice. Les journalistes et diplomates sont aussi parfois à même de fournir des renseignements sur les exécutions extrajudiciaires. Les déclarations officielles des gouvernements peuvent contenir des éléments qui confirment, intégralement ou en partie, les témoignages recueillis d'autres sources ou au contraire présentent une version différente des faits ; les associations de défense des droits individuels doivent être au fait de ces déclarations afin de pouvoir y réagir.

Ces associations locales de défense des droits de l'homme jouent un rôle crucial : elles constatent et s'efforcent de prévenir les assassinats politiques commis sous la responsabilité de l'État. Le groupe de travail a conclu que les organisations internationales de défense des droits de l'homme devraient mettre en place des mécanismes systématiques d'action pour répondre à toute menace dont les groupes locaux pourraient être l'objet de la part des autorités.

Rapport du groupe de travail B : Approches non gouvernementales.

Ce groupe de travail était chargé d'étudier le rôle que devraient jouer les organisations non gouvernementales dans une campagne contre les exécutions extrajudiciaires.

Il a débattu aussi du ton et du contenu éventuel d'une telle campagne, et a en outre effleuré la question du rôle qui serait dévolu aux organisations non gouvernementales dans la collecte et la diffusion de l'information.

Le lancement d'une campagne destinée à mettre fin aux assassinats politiques sous la responsabilité de l'État a été l'objet principal des discussions de ce groupe de travail. Il a recommandé la mise en place, sous l'égide d'Amnesty International, d'un comité restreint chargé de coordonner les activités de diverses organisations non gouvernementales au sein de la campagne. Le comité devrait inclure un représentant de chacun des groupes suivants : les Églises, les syndicats, les juristes, les familles des victimes et les organisations de défense des droits de l'homme. Le comité restreint pourrait étudier la création éventuelle d'un « réseau d'action urgente » entre les organisations non gouvernementales, destiné à défendre les militants locaux des droits de l'homme menacés du fait qu'ils participent à l'information sur les exécutions extrajudiciaires. Le groupe de travail a proposé également l'envoi d'une pétition qui serait signée des organisations non gouvernementales, demandant l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations unies, d'une résolution condamnant les exécutions extrajudiciaires et recommandant à l'ONU de prendre des mesures définitives. Il a aussi suggéré la création de comités de liaison destinés à coordonner les activités des organisations non gouvernementales au niveau national.

La campagne proprement dite devrait faire apparaître l'ampleur des exécutions extrajudiciaires et la complicité des autorités. Elle devrait insister sur le fait que les victimes sont à la merci de leurs assassins et qu'elles ne sont pas tuées dans un contexte de violence réciproque, mais endurent souvent d'horribles souffrances sous la torture avant d'être exécutées. La campagne devrait révéler la dimension humaine du problème en attirant l'attention sur des cas individuels et en reproduisant les témoignages des

familles des victimes ; enfin, elle devrait proclamer « le droit à la vie », droit universel et fondamental.

Il faudrait utiliser du matériel artistique afin de « mettre en scène » le problème et éviter le traitement systématique. L'information devrait être rassemblée, mise à jour et diffusée régulièrement ; on pourrait notamment communiquer le « relevé » des exécutions extrajudiciaires aux gouvernements, aux organisations et aux médias.

Certaines professions libérales (avocats, journalistes et médecins, par exemple) pourraient participer aux efforts, car ils se sentent directement concernés quand leurs confrères sont menacés. Mais ils peuvent aussi apporter l'appui de leurs connaissances techniques. Certains d'entre eux pourraient effectuer des missions d'enquête dans les pays où des exécutions extrajudiciaires ont lieu ou menacent de se produire.

La campagne devrait apporter son soutien aux groupements des familles des victimes qui s'efforcent de sensibiliser l'opinion publique par leurs témoignages personnels et leurs activités.

Ceux qui arment ou entraînent les meurtriers portent aussi la responsabilité des exécutions extrajudiciaires. Des mesures devraient être prises pour empêcher l'assistance en matière de formation et le transfert d'armes aux forces armées, à la sécurité ou à la police vers des pays où ces armes servent à commettre des exécutions extrajudiciaires. Les participants ont suggéré de reconsidérer l'aide économique aux États responsables d'exécutions extrajudiciaires et de prendre contact à cet effet avec les banques, les sociétés multinationales et les agences internationales de financement.

Certaines associations locales de défense des droits individuels ont des difficultés à communiquer les renseignements qu'elles possèdent sur les exécutions extrajudiciaires aux organisations internationales en mesure de les diffuser et de les utiliser, notamment parce qu'elles ne disposent pas de fonds suffisants. Les participants ont recommandé

qu'Amnesty International étudie le problème de la communication entre les associations locales et les organisations internationales de défense des droits de l'homme, et avec les victimes. Il faudrait aussi étudier les moyens d'amener les États à transmettre ou à rendre publiques les informations relatives aux violations des droits de l'homme recueillies sur place par leurs ambassades.

Rapport du groupe de travail C :

Le droit et les organisations internationales.

Le groupe de travail C était chargé d'étudier dans quelle mesure les instruments du droit international en vigueur étaient adéquats et appropriés face aux exécutions extrajudiciaires, et d'examiner les mécanismes d'action en place dans les organisations intergouvernementales.

Le groupe de travail a examiné un certain nombre d'instruments juridiques et de règles actuellement en préparation au plan international ; les textes juridiques internationaux et la coutume internationale interdisent d'ores et déjà très clairement aux États de se livrer à l'assassinat politique.

Certains instruments existants pourraient cependant être améliorés et de nouveaux textes adoptés. Toute élaboration de règles relatives aux exécutions extrajudiciaires doit se fonder sur quatre principes fondamentaux : les assassins doivent être poursuivis pour leurs crimes, quel que soit le pays où ils se trouvent ; il ne doit pas exister de délai de prescription ; de façon générale, ils ne doivent pas pouvoir obtenir le droit d'asile ; et ils doivent pouvoir répondre de leurs crimes devant toute juridiction pénale qui sera instituée au niveau international.

Le groupe de travail a examiné les divers moyens d'action des organisations internationales au niveaux inter-

national et régional : Nations unies, en particulier le groupe de travail sur les « disparitions » forcées ou involontaires, le groupe de travail sur les communications, le Comité des droits de l'homme ; UNESCO ; Bureau international du travail ; Commission européenne des droits de l'homme ; Commission africaine, qui doit être mise en place selon la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Ces moyens d'action peuvent se ranger en trois grandes catégories : prévention, amélioration, réparation.

Rendre compte d'événements passés ne suffit pas. Il est impératif de créer des mécanismes d'urgence de façon à pouvoir établir des contacts directs avec les autorités et à réagir rapidement dans les situations critiques. On a examiné la possibilité, pour les Nations unies, de mettre en place un système « de détection » en cas de violation flagrante des droits de l'homme. Un tel système dépendrait essentiellement de la participation des représentants locaux des Nations unies et des organisations non gouvernementales. Le groupe a aussi examiné les récentes résolutions du Conseil économique et social des Nations unies concernant la République centrafricaine, la Guinée équatoriale et l'Ouganda. Le but de ces résolutions était de faciliter la « réparation » des dommages subis par des pays qui avaient souffert récemment de graves violations, grâce à des mesures d'assistance dans des domaines tels que la formation des policiers.

Un certain nombre de conclusions d'ordre général ont été tirées :

— Il existe de nombreux dispositifs intergouvernementaux ; une stratégie efficace consiste à utiliser tous les mécanismes appropriés afin de donner une publicité maximale aux assassinats politiques, quel que soit l'État impliqué. Les mécanismes régionaux et internationaux sont également importants et doivent se compléter ;

— Le droit de porter plainte doit être garanti aux personnes et organisations concernées, y compris la famille de la victime, les victimes potentielles, les autres parties

intéressées, les organisations non gouvernementales et, dans le cas des organisations régionales, les personnes et entités extérieures à la région ;

— Garantir l'indépendance du personnel des organisations intergouvernementales qui s'occupent de ces affaires est de la plus haute importance ;

— Ces organisations doivent échanger les informations qu'elles possèdent pour augmenter leur efficacité respective. Les réponses des services officiels doivent être communiquées aux plaignants pour que ces derniers puissent poursuivre leur action ;

— Les organisations et leurs dirigeants doivent avoir la volonté d'intervenir directement et rapidement chaque fois que nécessaire.

Rapport du groupe de travail D :

Contexte international.

Le groupe de travail D était chargé d'examiner les aspects internationaux des exécutions extrajudiciaires. Il a également porté son attention sur le contexte interne de ces assassinats.

En ordonnant ou en couvrant des meurtres politiques commis en dehors de toute légalité, le pouvoir obéit à des motivations très diverses : des assassinats politiques peuvent avoir lieu en réaction à d'autres meurtres, commis, par exemple, par l'opposition, si l'on considère que les institutions judiciaires sont impuissantes à les réprimer, ou que l'urgence de la situation est incompatible avec la lenteur des procédures judiciaires. Ces assassinats peuvent viser à décourager les activités de l'opposition, à éliminer des opposants pacifiques, à faire obstruction aux procédures judiciaires par l'assassinat des juges et d'avocats ou encore à contraindre des paysans à abandonner leurs terres. Ils

permettent de consolider le pouvoir après une révolution, ou d'affermir le contrôle central sur des zones où il était incertain. Ils sont parfois le résultat de dissensions internes au sein du parti au pouvoir.

Bien que les gouvernements confrontés à des difficultés économiques et à des menaces d'ordre politique soient nombreux, ils ne sont que quelques-uns à recourir aux assassinats politiques.

Un schéma généralisé d'exécutions extrajudiciaires peut caractériser, par exemple, un pays en état de crise très grave qui déciderait, pour le résoudre, de recourir à des mesures de contrôle extrêmes.

Passant en revue les assassinats politiques commis sous l'égide du pouvoir dans différents pays, les membres du groupe de travail ont fait remarquer que les décisions du pouvoir central concernant les méthodes anti-insurrectionnelles ou le déploiement des forces armées sont souvent appliquées de façon assez décentralisée par les officiers chargés de les exécuter localement. Dans certains pays, ce sont les propriétaires ou fonctionnaires locaux qui se chargent des assassinats, avec l'assentiment du gouvernement.

Le recours systématique et illégal du pouvoir à l'assassinat est parfois la conséquence d'une intervention militaire étrangère. Dans d'autres cas, les exécutions extrajudiciaires sont favorisées par l'assistance en matière de transferts d'armes et d'entraînement militaire. Étant donné le grand nombre et la diversité des fournisseurs d'armes, il est difficile de restreindre efficacement le commerce des armes employées pour les exécutions extrajudiciaires, bien que de telles restrictions soient souhaitables.

L'endoctrinement du personnel militaire — fréquent dans les programmes internationaux de formation — tend à inculquer une vue simpliste de l'agitation intérieure. On fait souvent apparaître les opposants comme des agents de l'étranger qui doivent être liquidés à tout prix. Les participants au groupe de travail ont proposé de neutraliser ce

type de propagande en enseignant au personnel militaire les responsabilités qui lui incombent en vertu du droit humanitaire international et des autres règles de droit international.

Des études appropriées portant sur un certain nombre de sujets peuvent aider à élaborer des mesures contre les assassinats politiques commis sous l'égide des États. Les programmes d'études de toutes les écoles militaires du monde peuvent notamment être examinés de façon à y déceler, le cas échéant, des doctrines qui légitimeraient les exécutions extrajudiciaires et à évaluer les améliorations à apporter en matière de formation des droits de l'homme.

*

Rapport de commission :
Journalisme, droits de l'homme
et exécutions extrajudiciaires.

Des reporters et rédacteurs de la presse néerlandaise se sont joints aux participants de la Conférence pour assister à cette commission spéciale, consacrée à la protection des journalistes et à l'amélioration de la qualité de l'information publique sur les exécutions extrajudiciaires.

Il faut reconnaître le caractère particulier du métier de journaliste et ses dangers. Les journalistes eux-mêmes sont souvent réticents à divulguer les tribulations rencontrées dans leur travail : une menace certaine, telle que la parution de « listes de condamnations à mort » incluant des noms de journalistes, ne reçoit souvent que très peu de publicité.

Suivant le sentiment général, la meilleure protection

réside dans la solidarité entre les médias d'information et les associations de journalistes. Plusieurs orateurs ont décrit les efforts des syndicats de presse d'Amérique du Nord et d'Europe pour protéger leurs collègues à l'étranger. La création d'une carte de presse internationalement reconnue a été envisagée, mais cette idée a été rejetée par la plupart des orateurs qui craignaient des manœuvres d'infiltration et la mainmise des pouvoirs.

Les informations provenant de sources officielles sur les assassinats politiques sont fréquemment inexactes. Dans un pays où, chaque jour, des gens sont exécutés par les forces gouvernementales, ces exécutions sont habituellement relatées dans la presse étrangère sous la forme : « la droite tue la gauche et la gauche tue la droite ». Diverses causes ont été évoquées pour expliquer ces déficiences de l'information : manque d'initiative de la part des journalistes ; censure gouvernementale et pressions de la rédaction ; ou encore absence, dans de nombreuses situations dangereuses, d'autres sources de renseignements que les sources d'information officielles.

L'assemblée a recommandé l'organisation d'une conférence qui réunirait les associations de journalistes, les syndicats de presse et de radiotélévision et les associations de défense des droits de l'homme, sur le thème des assassinats politiques sous l'égide de l'État, des dangers encourus par les journalistes et les moyens propres à maximaliser l'information pour mettre fin à ces violations.

Rapport de commission :

**Rôle des forces armées et de la police
dans les exécutions extrajudiciaires.**

Ont assisté à cette commission, outre les participants à la Conférence, des officiers des forces armées et de la police

néerlandaises ainsi que des spécialistes des questions militaires et policières.

Les participants ont examiné les moyens d'influer sur la conduite des personnels des armées et de la police qui commettent des exactions en matière de droits de l'homme dans les pays répressifs ; ils ont aussi examiné les contacts éventuels à établir avec l'armée et la police dans les pays non répressifs.

Il importe de distinguer entre les forces armées et les forces de police, et entre les armes, les corps ou les services qui les composent. Certains corps, dans l'armée, sont principalement chargés de la sécurité extérieure ; d'autres, de la sécurité intérieure ; il faut distinguer entre les unités militaires qui ont un rôle de maintien de l'ordre et celles qui ont un rôle militaire conventionnel ; et entre les forces de police régulières, qui ont pour tâche de faire respecter la loi, et les services spéciaux — éléments paramilitaires ou opérant en civil par exemple — orientés vers la sécurité et les renseignements.

Le droit humanitaire international s'applique aux situations de conflit armé, et concerne en principe, de ce fait, les forces armées et non la police. Par ailleurs, les organisations internationales de police ont participé à l'élaboration d'un Code de déontologie pour les responsables de l'application des lois. Mais les unités des forces armées qui ont des fonctions de maintien de l'ordre, telles que la police militaire, n'ont pas été consultées ; pour cette raison, elles n'accordent que peu d'intérêt au Code et ne se sentent pas concernées. En principe, pourtant, le Code s'applique à tous ces services.

La Croix-Rouge joue un rôle primordial en enseignant le droit humanitaire aux forces armées du monde entier. Il serait tout aussi essentiel de sensibiliser plus spécifiquement le personnel militaire aux questions des droits de l'homme, étant donné le rôle de maintien de l'ordre dévolu à certaines unités de l'armée dans de nombreux pays. Les

débats ont porté, dans ce contexte, sur la préparation de codes spéciaux de conduite destinés aux militaires. La commission a considéré que ces codes pourraient très efficacement contribuer à dissuader les forces armées de commettre des violations des droits de l'homme en période de crise politique.

Il a été proposé que les membres des organisations de défense des droits de l'homme entretiennent des contacts avec les membres des forces armées en visitant les écoles militaires de leur pays et en encourageant l'enseignement des droits de l'homme dans les forces armées. Cependant, le résultat de telles approches ne peut être positif que si un intérêt pour le sujet existe préalablement au niveau national.

La commission a recommandé d'étudier les caractéristiques des forces armées dans les pays répressifs. Ces études permettraient : de cerner la conception que se font les forces armées de leur rôle, du monde en général et des événements dans leur pays ; de connaître l'origine sociale, la situation de famille, l'origine ethnique et les tendances politiques des officiers ; de définir le rôle, s'il y a lieu, des forces armées dans les opérations de maintien de l'ordre. De telles études pourraient aider à concevoir un plan d'intervention auprès des forces armées dans les pays répressifs.

Pour assurer le suivi de la conférence, il a été suggéré d'organiser deux séminaires, l'un traitant des problèmes de l'armée, et l'autre de la police. Le premier aurait pour objectif d'aider à la création d'une organisation internationale d'officiers, dont le but serait la promotion du respect des droits de l'homme et l'élaboration d'un ou de plusieurs codes de conduite pour la profession militaire. Le séminaire consacré à la police aurait pour tâche d'examiner les moyens d'assurer la mise en pratique du code de conduite par les responsables de l'application des lois.

Conclusions et recommandations

Les groupes de travail ont élaboré les conclusions et les recommandations qui suivent. Certaines ont réuni un consensus ; d'autres reflètent des opinions individuelles ou des suggestions dont le groupe de travail a jugé qu'elles devaient être prises en considération.

Enquêtes et information :

Reconnaissant la nécessité de renforcer la capacité des organisations non gouvernementales en matière d'enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires, le groupe de travail recommande la prise en considération des idées suivantes :

1. Des normes minimales doivent être fixées pour la conduite des enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires et la vérification des informations recueillies par les organisations non gouvernementales à leur sujet.

2. Des normes minimales doivent être fixées pour permettre d'établir si les autorités ont mené des enquêtes de bonne foi sur les rapports d'exécutions extrajudiciaires.

3. Des moyens propres à aider les associations de défense des droits individuels, dont l'activité comporte la dénonciation des assassinats politiques commis sur ordre, doivent être élaborés. Il faut en particulier développer les liens entre les associations locales et les organisations internationales de défense des droits de l'homme pour permettre une action rapide et concertée quand les organisations locales rencontrent des obstacles dans l'accomplissement de leur mission.

4. Il faut prévoir des ressources pour permettre la poursuite active des enquêtes sur le terrain et assurer la diffusion rapide des informations recueillies par les missions d'enquêtes ou les organisations non gouvernementales.

5. Il faut mettre en place des dispositifs permettant d'agir lorsqu'un État se refuse à admettre des observateurs étrangers et qu'il y a des raisons de craindre des exécutions extrajudiciaires.

6. Il convient d'étudier les modèles types d'exécutions extrajudiciaires, et leurs rapports avec le développement social, économique, politique et juridique dans lequel ils se développent, afin d'établir quelles sont les mesures rapides, si possible préventives, à prendre.

Approches non gouvernementales :

7. Une campagne publique pour arrêter les assassinats politiques commis sous l'égide de l'État doit mettre l'accent sur le « droit à la vie », un droit universel et fondamental. Pour obtenir l'appui du public, une telle campagne ne peut se contenter d'une simple énumération d'horreurs ; elle doit proposer à l'opinion publique un espoir, de l'efficacité. Il faut donc présenter les assassinats politiques par l'État comme pouvant faire l'objet de programmes préventifs et une large publicité doit être donnée aux résultats positifs. Il faut concentrer l'attention sur la recherche de moyens préventifs et ne pas se contenter de réagir *a posteriori*.

8. Une telle campagne doit faire apparaître dans toute son étendue le problème mondial des exécutions extrajudiciaires, ainsi que la complicité des pouvoirs publics dans ces assassinats.

9. Il faut étudier les moyens à utiliser pour la campagne dans le domaine de la littérature, du théâtre, de la musique ; il sera utile de rassembler une filmographie et autres listes de documents audiovisuels.

10. Les organisations de défense des droits de l'homme doivent coordonner leurs activités contre les exécutions extrajudiciaires dans le but d'exercer le maximum de pression et d'obtenir le maximum de publicité et d'appui dans l'opinion publique. Il a été en particulier recommandé, dans le cadre de cette campagne mondiale contre les assassinats politiques par les États, la création d'un comité restreint destiné à coordonner les activités des diverses organisations non gouvernementales.

11. Il faut étudier la possibilité de poursuivre devant la justice, au pénal et au civil, ceux qui se rendent coupables d'exécutions extrajudiciaires.

12. Des efforts doivent être faits pour améliorer l'exactitude de l'information relative aux assassinats politiques commis sous l'égide de l'État. Les médias doivent être encouragés à entreprendre des enquêtes-reportages approfondies sur les assassinats politiques.

Le droit et les organisations internationales :

13. Au regard du droit international comme de la législation interne, les exécutions extrajudiciaires sont des crimes dont les États sont responsables au même titre que leurs agents. Aucune circonstance, y compris la guerre ou tout autre état d'urgence menaçant l'existence de la nation, ne peut réduire leur responsabilité.

14. En conséquence, l'État a l'obligation de ne pas commettre, permettre ni couvrir une seule exécution extrajudiciaire, et de prendre toutes les mesures législatives, exécutives et judiciaires nécessaires pour que les coupables en répondent devant la justice.

15. Les États doivent interdire et prévenir l'usage de toute contrainte pouvant entraîner la mort, de la part des responsables de l'application des lois, sauf si cela est indispensable pour protéger des vies humaines. Ils devront également encourager la préparation, et assurer l'applica-

tion, des codes professionnels de conduite à l'usage des personnels des armées et de la police.

16. Les individus coupables d'exécutions extrajudiciaires doivent comparaître devant une juridiction appropriée — c'est une responsabilité à la fois nationale et internationale. Dans ce but :

- a) Les auteurs présumés d'exécutions extrajudiciaires doivent être considérés comme soumis à une juridiction universelle, ce qui signifie que tout État, sur le territoire duquel ils se trouvent, doit les déférer à la justice ;
- b) Il ne doit y avoir pour ces crimes aucune prescription ;
- c) L'asile ne doit pas être accordé aux auteurs d'exécutions extrajudiciaires ;
- d) Les auteurs d'exécutions extrajudiciaires doivent en répondre devant toute juridiction pénale internationale, instituée pour connaître de tels crimes.

17. Sans pour autant être dégagés des obligations que les règles coutumières internationales leur imposent, tous les États doivent être instamment priés de ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, les deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (y compris le Protocole facultatif s'y rapportant), et les conventions régionales de défense des droits de l'homme ; ils doivent aussi prendre les engagements nécessaires pour permettre le dépôt de plaintes individuelles et d'État à État, ainsi que l'accès aux juridictions appropriées.

18. Il importe que les mécanismes déjà existants au niveau international puissent être mis en œuvre rapidement et de façon effective, partout où les faits indiquent que des exécutions extrajudiciaires sont commises ou risquent de l'être.

19. Les dirigeants des organisations internationales sont instamment priés d'user au mieux et sans délai de leurs

bons offices pour prévenir ou arrêter des exécutions extrajudiciaires. Les bons offices devront comporter, si nécessaire, des contacts directs avec les autorités du pays concerné.

20. Les gouvernements sont instamment priés de prendre toutes les mesures dont ils disposent pour prévenir les exécutions extrajudiciaires, tant à l'étranger que sur leur propre territoire. Ces mesures incluent notamment les interventions par voie diplomatique, les contacts avec les organisations internationales, les déclarations publiques dénonçant ces assassinats, et la prise de sanctions appropriées.

21. Les organisations non gouvernementales sont instamment priées de porter toute information relative à des exécutions extrajudiciaires à la connaissance des organisations intergouvernementales et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour en assurer la diffusion auprès du public.

Contexte international :

22. Des procédures doivent être mises en place pour alerter les ambassades à l'étranger, en vue d'une intervention immédiate en faveur de personnes sous la menace imminente d'une exécution extrajudiciaire.

23. Les partis politiques multinationaux doivent utiliser leurs relations, leurs réseaux pour s'opposer aux assassinats politiques couverts par le pouvoir. Les parlementaires doivent exercer une action de surveillance, et s'efforcer de prévenir les exécutions extrajudiciaires par des moyens tels que missions d'enquête et d'information et auditions de témoins.

24. Il faut envisager la possibilité d'isoler sur les plans diplomatique, économique et politique, les États qui se livrent à des exécutions extrajudiciaires massives. Des sanctions diplomatiques peuvent être prises contre les gouvernements qui refusent d'autoriser une enquête inter-

nationale à la suite de rapports d'exécutions extrajudiciaires sur leur territoire.

25. Pour arrêter le trafic international des armes servant aux exécutions extrajudiciaires, il faut exercer des pressions sur les pays fournisseurs d'armes, afin notamment d'obtenir l'adoption d'une législation appropriée. Il sera utile, dans ce but, d'établir un répertoire international des transferts d'armes qui ont servi à des exécutions extrajudiciaires.

26. Les personnels de la police et de l'armée doivent être formés aux principes du droit humanitaire et autres règles internationales interdisant les exécutions extrajudiciaires.

27. Des séminaires, conférences et autres réunions doivent être organisés avec la participation des personnels de l'armée et de la police, pour discuter le problème des exécutions extrajudiciaires et autres questions des droits de l'homme dans le contexte de leurs professions respectives.

28. Des études doivent être menées sur l'incidence des programmes d'entraînement militaire et de lutte antiguérilla sur les exécutions extrajudiciaires.

29. Des études doivent également être faites sur les effets des doctrines et idéologies qui subordonnent les droits de l'homme à une quelconque raison d'État.

Annexes

Annexe I

**Résolution 5 adoptée par
le Sixième Congrès des Nations unies pour
la prévention du crime et le traitement
des délinquants (le 1^{er} septembre 1980).**

Résolution 5 — Exécutions extra-légales

Le Sixième Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Alarmé par des rapports sur la fréquence des meurtres et exécutions d'opposants politiques ou de délinquants présumés commis par les forces armées, par les autorités chargées de l'application des lois, par d'autres organes gouvernementaux ou par des groupements paramilitaires ou politiques agissant avec l'appui tacite ou autre de ces forces ou organes,

Rappelant que l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît à tout individu le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne,

Rappelant le paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques selon lequel nul ne peut être arbitrairement privé de la vie,

Rappelant que les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949¹ stipulent que l'homicide volontaire constitue

1. Nations unies, Recueil des traités, vol. 75.

une grave infraction aux Conventions et que l'article 3, commun aux quatre Conventions, interdit, en ce qui concerne les conflits armés non internationaux, toutes formes de violence dirigées contre la vie et les personnes, notamment les meurtres de toutes sortes,

Considérant que les meurtres commis ou tolérés par les gouvernements sont condamnés par toutes les juridictions nationales, et de ce fait, par les principes généraux du droit,

Rappelant la résolution 33/173 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1978 concernant les personnes disparues et le fait que les dispositions forcées ou involontaires mentionnées dans cette résolution sont souvent liées à des assassinats commis ou tolérés par des gouvernements,

Considérant que les actes susmentionnés violent également la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, contenue dans la résolution 3452 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1975,

1. *Déplore et condamne* le meurtre d'opposants politiques ou de délinquants présumés commis par les forces armées, par les autorités chargées de l'application des lois et par d'autres organes gouvernementaux, ou par des groupements politiques, agissant avec l'appui tacite ou autre de ces forces ou organes ;
2. *Affirme* que ces actes constituent des crimes particulièrement odieux dont l'élimination est un objectif prioritaire à l'échelon international ;
3. *Invite* tous les gouvernements à prendre des mesures efficaces pour prévenir ces actes ;
4. *Recommande* vivement à tous les organes de l'Organisation des Nations unies qui s'occupent des questions de la prévention du crime et des droits de l'homme de prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à ces actes.

Annexe II

Déclaration finale de la Conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires (Amsterdam, le 2 mai 1982).

Les participants à la Conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires, réunis aux Pays-Bas à l'invitation d'Amnesty International du 30 avril au 2 mai 1982, profondément convaincus que mettre arbitrairement à mort un être humain est un acte totalement indéfendable en toutes circonstances et qu'assurer le respect de ce principe est une responsabilité majeure des gouvernements ; indignés par le fait que des personnes sont arbitrairement exécutées en raison de leurs opinions ou de leurs activités politiques, de leur religion ou de leur origine ethnique, par des États ; exigent que les autorités mettent fin à ces pratiques ;

déclarent que la communauté internationale doit considérer les exécutions extrajudiciaires comme un sujet de préoccupation d'une gravité et d'une urgence extrêmes et s'efforcer par tous les moyens de mettre fin à ce déni du droit à la vie.

Ces dix dernières années, des centaines de milliers de personnes ont trouvé la mort, victimes d'exécutions extrajudiciaires, c'est-à-dire de meurtres illégaux délibérément perpétrés sur l'ordre d'un gouvernement ou avec sa complicité.

Ces assassinats continuent jour après jour en dehors de tout processus judiciaire et au mépris des garanties du droit.

Ces assassinats sont le fait de l'armée régulière, de la police et d'unités spéciales créées pour opérer en dehors de tout contrôle, d'escadrons de la mort agissant avec la complicité des autorités et d'assassins poursuivant les victimes dans d'autres pays.

Les exécutions extrajudiciaires s'accompagnent souvent d'une suspension des droits constitutionnels, d'un affaiblissement du pouvoir judiciaire, de l'intimidation des témoins, de l'élimination des preuves et du refus de tenir compte des conclusions d'enquêtes indépendantes.

Les autorités s'efforcent souvent de couvrir ces exécutions. Elles nient leur existence, en rendent responsables les forces d'opposition, ou encore prétendent qu'elles ont eu lieu lors d'affrontements armés avec les forces gouvernementales ou de tentatives d'évasion des victimes.

Avant d'être exécutées, beaucoup de ces victimes ont été portées « disparues », maintenues en détention illégale, ou torturées.

Ces exécutions peuvent aller de l'assassinat individuel à la liquidation massive de l'opposition. L'ampleur du phénomène n'est souvent portée à la connaissance de l'opinion internationale que lorsqu'il a atteint des proportions telles qu'une communauté tout entière en subira les effets pendant des générations.

Le principe de la protection contre la privation arbitraire de la vie constitue une valeur essentielle. Ce principe ne saurait être abandonné, quelles que soient les circonstances et leur gravité.

Les exécutions extrajudiciaires sont des crimes dont le droit national et international rend les États responsables. Que des groupes liés ou non à l'opposition commettent des actes tout aussi horribles, ou qu'ils soient perpétrés au nom de la sûreté de l'État, ne réduit en rien la responsabilité du pouvoir.

Il est du devoir des États de ne pas commettre ces exécutions ni de s'en rendre complices, de prendre toutes les mesures législatives, exécutives et judiciaires nécessaires pour garantir que les responsables directs ou indirects de ces actes soient traduits en justice et que les familles des victimes reçoivent réparation des préjudices matériels et moraux subis. Les auteurs présumés de ces crimes devraient être soumis à une juridiction universelle unique, être jugés ou extradés où qu'ils se trouvent.

Recommandations :

Seules des institutions solidement établies dans tous les pays et capables de faire face aux violations des droits de l'homme, quelles qu'elles soient, permettront d'empêcher ces exécutions extrajudiciaires. Toutes les recommandations de la Conférence, résumées ci-dessous, visent à cet objectif :

— Les citoyens doivent faire entendre leur voix pour contraindre les gouvernements à mettre fin à ces assassinats et affirmer leur soutien aux familles des victimes. Les organisations de défense des droits de l'homme doivent les aider en diffusant l'information aussi rapidement et objectivement que possible. Des programmes d'action concertés doivent faire éclater au grand jour le fait que des gouvernements sont mêlés à ces crimes et que c'est à eux que revient la responsabilité de mettre sur-le-champ un terme à de telles pratiques. Une attention toute particulière doit être accordée aux mesures de prévention visant à protéger les personnes en danger immédiat.

— Il faut encourager les institutions à vocation éducative, à insister davantage sur ce principe : aucune circonstance ne saurait justifier les exécutions extrajudiciaires.

— Pour permettre d'établir que les autorités ont mené en toute bonne foi des enquêtes sur les exécutions extraju-

diciaires qui ont été rapportées, des règles minimales doivent être élaborées.

— Les forces armées et la police doivent assurer à leur personnel une formation propre à garantir l'application des règles prohibant les exécutions extrajudiciaires.

— Les gouvernements doivent prendre des mesures pour s'assurer que les transferts en matière militaire, de sécurité ou de police, et que les programmes internationaux de formation ne favorisent aucune exécution extrajudiciaire.

— Les gouvernements doivent autoriser des enquêtes indépendantes sur leur territoire, demander que de telles enquêtes soient également admises dans les autres pays et user des voies diplomatiques pour établir les faits et exercer des pressions.

— Les organisations intergouvernementales doivent utiliser les mécanismes existants pour enquêter, informer, proposer leurs bons offices, et exercer toute autre forme d'intervention rapide.

Adresses

des sections francophones et du secrétariat
international d'Amnesty International

France. Amnesty International, 18, rue Théodore-Deck,
75015 Paris.

Belgique. Amnesty International, 126 avenue Louise, 1050
Bruxelles.

Canada. Amnistie Internationale, 1800 Ouest boulevard
Dorchester, Montréal. Qu. H3H.2H2.

Luxembourg. Amnesty International, BP 1914, Luxem-
bourg-Gare.

Suisse. Amnesty International, BP 1051, CH 3001 Berne.

Secrétariat international. Amnesty International, 10,
Southampton Street, London WC2 E 7 HF.

Table

<i>Préface</i> de Theo C. van Boven	9
Introduction	13
 1. La responsabilité des États dans les exécutions extrajudiciaires	17
– Qui est responsable ?	22
– Le pouvoir « couvrir » les assassinats	29
– « Disparitions »	34
– Assassinats	37
– Massacres	47
 2. Des États responsables	51
1. Guatemala : un programme gouvernemental d'assassinats politiques	53
– La présidence de Mendez Montenegro (1966-1970)	55
– La présidence Arana (1970-1974)	57
– La présidence Laugerud (1974-1978)	57
– La présidence Romeo Lucas Garcia (1978-1982)	58
– La présidence Efraín Rios Montt	61
2. Massacres en Indonésie (1965-1966) et au Kampuchéa (1975-1979)	65
– Indonésie (1965 et 1966)	67
– Kampuchéa (1975-1979)	71
3. L'Ouganda sous le président Amin (1971-1979)	81
– Le secret	84

4. L'Argentine : « disparitions » et exécutions extrajudiciaires	91
– Meurtres commis par des escadrons de la mort avant le coup d'État de 1976	93
– Le coup d'État et ses suites	95
– Morts en détention	99
– Le sort des « disparus »	101
5. Les « assassinats au cours d'affrontements » en Inde	107
– Meurtres de naxalites au cours d'« affrontements »	109
– Une législation favorisant les « assassinats au cours d'affrontements » : L'exemple de l'Andhra Pradesh	111
– Enquêtes officielles et officieuses sur les « assassinats au cours d'affrontements »	112
– Faits récents	115
– Conclusions	117
6. Libye : la liquidation des « ennemis de la révolution »	119
– Tentatives d'assassinats à l'étranger	120
– Contexte historique	126
– Appels à la liquidation physique	128
– Les assassins	129
– Réactions des autorités des pays d'accueil	130
3. Règles juridiques et voies de recours internationales ...	133
– Introduction	135
– Le droit à la vie et les normes d'exécutions « judiciaires »	136
– Peut-on donner la mort pour que force reste à la loi ?	138
– L'homicide en temps de guerre	141
– Génocide et autres crimes de droit international (non liés à la guerre) ; torture ; « disparitions »	144
– Initiatives récentes	147
– Voies de recours	149
– Conclusion	151

4. Conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires	153
- Rapport du groupe de travail A : Enquêtes et information	157
- Rapport du groupe de travail B : Approches non gouvernementales	161
- Rapport du groupe de travail C : Le droit et les organisations internationales	164
- Rapport du groupe de travail D : Contexte international	166
- Rapport de commission : Journalisme, droits de l'homme et exécutions extrajudiciaires	168
- Rapport de commission : Rôle des forces armées et de la police dans les exécutions extrajudiciaires	169
Conclusions et recommandations	172
Annexes	179
- Annexe I : Résolution 5 adoptée par le Sixième Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (le 1 ^{er} septembre 1980)	181
- Annexe II : Déclaration finale de la Conférence internationale sur les exécutions extrajudiciaires (Amsterdam, le 2 mai 1982)	183
Adresses	187



Les assassinats politiques

L'assassinat politique est aujourd'hui au programme des gouvernements du Guatemala et de la Libye, comme les massacres de populations entières l'ont récemment été au Kampuchéa de Pol Pot et dans l'Ouganda d'Amin.

Préméditation, brutalité, arbitraire caractérisent ces exécutions. Mais il ne suffit pas de s'émouvoir devant ces meurtres qui font, chaque année, des milliers de victimes dans plusieurs dizaines de pays. Il faut établir la responsabilité des États et, derrière l'institution, des hommes qui ordonnent ou couvrent, des hommes qui exécutent. Il faut imposer des systèmes d'enquête rapide et impartiale, créer et développer l'appareil judiciaire national et international. Il faut non seulement remédier et guérir, mais aussi prévenir. Ce rapport, publié dans le cadre d'une campagne menée par groupes d'Amesty International dans le monde entier, étale les faits et ouvre la voie à une action concertée.

